

P.5 REGARD

UN PARCOURS DE
MIGRANT UNIVERSEL
Nicolas Dutent

P.52 LE GRAND ENTRETIEN

LE PARI D'UNE ALTERNATIVE
GAGNANTE
Isabelle De Almeida

P.60 HISTOIRE

LEÇON D'HISTOIRE : VIE ET
MORT D'UN GOUVERNEMENT
Albert Soboul



LA REVUE DU
PROJET

DOSSIER

COMMUNISME DE NOUVELLE GENERATION

EN EXCLUSIVITÉ !

LES TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE NATIONALE



RENCONTRE EXCEPTIONNELLE

Vendredi 12 décembre
à partir de 19h15

ENTRÉE LIBRE

ESPACE OSCAR-NIEMEYER
2, place du Colonel Fabien - Paris 19°

Régis Debray et Pierre Laurent

Ne manquez pas la rencontre exceptionnelle organisée par **La Revue du projet** entre Régis Debray et Pierre Laurent. **Espace Oscar-Niemeyer.**

De la matière grise (et rouge) en débat pour mieux comprendre notre monde, pour mieux se battre pour le changer.

« La Revue du projet joue un rôle croissant dans l'animation de notre travail intellectuel collectif. »

Pierre Laurent, 8/11/2014

THÈMES DES PROCHAINS NUMÉROS DE VOTRE REVUE :

Liberté ! ; média ; politisation...

Vous avez des idées sur ces dossiers n'hésitez pas à nous contacter : **Écrivez à** revue@pcf.fr

SOMMAIRE

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie Drôle de jeu bis

4 POÉSIES

Katherine L. Battaiellie Vénus Khoury-Ghata

5 REGARD

Nicoals Dutent Un parcours de migrant universel

6 ▶ 50 LE DOSSIER

COMMUNISME DE NOUVELLE GÉNÉRATION

ATELIERS

Jean-Luc Gibelin Répondre aux besoins humains, relancer l'activité et l'emploi

Denis Durand Faire reculer le coût du capital pour financer le développement humain et la relance sociale

Marine Roussillon Éducation, savoir, culture comme conditions pour l'émancipation humaine

Véronique Sandoval Transformer le travail, l'entreprise, pour transformer la société

Alain Obadia Construire un nouveau modèle productif, social et écologique

Pierre Dharréville Vers une VIe République : pour une nouvelle ère citoyenne de la démocratie dans les institutions, les territoires, les entreprises

Fabienne Haloui Construire l'égalité et le vivre ensemble contre toutes les dominations

Patrick Le Hyaric Transformer la mondialisation : refonder l'Europe

Lydia Samarbakhsh Transformer la mondialisation : le rôle de la France pour un monde de paix et de solidarité

LES INTERVENTIONS DE PIERRE LAURENT

Introduction

Appel au peuple de France

51 LECTRICES & LECTEURS

Bernard Friot réaction au dossier « La fabrique de l'assistantat »

52 ▶ 55 TRAVAIL DE SECTEURS

LE GRAND ENTRETIEN

Isabelle De Almeida Le pari d'une alternative gagnante

BRÈVES DE SECTEUR

- Accord climat Chine/États-Unis « un début de prise en compte de l'urgence climatique »

- Ukraine : « pour une médiation diplomatique avec les "séparatistes" de l'Est. »

56 COMBAT D'IDÉES

Gérard Streiff La tyrannie des experts

58 MOUVEMENT RÉEL

Miguel Espinoza L'idéologie pragmatique

60 HISTOIRE

Albert Soboul Leçon d'histoire : vie et mort d'un gouvernement

62 PRODUCTION DE TERRITOIRES

Patrick Ribau Où va l'Irak ?

64 SCIENCES

Alain Cernuschi, Alexandre Guilbaud, Marie Leca-Tsiomis et Irène Passeron Les « humanités numériques » (2/2) Comment éditer l'*Encyclopédie* aujourd'hui ?

66 SONDAGES

Gérard Streiff Le poison Zemmour

67 STATISTIQUES

Michaël Orand Un quart des bénéficiaires du RSA subissent des privations alimentaires

68 REVUE DES MÉDIA

Sarah Chakrida Djihadisme : la fabrique infernale de la peur

70 CRITIQUES

• LIRE : Patrick Coulon *De la /des religions...*

• Maïakovski *Vers et prose*

• Catherine Coquery-Vidrovitch, Éric Mesnard *Être esclave. Afrique-Amérique, XV^e-XIX^e siècle*

• Antoine Vauchez *Démocratiser l'Europe*

• Yvon Quiniou *Critique de la religion, une imposture morale, intellectuelle et politique*

• Europe, octobre-novembre 2014

74 DANS LE TEXTE

Florian Gulli et Jean Quétier L'histoire et ses fantômes

77 BULLETIN D'ABONNEMENT

79 NOTES

La Revue du Projet - Tél. : 01 40 40 12 34 - **Directeur de publication** : Patrice Bessac

Rédacteur en chef : Guillaume Roubaud-Quashie • **Secrétariat de rédaction** : Noëlle Mansoux • **Comité de rédaction** : Caroline Bardot, Hélène Bidard, Davy Castel, Igor Martinache, Nicolas Dutent, Clément Garcia, Maxime Cochard, Alexandre Fleuret, Marine Roussillon, Côme Simien, Étienne Chosson, Alain Vermeersch, Corinne Luxembourg, Léo Purguette, Michaël Orand, Pierre Crépel, Florian Gulli, Jean Quétier, Séverine Charret, Vincent Bordas, Anthony Maranghi, Franck Delorieux, Francis Combes
Direction artistique et illustrations : Frédo Coyère • **Mise en page** : Sébastien Thomasset • **Édité par** l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau 75 167 Paris Cedex 19) **Imprimerie** : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex)
Dépôt légal : Décembre 2014 - N°42.

Drôle de jeu bis

Parmi ces phrases, les unes sont de Manuel Valls, les autres de Pierre Gattaz : saurez-vous les distinguer ?

1) « Il faut expliquer l'entreprise aux Français et à nos dirigeants pour qu'ils comprennent que les dividendes rémunèrent un risque pris par des investisseurs. Sans eux les entreprises ne peuvent exister. »

2) « Ce sont les entreprises qui, en risquant les capitaux de leurs actionnaires, en mobilisant leurs salariés, en répondant aux attentes de leurs clients, créent de la valeur, génèrent des richesses. »

3) « Ce sont les entreprises qui créent des emplois. [...] Il n'y a pas d'emplois sans employeurs. C'est pourquoi il est absurde de parler de cadeau fait aux patrons. Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier. »

4) « Comment, au XXI^e siècle, peut-on encore utiliser des expressions comme "cadeau aux entreprises" ou "cadeau aux patrons" ? »

5) « Pour redresser le pays, il faut faire tomber les tabous. »

6) « Ce que je crois profondément, c'est que notre pays a besoin de sortir des postures, des jeux de rôle auxquels nous sommes tellement habitués. [...] Cessons d'opposer systématiquement ! D'opposer État et entreprises ! D'opposer chefs d'entreprise et salariés ; organisations patronales et syndicats ! Cherchons plutôt à coopérer. »

7) « Oui parce que l'idéologie a conduit à des désastres mais la gauche que je porte garde un idéal : l'émancipation de chacun. Elle est pragmatique, réformiste et républicaine. »

8) « La fiscalité est démotivante. Elle taxe énormément le capital et l'épargne. C'est un problème politique, c'est un problème d'idéologie cette fiscalité française. Le monde entier le dit, elle est beaucoup trop lourde. »

9) « J'applaudis ce virage entrepreneurial, qui ne doit être l'apanage ni de la droite ni de la gauche. [...] Il est temps de dépolitiser le dialogue social. »

10) « Nous avons un moteur économique à l'arrêt avec 0% de croissance actuellement. Il faut réactiver les réacteurs de ce moteur. Les réacteurs, c'est la compétitivité, et c'est le but du Pacte de responsabilité. Et deuxièmement, c'est la confiance. L'environnement de confiance est fondamental pour les investisseurs et les employeurs. »

11) « Nous allons accroître la concurrence, alléger certaines règles, je pense à celles relatives au travail du dimanche ou à l'urbanisme commercial. » « Il doit y avoir une réduction des déficits publics en Europe et tout particulièrement en France, je ne le discute pas. Nous vivons au-dessus de nos moyens depuis 40 ans. »

12) « Le décès de Christophe de Margerie est une immense perte pour notre pays. Cet homme était visionnaire, il était un grand expert dans son domaine. Mais c'était également une personnalité charmante. Christophe de Margerie était un homme plein d'attentions, d'humour et de finesse. »

13) « Aujourd'hui, les dizaines de milliers d'employés de Total sont orphelins de leur Président. [...] La France perd un grand capitaine d'industrie et un patriote. XX [nom ici ôté, NDLR] perd un ami. [...] Il avait aussi ce panache, cette volonté d'aller de l'avant, un humour si français et une finesse d'esprit qui en faisait un homme unanimement apprécié. »

14) « Mais il n'y a pas que les impôts et les cotisations sociales qui pèsent sur notre économie. Certaines formalités excessives sont aussi coûteuses et pénalisantes. »

L'écrivain Patrick Besson signait récemment une chronique, au titre emprunté au grand romancier communiste et résistant Roger Vailland : « Drôle de jeu ». Il y faisait alterner, sans indiquer l'auteur, des phrases d'Eric Zemmour et d'autres, de l'écrivain collaborationniste Lucien Rebatet. Nous avons ici décliné le même exercice saisissant. Comment ne pas se demander, comme Thierry Lepaon au début de cette année : Pierre Gattaz est-il le premier ministre ? Comment, pensant à ces dizaines de milliers de militants qui peuplent les partis de gauche, à ces millions de personnes qui votent pour des hommes et des femmes de gauche, ne pas être persuadé, avec Pierre Laurent, que Manuel Valls ne sera jamais le premier ministre de la gauche !

À ce stade, il n'est pas nécessaire d'entreprendre de longues démonstrations pour que chacun mesure que l'heure est grave, très grave, qu'elle appelle sang-froid, intelligence collective et action résolue de nature à entraîner ces millions

de personnes éparses sans l'engagement desquelles rien n'est ni ne sera possible.

Cet ample rassemblement populaire, condition absolue de résistances efficaces et de conquêtes nécessaires, ne surgira pas tout seul. Il a besoin d'un Parti communiste français tout entier dédié à cette tâche. Il a besoin de contenus identifiés qui, seuls, permettent une mobilisation massive, par-delà les paroles et les symboles. Dès lors, la question du projet est décisivement cardinale. C'est pourquoi est si précieuse la conférence nationale de notre parti, qui l'a placée au cœur, les 8 et 9 novembre derniers à Montreuil. Il faut lire, il faut faire lire les fortes paroles de Pierre Laurent. Il faut partager, discuter, propager les riches travaux des ateliers de projet qui se sont tenus à Montreuil. C'est ce chemin d'échange et de luttes qui permettra de transformer les si larges fronts du refus en un puissant et transformateur front de projet. Ce sont ces textes que vous trouverez dans les pages qui suivent.

Bonne lecture !

RÉPONSES

- 1) Pierre Gattaz, 20 minutes, 30/10/2014.
 2) Manuel Valls, université d'été du MEDEF, 27/08/2014.
 3) Manuel Valls, université d'été du MEDEF, 27/08/2014.
 4) Pierre Gattaz, Français, bougeons-nous !, Nouveau Monde éditions, 2014.
 5) Pierre Gattaz, France Info, 27/08/2014.
 6) Manuel Valls, université d'été du MEDEF, 27/08/2014.
 7) Manuel Valls, *LObs*, 23/10/2014.
 8) Pierre Gattaz, L-Télé, 18/11/2014.
 9) Pierre Gattaz, 20 minutes, 30/10/2014.
 10) Pierre Gattaz, France Info, 27/08/2014.
 11) Manuel Valls, université d'été du MEDEF, 27/08/2014.
 12) Pierre Gattaz, communiqué, 21/10/2014.
 13) Manuel Valls, communiqué, 21/10/2014.
 14) Manuel Valls, université d'été du MEDEF, 27/08/2014.



GUILLAUME ROUBAUD-QUASHIE,
rédacteur en chef

Vénus Khoury-Ghata

Vénus Khoury-Ghata est née au Liban en 1937. D'abord journaliste à Beyrouth, elle y publie deux premiers recueils de poésie. Elle vient s'installer à Paris en 1972, après un deuxième mariage avec le médecin et chercheur français Jean Ghata. Pratiquant depuis l'enfance l'arabe et le français, elle collabore à la revue *Europe*, dirigée alors par Aragon, qu'elle traduit en arabe. Elle a publié une œuvre très importante de romans et recueils poétiques, couronnée de nombreux prix.

Sa mère, figure prégnante de son œuvre, était issue d'une famille modeste de paysans, et d'un village de montagne, que surplombe le tombeau du grand poète libanais Khalil Gibran : « Si haute était la terre en ce temps-là/les femmes suspendaient linge et nuages à la même corde ». Vénus y passa les trois mois d'été pendant toute son enfance. Le Liban qu'elle décrira plus tard dans ses poèmes est celui-là : un Liban de pauvres villages où le cœur des maisons est un foyer de bouse séchée, où chaque élément d'une nature souvent hostile, fantasmagorique, est personnifié.

On croise dans ces poèmes des personnages savoureux (le gardien du cimetière), mais surtout des êtres démunis, analphabètes, hommes frustes, enfants malingres, femmes mortes en couches : « Le deuil durcit les cœurs des fillettes et les mines des crayons/la réserve de kérosène épuisée/les loups mangent celles aux jambes d'allumettes ».

Les femmes, en particulier, y plient sous la pauvreté, les tâches ménagères et le poids des deuils, et Vénus Khoury-Ghata adresse une immense ode à toutes et à chacune des mères « qui traverse les années avec son tablier décoloré », ode où se mêlent toujours l'ordinaire quotidien et le fantasmatique (« un ange s'échappe de l'horloge pour l'aider à rattraper une maille »).

La mort, à laquelle font référence bon nombre de titres de recueils, est omniprésente : elle est devenue le « pain quotidien des Libanais » depuis la guerre, qui a transformé le Liban dévasté en « surface arable de la douleur ». À l'horreur de cette guerre s'ajoutent les deuils personnels de son frère, puis de son mari en 1981 (« La bouche remplie de ténèbres/il arpente l'envers de son jardin en rasant les murs des termitières./Il a cette manière de traîner l'âme comme un chien qu'on cherche à égarer »).

De deux terres, deux cultures, deux langues, Vénus Khoury-Ghata a tiré un lyrisme à la fois simple et magique, avec lequel sont dits l'humaine condition comme le quotidien le plus prosaïque.

KATHERINE L. BATAILLIE

Miroirs transis

Soulever le couvercle de la marmite fait crier le thym
dit celle qui
n'a ni marmite ni thym
le fleuve qui a emporté son champ lui a laissé une
cage sans canari
et une vieille rose dédaignée des abeilles

D'ailleurs son canari n'était pas un oiseau ni une
personne
mais une chanson qu'elle déroulait quand son cœur
rapetissait aux
dimensions d'une noix
elle se plie tête entre les genoux lorsqu'un trot
martèle son toit
les nuages devenus fous se prennent pour des
chevaux

(in *Les obscurcis*)

Elle dit

Le vieux qui ne sait pas compter
se sert des allumettes comme calendrier
et de la chute des noix pour agenda
De leur impact sur le sol il sait l'hiver tardif
il faut semer entre deux lunes quand les tabliers des
femmes
exhalent une odeur d'orage et de pierre brûlée

La voix à travers la fenêtre grillagée ne prédit rien de
bon
son petit-fils ne jouera plus après les semailles
sa mère l'entendra courir sous terre
avec d'autres enfants
leurs jeux dans l'exiguïté des ténèbres ponctuées de
rires

(in *Les obscurcis*)

Quelques recueils :

- *Les obscurcis*, Mercure de France, 2008.
- *Quelle est la nuit parmi les nuits*, Mercure de France, 2004.
- *Anthologie personnelle*, Actes Sud, 1997.



Photo : Bottari Truck, œuvre de KIMSOOJA © Musée de l'histoire de l'immigration.

Un parcours de migrant universel

Sous l'impulsion des équipes en place et de son nouveau président, Benjamin Stora, le musée de l'Histoire de l'immigration de la porte Dorée, à Paris, fruit de la société civile et d'engagements universitaires (Gérald Noiriel, Marie-Claude Blanc-Chaléard), a enrichi ses collections permanentes. Depuis la rentrée, l'établissement présente une nouvelle muséographie. Tout l'intérêt de la démarche engagée repose dans le croisement des regards et l'enrichissement des collections par le biais de dons ou d'achats d'œuvres. La gastronomie et la bande dessinée font ainsi leur entrée. Le millier d'objets glanés dans la dernière période offrent un triple déchiffrement : ethnographique, historique et artistique. Ces approches complémentaires prennent toute leur dimension dans l'exposition phare, « Repères ». On se réjouit de la place confortable accordée aux récits photographiques. Les reportages de Gérald Bloncourt, Jacques Windenberger, Hervé Donnezan et Jacques Pavlovsky sont rassemblés dans la section « Le temps des voisins » et cristallisent leur attention sur l'émigration européenne. Un admirable portrait d'immigré algérien, le regard inquiet sur un ferry qui le conduit à

Marseille, côtoie des images d'exilés belges et portugais habités par le silence, l'agitation ou le doute. Sur le quai de la gare de Perpignan, une femme fraîchement arrivée pour les vendanges superpose des valises sur son crâne, un enfant déboussolé est à sa traîne, enserrant sa peluche. Près des vitrines où reposent de multiples correspondances, Sarah Caron suit des clandestins partis du Sahara pour rejoindre la Grande Bleue. Ad Van Denderen documente, lui, les frontières, espaces de l'attente et du risque où s'ébauche la régulation policière et judiciaire. Plus métaphoriques, les voitures cathédrales de Thomas Mailaender sont « sans destination ni port d'attache, coincées dans le temps du transit ». Côté installations, on retiendra celles de Kader Attia qui campe plusieurs générations de migrants à travers les détails modestes et symboliques du quotidien. Le Bottari Truck, de Kimsooja, magnifie les *bojagis*, tissus traditionnels coréens transfigurés en baluchons pour suggérer l'errance. Comme le montre Pierre Boulat, la fin du voyage est rapidement suivie par l'investissement des cafés, lieux de sociabilité. Une édifiante séquence sur les lieux de vie permet de restituer la terrible épreuve

des bidonvilles, puis le cycle des cités, grâce aux clichés de Paul Almasy et Mathieu Pernot qui impriment la ségrégation spatiale. Karim Kal fixe l'expérience du manque et les genres de la solitude avec sa série « Miroirs », « l'impossible conjugaison du je » dans un foyer. Des archives impressionnantes permettent dans la foulée d'apprécier la diversité des engagements des « déracinés » : au sein de l'armée, au cours de la résistance et au travail. Le four électrique de Boris Taslitzky est à ce titre une fresque du labeur emblématique. Elle ouvre la voie à l'histoire des luttes scrutée à travers plusieurs supports. La photographie de Jean Pottier – un cimetière de tickets poinçonnés recouvre le sol d'un métro après un meeting bondé à la Bourse du travail – est éloquent. À quelques encablures, la galerie des dons témoigne du « parcours de la personne centré sur les objets en apparence banals ». Fluidifiée, la scénographie des collections permanentes est à l'image des panneaux rétroéclairés qui ponctuent la visite, elle juxtapose à la rigueur scientifique un souci constant de pédagogie et de contextualisation.

NICOLAS DUTENT

COMMUNISME DE NOUVELLE GÉNÉRATION ÉTAT DES TRAVAUX

DOSSIER

La seconde journée de la conférence nationale du PCF, le 9 novembre 2014, a été consacrée aux travaux en cours au sein du Parti, à la fois sur le projet communiste du XXI^e siècle et sur les axes caractérisant une politique de gauche. Neuf ateliers, ouverts à tous, visaient à permettre l'appropriation et le partage des travaux des secteurs du Parti, d'élargir l'implication des communistes à ce travail du projet. Sans prétendre traiter toutes les questions et problématiques, il s'agissait d'une nouvelle étape dans le travail sur le projet. *La Revue du projet* a tout naturellement tenu à rendre compte de cette initiative dans ce dossier.

Atelier n°1

RÉPONDRE AUX BESOINS HUMAINS, RELANCER L'ACTIVITÉ ET L'EMPLOI

Il s'agit d'un choix principal de notre démarche politique ! Nous avons choisi de partir des besoins, de la réponse aux besoins et non des lois du marché ou des injonctions du MEDEF. Nous considérons - et nous le démontrons - que le pays a les moyens de répondre aux besoins ; cela nécessite du courage politique. Deux dogmes sont à affronter : le matraquage sur le « coût du travail » et la pression de la diminution de la dette publique. Enfin, nous reviendrons sur la démarche démocratique qui est la nôtre autour de la réponse aux besoins de la population. Cet atelier ne sera pas exhaustif en matière de recensement des besoins, et ne constituera pas non plus un catalogue des réponses programmatiques du PCF.

INTRODUCTION : **JEAN-LUC GIBELIN***

Partir des besoins humains, de la réponse collective que la société doit apporter à ces besoins est une posture fondamentalement alternative par rapport aux positionnements des différents projets politiques actuels et passés. Nous affirmons que la réponse aux besoins humains doit rester l'objectif d'une politique de gauche, d'une politique alternative à l'austérité. C'est une question de choix

pour l'avenir de la société, de choix politiques à produire. Loin des slogans, il s'agit d'une posture politique, d'une démarche de fond.

Nous considérons - et nous le démontrons - que le pays a les moyens de répondre aux besoins ; cela nécessite du courage politique. C'est indispensable de passer par cette étape pour confirmer qu'il est possible de faire autrement que de reculer devant les logiques financières. Il est indispensable notamment avec les renoncements de l'exécutif actuel.

TOURNER LE DOS À L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE

Cela impose donc d'affronter deux dogmes mis en avant pour faire se résigner les salariés et les populations :
1- Face à la concurrence internationale, l'emploi dépend de la compétitivité laquelle, pour être relevée, nécessite des baisses continues du « coût du travail » (salaires + charges sociales) ;
2- Face à la dictature des marchés financiers, si l'on veut sauver notre modèle social, il faut diminuer la dette

publique et, donc, baisser les dépenses publiques.

Or, ce sont ces politiques qui alimentent la crise. Pour s'en exonérer, il faut tourner le dos à l'insuffisance de la demande avec une politique ambiguë. Cela passe par :

- accroître les revenus distribués aux salariés et à leurs familles (salaires et revenus de remplacement, minima sociaux, c'est une politique de réduction des inégalités sociales, nous y reviendrons.) :

« La notion de l'utilité du service public, de sa mission de répondre aux besoins de la population s'est fortement atténuée devant la réalité concrète très dégradée. »

- augmenter fortement la formation du monde du travail pour faire progresser les qualifications en même temps que le pouvoir d'achat, de façon à ce que le surcroît de demande ainsi créé ne se traduise pas par une envolée durable des importations ;
- conditionner les programmes d'investissements nécessaires à des objectifs chiffrés de créations d'emploi et de formations, et progresser dans la sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie au lieu de la précarisation généralisée ;
- et, surtout, relancer massivement tous les services publics. On répondrait aux besoins populaires (santé, éducation, logements sociaux, transports collectifs, culture, services à la personne). On impulserait un surcroît de demande (demande publique) capable d'absorber les productions supplémentaires engendrées par les nouveaux investissements. Mais on consoliderait en même temps l'efficacité de l'offre productive. Les dépenses de services publics nationaux et locaux sont, en effet, les seules dépenses susceptibles de contribuer, à la fois, à développer la demande, ne serait-ce que par la création d'emplois et d'équipements publics, et à économiser sur les coûts matériels et financiers de production, à gagner en efficacité. Par exemple, des progrès de la

santé et de l'éducation, de la recherche ou des transports collectifs accroissent la productivité globale du système productif !

MAÎTRISER ET RÉORIENTER LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET LE CRÉDIT BANCAIRE

Il s'agit de faire en sorte que la création de monnaie de la banque centrale serve effectivement à soutenir la demande et relancer l'emploi :

La monnaie créée par la BCE (Banque centrale européenne) doit servir l'expansion sociale, au lieu de soutenir le marché financier. Il faut rompre avec le pacte de stabilité et le dogme de la croissance zéro des dépenses publiques. Il faut promouvoir la proposition du PCF, reprise par le Front de gauche et le PGE (Parti de la gauche européenne), de créer un « Fonds social, solidaire et écologique de développement européen ». Il recueillerait la monnaie créée par la BCE à l'occasion des achats de titres publics émis par chaque pays pour le financement de ses services publics. Démocratisé, il redistribuerait alors cette monnaie à chaque État selon les besoins sociaux et culturels propres de son peuple.

La création monétaire de la BCE doit être relayée par les banques. Ce n'est pas le cas en France où la BPI (Banque publique d'investissement) ne sert en aucune façon à changer les règles et critères du crédit et à modifier les comportements bancaires. Il faut en finir avec les allègements de « charges sociales » des entreprises. Au contraire, un nouveau crédit sélectif pour les investissements matériels et de recherche est à inventer. Son taux d'in-

ternet annuel dévolus aux allègements de cotisations sociales patronales pourrait doter un Fonds national pour amorcer ce nouveau crédit, via des bonifications d'intérêts. Décentralisé, il pourrait être saisi dans les territoires. Il formerait un pôle public bancaire et financier avec la BPI, la Caisse des dépôts, la Banque postale, les banques mutualistes, ainsi que des banques nationalisées.

LE SERVICE PUBLIC, PILIER D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE

Dans un moment de crise profonde où se développent précarité, insécurité, inégalité mais aussi de révolte monte l'exigence d'une culture de partage, de justice et de solidarité, la question du service public resurgit au cœur des débats comme une réponse incontournable structurante d'une nouvelle société. Pour notre part, nous considérons que le développement des services publics, leur amélioration substantielle, la démocratisation de leur fonctionnement sont des aspects incontournables de la réponse aux besoins humains.

Il faut inverser la machine capitaliste qui, depuis des décennies, au nom d'une concurrence libre et non faussée, sur l'autel de la libéralisation a donné aux prédateurs financiers des pans entiers du service public et a dégradé le fonctionnement d'une grande part des services publics existants. Ce faisant, idéologiquement, la notion de l'utilité du service public, de sa mission de répondre aux besoins de la population s'est fortement atténuée devant la réalité concrète très dégradée.

« Une refonte de progrès du système de protection sociale est une nécessité vitale pour sortir de la crise en cours, notamment pour répondre aux nouveaux besoins de santé, aux exigences d'une politique familiale moderne, d'un financement dynamique des retraites, de l'autonomie des personnes âgées, etc. »

térêt serait modulé : plus les entreprises programmeraient d'emplois et de formations correctement rémunérés et plus le taux d'intérêt des crédits des banques serait abaissé jusqu'à 0 %, voire en dessous (non-remboursement d'une partie des prêts). La modulation, nous préconisons de l'utiliser dans l'intérêt du plus grand nombre. Tout de suite, la trentaine de milliards d'euros

Dans ce monde en mouvement, où les questions posées s'aiguisent, il nous faut donc être offensifs et concrétiser l'ambition portée d'un grand service public rénové dans ses finalités, son fonctionnement et contrôlé démocratiquement.

Qui dit service public doit définir quel nouveau modèle d'entreprise publique nous voulons avec quels critères de ►

► gestion démocratique et quels personnels avec quel statut. Qui dit service public doit déterminer quels sont les champs nouveaux que nous voulons extraire de la sphère marchande, les services à la personne par exemple. Qui dit service public doit exiger des financements nouveaux et une réforme fiscale de justice sociale. Il ne s'agit pas du maintien du *statu quo* mais bien d'une autre conception des services publics.

LE SYSTÈME DE PROTECTION SOCIALE FRANÇAIS

Conçu en 1945 il constitue un des mécanismes clés de la régulation du système économique. Il constitue une réponse historique originale à la crise systémique de l'entre-deux-guerres. Il a notamment contribué à la phase d'essor de 1945 à 1967. Il permet de couvrir les coûts sociaux liés au type de progression de la productivité du travail. Le système de protection sociale (SPS) contribue à la prise en compte de la « dynamique des besoins sociaux ». Il participe à la reproduction de la force de travail, en la maintenant en « bon état de marche » et en

créativité pour faire monter des alternatives aux choix austéritaires. La solution n'est pas dans la réduction des dépenses publiques et sociales et des prélèvements publics et sociaux obligatoires. Concernant le système de santé, elle ne peut consister dans une réduction des dépenses de santé solidaires, qui favoriserait l'éclatement entre assistance et assurance. Une véritable régulation médicalisée devrait partir d'une évaluation des besoins de santé au plus près du terrain, d'une détermination contrôlée des réponses à apporter à ces besoins humains. Elle appelle la concertation et la contribution des acteurs pour la construction de procédures de régulation aboutissant à un système de santé réellement solidaire, préventif, favorisant l'accès précoce aux soins, coordonné et efficace avec un meilleur suivi du malade et de meilleurs résultats de santé. Les dépenses sociales de santé, de retraite, pour la politique familiale, etc. devraient être étendues et réorientées. Loin de représenter un boulet pour l'économie, elles pourraient contribuer à une issue de progrès à la phase de difficultés du cycle long en cours et

ger de nouvelles ressources pour la sécurité sociale, tout en visant une nouvelle avancée de civilisation.

LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Nous considérons qu'il est indispensable d'engager une politique de réduction des inégalités sociales énergétique, courageuse et durable pour répondre aux besoins humains. C'est l'augmentation des salaires dans la fonction publique, des pensions de retraité-e-s, des minima sociaux pour ce qui est de la responsabilité directe du gouvernement. C'est aussi conditionner des mesures d'aide ou d'accompagnement aux entreprises à l'amélioration effective et contrôlée de l'emploi qualifié, des salaires, de la formation des salariés. Il n'est plus possible que des entreprises empochent des milliers d'euros d'aide et licencient comme c'est le cas pour le CICE et Sanofi par exemple. C'est aussi une politique de réduction des inégalités sociales avec des aides spécifiques pour les bas salaires, un accompagnement significatif de la formation continue qualifiante...

Répondre aux besoins humains c'est aussi toute la sphère des apprentissages, de l'éducation, du savoir, de la culture, du développement humain. Là encore, la sélection par l'argent est inacceptable pour nous, au contraire, nous considérons que ces secteurs-là ont cruellement besoin de développement d'emploi qualifié, de structures innovantes...

Plus globalement, nous mesurons bien que la réponse aux besoins humains dans leur diversité, impose de s'exonérer de la loi du profit. La recherche du profit financier immédiat est le contraire de la réponse aux besoins humains. La solution n'est pas de composer avec mais bien de s'y attaquer avec conviction et détermination.

UNE DÉMARCHÉ DÉMOCRATIQUE

Revenons sur notre démarche démocratique autour de la réponse aux besoins humains, une démarche fondamentale. Nous considérons qu'il y a trois phases.

Celle de l'expression des besoins. Il s'agit de se donner les moyens de faire s'exprimer les besoins humains dans leur diversité. C'est une étape déterminante. Il n'est pas question de la considérer comme acquise ou allant de soi. Décider à la place des femmes et des hommes n'est pas une solution. Celle de la détermination de la réponse aux besoins exprimés. Il s'agit ensuite de déterminer les réponses à appor-

« La recherche du profit financier immédiat est le contraire de la réponse aux besoins humains. »

accroissant sa capacité productive de valeur ajoutée. Le SPS contribue à un meilleur entretien de la force de travail par une meilleure couverture des besoins sociaux (famille, santé, retraite, etc.)

Le SPS tend à la fois à la relance de la consommation et à la relance de la production, jouant à la fois sur la demande et sur l'offre. Il tend à élargir la consommation privée et collective, donc les débouchés des entreprises, il contribue ainsi à stimuler l'incitation à investir, l'emploi et la production. Les prestations participent ainsi à un autre type de développement économique et social. Le financement du système de protection sociale repose sur des cotisations assises sur les salaires versés dans les entreprises, mais permettant en même temps de financer les solidarités.

Face à l'accumulation et à l'accélération des réformes régressives de Sarkozy à Hollande et à la crise profonde d'efficacité et de financement du système de protection sociale, des réformes alternatives de progrès et d'efficacité sont indispensables. Toutes les forces vives du pays, comme en 1945-1946, doivent faire preuve de

amorcer une nouvelle phase d'essor, en anticipant de nouveaux mécanismes de régulation. Une réforme de fond du financement permettrait de prendre en compte les besoins sociaux (retraite, santé, famille, emploi) qui ont émergé dans la crise, afin d'amorcer un processus de sortie de crise.

Une refonte de progrès du système de protection sociale est une nécessité vitale pour sortir de la crise en cours, notamment pour répondre aux nouveaux besoins de santé, aux exigences d'une politique familiale moderne, d'un financement dynamique des retraites, de l'autonomie des personnes âgées, etc. Des constructions institutionnelles nouvelles pourraient concerner un nouveau système de sécurité d'emploi ou de formation. Celui-ci viserait à assurer à chacune et à chacun une sécurité et une continuité de revenus et de droits sociaux relevés. Cela impliquerait de nouveaux droits sociaux et pouvoirs des salariés, des acteurs sociaux, des associations, des usagers et de toutes les populations. La promotion de la formation tout au long de la vie, la sécurisation et le développement de l'emploi, des salaires, pourraient concourir à déga-

ter à ces besoins, le faire de manière dynamique tant dans le contenu que sur la durée. Cela est évidemment en lien avec la réalité locale. Là encore, pas de recettes inventées en dehors des actrices et des acteurs locaux. Il est indispensable de lier celles et ceux qui expriment les besoins et celles et ceux qui contribuent à y répondre.

Enfin, celle du contrôle de la mise en œuvre des réponses. C'est un enjeu considérable. Il n'est pas question de faire l'économie de cette étape. Ce contrôle démocratique est le moyen d'avoir la garantie que le processus sera conduit à son terme, c'est le respect de la bonne mise en œuvre des réponses décidées, c'est l'engagement à maintenir des actrices et des acteurs de la démarche jusqu'à son terme... ■

*Jean-Luc Gibelin est membre du comité de pilotage du projet, animateur du secteur Santé du Conseil national du PCF.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

ISABELLE MATHURIN

Cet atelier a réuni une centaine de personnes. La démarche poursuivie pendant cet atelier a été de répondre aux trois questions de l'expression des besoins, de la détermination de la réponse aux besoins exprimés et du contrôle de la mise en œuvre des réponses. Il y a eu 26 interventions.

Comment fait-on s'exprimer les besoins ? Les besoins tels qu'ils peuvent s'exprimer sont façonnés par les rapports sociaux où l'idéologie patronale domine (ex. des missions actuelles de pôle emploi) et par l'histoire. Comment s'émanciper de cette situation pour que les besoins humains individuels et collectifs de la majorité de la population s'expriment (par exemple pour participer aux prises de décisions) ? La lutte contre les inégalités et pour une égalité réelle ne peut-elle pas être un point de départ ? Encore faut-il combattre l'idée propagée qu'aucun progrès social n'est possible en raison de l'enveloppe fermée pour les besoins humains et sociaux et les services publics (ex. hôpitaux). La lutte contre le sentiment de fatalité fait partie des conditions pour faire s'exprimer les besoins : la lutte contre le coût du capital permet de faire émerger une réponse politique ; les richesses existent pour une alternative au travail précarisé et au chômage de masse. Comment faire s'exprimer cette aspiration à l'égalité par les

couches sociales les plus touchées par l'exploitation et les inégalités (femmes, jeunes, personnes âgées avec des petites retraites, seniors en recherche d'emploi) ? Il nous faut nous tourner vers eux et faire s'exprimer collectivement ces besoins alors que la société cherche à diviser la population entre travailleurs et assistés et à leur imposer des droits réduits. Une action essentielle est de sensibiliser nos concitoyens à la nocivité des mesures prises par le gouvernement qui remet en cause les conquêtes sociales. L'attaque portée à la notion d'universalité par l'exonération des cotisations sociales et le plafonnement des prestations familiales, remet en cause la solidarité entre les différentes couches sociales pour contribuer au bien commun de la sécurité sociale et laisse place au ciblage de la prévention en santé par exemple. Toutes ces questions vont nous être posées dès maintenant dans le cadre de la bataille pour les élections cantonales. Les communistes sont placés devant la responsabilité d'ouvrir des espaces de débat et d'échange direct avec la population, pour la satisfaction de ces besoins humains et sociaux. Il nous revient de faire connaître les droits et les espaces démocratiques qui existent pour intervenir et faire avancer les besoins quand ils sont reconnus par la population. L'action

ment, l'aménagement du territoire ou la reprise d'entreprises qui ferment faute de repreneur) et combattre les réponses déviantes (clientélisme par exemple). Dans les entreprises, il nous appartient de susciter l'intervention pour défendre les droits, sur le sens du travail, dénaturé par le capitalisme et penser le travail aussi pour contrer la ségrégation vis-à-vis des femmes.

Comment déterminer la réponse aux besoins exprimés ? Comment construire un projet émancipateur avec les citoyens, les salariés ? Sur quels leviers devons-nous agir contre le coût du capital ? Comment transformer des besoins en droits par un travail d'élaboration du projet ? Nous sommes conscients que, pour répondre aux besoins, il est nécessaire d'affronter deux dogmes mis en avant pour faire se résigner les salariés et la population : le coût du travail et la réduction de la dette publique alors que ce sont précisément ces politiques qui alimentent la crise. Nous ne pouvons pas nous contenter du partage des richesses mais aussi des conditions de production. Face au coût du capital, nous devons développer la demande sinon les gains de productivité vont générer du chômage. Nous pouvons les utiliser en libérant les hommes et les femmes de la charge du travail, par le

« Les communistes sont placés devant la responsabilité d'ouvrir des espaces de débat et d'échange direct avec la population, pour la satisfaction de ces besoins humains et sociaux. »

pour une utilisation démocratique de l'épargne salariale, de l'argent des banques, pour la réponse aux besoins humains et sociaux, les services publics sont des droits d'intervention à conquérir. Comment faire en sorte que les droits comme le droit au logement soient reconnus et défendus par ceux-là mêmes qui en ont besoin et alors que les services publics mêmes ne sont plus en mesure de répondre pleinement à ces besoins, en raison des orientations actuelles ? Là encore, la bataille contre le coût du capital joue son rôle mais aussi notre capacité d'amener les citoyens vers l'action en allant à leur rencontre par des initiatives citoyennes, des comités de vigilance citoyens avec les élus, en dénonçant l'injustice sociale, pour reprendre le pouvoir et intervenir sur le cours de la vie quotidienne (comme le loge-

développement de la formation (sécurité de l'emploi et de la formation), des services publics, en augmentant l'investissement public et l'emploi public pour que par exemple, l'argent obtenu de la banque centrale européenne ne soit pas utilisé pour diminuer les dépenses publiques. Une grande bataille pour l'emploi permet d'augmenter la masse salariale, le financement de la protection sociale et alimente les cotisations sociales prises sur la plus-value. Au regard de cette réponse aux besoins sociaux et humains exprimés, nous devons revisiter les notions par le débat public afin de leur donner une nouvelle légitimité. Ainsi à nous de poser avec la population, la question de l'utilité de certains équipements publics comme les LGV (lignes à grande vitesse) ce qu'est un pôle public, ce qu'on met ►

► derrière le terme décentralisation. Dans l'industrie, nous pouvons proposer des solutions alternatives à celle en vigueur de la norme du « moins-disant » actuelle par des normes sociales (anti TAFTA), au plan européen, assorties de taxes capables de développer l'emploi y compris dans les PME. Comment renverser les critères actuels de gestion des services publics (nombre d'actes au détriment de la qualité du travail) ? Organisons notre réponse de façon d'une part à répondre aux besoins urgents par des réponses en conséquence et d'autre part organisons une planification écologique et humaine à partir des besoins individuels, en mettant de l'en-commun, en faisant un état des lieux de tous les droits existants et en tenant compte de l'évolution technologique dans le travail, du contexte environ-

nemental pour ne pas tomber dans le productivisme. Si on admet qu'aujourd'hui l'accès aux droits lui-même est empêché par la marchandisation, comment faire grandir l'aspiration à plus de droits, jusqu'à les inscrire dans la Constitution ? Ainsi il nous revient d'affronter les débats sur la gratuité permettant un égal accès aux services publics, gratuité remise en cause dans l'éducation et à conquérir pour l'accès aux transports par exemple. Nous voulons inscrire dans nos programmes pour les élections cantonales la création de service national des aides à la personne et en débattre avec la population. Cela signifie débattre d'une réforme de justice fiscale. De même l'objectif d'une protection sociale à 100 % suppose de montrer que les financements existent. Pour convaincre que l'on peut gagner, il nous faut

mettre en avant le succès de batailles menées contre des projets nocifs, tels ceux impliquant le partenariat public privé, tentative de marchandisation du service public, grâce à une campagne publique réussie.

Quel contrôle de la mise en œuvre des réponses ? Plusieurs exemples. Ainsi il revient aux communistes, aux salariés de dénoncer l'insuffisance des moyens accordés au recouvrement des cotisations sociales des entreprises, d'en faire une bataille publique et de contrer le déficit de la sécurité sociale. Afin de créer les conditions de ce contrôle citoyen, pour les élections au conseil général, nous pouvons proposer la mise en place d'un conseil cantonal tripartite associant élus, citoyens, représentants des PME et acteurs de la vie départementale, et les faire vivre pendant toute la durée du mandat. ■



FAIRE RECULER LE COÛT DU CAPITAL POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LA RELANCE SOCIALE

Il s'agit d'un enjeu politique crucial : combattre la dictature des marchés financiers. L'alternative, c'est la conquête de pouvoirs, par les travailleurs et les citoyens, dans la gestion des entreprises, des services publics, des collectivités publiques, des banques, pour faire prévaloir des choix stratégiques et financiers favorables au développement des êtres humains, et non à la rentabilité des capitaux privés. Le levier essentiel : mobiliser le pouvoir des banques et des banques centrales pour un nouveau crédit (une nouvelle création de monnaie), avec des taux d'intérêt d'autant plus réduits que seront programmés davantage de créations d'emplois et d'actions de formation. La mobilisation des autres outils de la politique économique obéit à la même cohérence, par exemple la modulation de l'impôt sur les sociétés et des cotisations sociales patronales en fonction de la politique d'emploi et de formation des entreprises.

INTRODUCTION : DENIS DURAND*

Des millions de nos concitoyens s'attendent à vivre plus mal dans les années à venir qu'aujourd'hui. Et que leur répond-on ? C'est de votre faute, vous coûtez trop cher ! Vous, les salariés des entreprises privées qu'on licencie. Et vous les fonctionnaires et les agents des services publics dont on détruit les emplois et dont on bloque les salaires ! Selon les financiers, le MEDEF, et selon le gouvernement, l'économie française sera plus « compétitive » s'il y a moins d'ouvriers dans l'automobile et la chimie, moins d'infirmières, d'enseignants, de chercheurs...

BAISSE DU COÛT DU TRAVAIL, EMPLOI ET ÉCONOMIE

La dernière prouesse du gouvernement en date est l'annonce par François Hollande que les milliards du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) seront transformés à partir de 2017 en exonérations de cotisations sociales. Toujours au nom de la baisse du « coût du travail » pour la compétitivité ! Pourtant, la preuve est faite depuis longtemps que ces politiques n'ont aucune influence positive sur l'emploi et la croissance, bien au contraire. Les politiques de « baisse du coût du travail » ne sont pas une « politique de l'offre » ; elles ne font qu'affaiblir l'économie. Entre 1991 et 2010, les exonérations dont bénéficient les

patrons sont passées de 4 % à quelque 28 % des cotisations sociales patronales, soit un manque à gagner total de 280,8 milliards d'euros sur vingt ans ! Or, au cours de cette période, le chômage et la précarité n'ont pas cessé de croître et, dans les années 2000, le déficit commercial de la France a explosé avec, au cœur, le déficit des échanges industriels, particulièrement vis-à-vis de l'Allemagne.

Cela s'explique. La politique de « baisse du coût du travail » mine l'économie de deux façons :

- elle engendre une insuffisance de la demande de consommation des salariés et de leurs familles, y compris du fait de la mise en concurrence accrue entre salariés, tirant vers le bas toute la structure des salaires ;
- elle affaiblit l'offre par l'insuffisance des qualifications, accroissant nos handicaps face aux exigences des nouvelles technologies.

« Les exigences de rentabilité financière imposent leur loi à la gestion des entreprises. »

En faisant obstacle à la croissance, cette politique pousse aux délocalisations des entreprises vers les pays où

la croissance est plus forte, en particulier les États-Unis.

Et pendant qu'on culpabilise les salariés avec le « coût du travail », on écrase l'économie avec les prélèvements opérés par les actionnaires, les banques, les marchés financiers.

LA VÉRITÉ SUR LE COÛT DU CAPITAL

Ce que l'on appelle le coût du travail, c'est la somme des salaires et des cotisations sociales employeur appelées par le MEDEF « charges sociales ». Il est sans cesse dénoncé comme trop élevé par les patrons qui en font la cause essentielle des pertes réelles ou supposées de compétitivité. Ainsi, en même temps qu'ils s'acharnent à geler les salaires, ils ne cessent d'exiger des baisses de « charges sociales ».

Mais les entreprises subissent des coûts du capital considérables qui sont autant de prélèvements sur les richesses nouvelles qu'elles produisent (valeur ajoutée) et dont l'effet est de plus en plus parasitaire. Le coût du capital financier, c'est la somme des dividendes qu'elles versent aux actionnaires et des charges d'intérêts qu'elles payent aux banques et aux autres organismes financiers qui leur prêtent de l'argent. Il représente beaucoup plus que leurs cotisations sociales employeurs effectivement versées (chiffres INSEE pour l'année 2013, Comptes de la nation) : 260,9 milliards d'euros contre 162,2 milliards d'euros. ►

► Il s'agit d'un prélèvement sur toute la richesse créée, au bénéfice des banques, des financiers et des actionnaires. Nettement supérieur, par exemple à l'investissement matériel des entreprises (291 milliards d'euros en moyenne chaque année entre 2004 et 2013 ans contre 219 milliards).

Cette ampleur révèle un problème majeur : la domination du capital financier sur toute l'économie et, partant, sur la vie de tous, du chômeur au cadre, en passant par les précaires, les ouvriers, les enseignants ou les infirmières, les étudiants ou les retraités.

Le plus grave, dans cette affaire, c'est que les exigences de rentabilité financière imposent leur loi à la gestion des entreprises. Les patrons ne décideront de produire, d'embaucher, d'investir que s'ils prévoient que cela permettra de dégager assez de profits pour satisfaire les exigences des actionnaires et des marchés financiers. Soit ils n'investiront pas et préféreront placer leur argent sous forme de titres financiers. Soit ils feront tout pour rendre l'investissement assez rentable au regard des critères des marchés financiers, et ils sacrifieront les salaires, la formation, la recherche.

« Faire prévaloir des choix favorables au développement des capacités humaines, et non à la rentabilité des capitaux privés. »

Faire face au coût du capital, ce n'est donc pas seulement prendre de l'argent aux patrons, ou leur en donner moins. C'est leur prendre le pouvoir ! C'est-à-dire imposer des décisions visant des objectifs sociaux plutôt que la rentabilité financière exigée par les marchés financiers.

Faire reculer le coût du capital est donc un enjeu politique crucial : c'est combattre la dictature des marchés financiers. L'alternative réside dans la conquête de pouvoirs, par les travailleurs et les citoyens, dans la gestion des entreprises, des services publics, des collectivités publiques, des banques, pour faire prévaloir des choix favorables au développement des capacités humaines, et non à la rentabilité des capitaux privés.

Ce serait l'enjeu central de la politique économique, mais surtout des mobilisations populaires, si un jour les

conditions étaient créées d'un rassemblement majoritaire pour mener une politique transformatrice en France et en Europe.

Le levier essentiel est de mobiliser à cet effet le pouvoir des banques et des

« Les 1 000 milliards d'euros prêtés aux banques en novembre 2011 et février 2012 n'ont pas servi à revitaliser l'économie de la zone euro. »

banques centrales – créer, par leurs opérations de crédit, la monnaie qui circule dans l'économie. À la place des financements dominés par les marchés financiers, il faut un nouveau crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises, avec des taux d'intérêt d'autant plus réduits (jusqu'à 0 %, et même jusqu'à des taux négatifs pour les projets les plus efficaces) que seront programmés davantage de créations d'emplois et d'actions de formation.

C'est l'affaire de luttes et de rassemblements politiques autour d'objectifs concrets : créations chiffrées d'emplois, développement de services publics dans les territoires, investissements dans la recherche et la formation...

C'est la raison pour laquelle l'exigence d'une réorientation du crédit est si importante : avec leur pouvoir de création monétaire (soutenu par celui des banques centrales) les banques pourraient rendre possible la réalisation de projets aujourd'hui bloqués par la dépendance de notre économie envers les marchés financiers. Un pôle public financier, avec des banques nationalisées, serait l'un des instruments qui contribuerait à y parvenir mais l'expérience des nationalisations de 1982 a montré que cela ne suffisait pas ; il faut une conquête de pouvoirs à tous les niveaux où se prennent les décisions, « du local au mondial ».

ARRACHER DES POUVOIRS AU CAPITAL

Cela commence dans l'entreprise avec de nouveaux pouvoirs des salariés et de leurs représentants syndicaux pour faire prendre en compte des projets industriels efficaces, développant l'emploi, la formation, la recherche et créer ainsi davantage de valeur ajoutée en économisant sur les investissements matériels et les ressources naturelles. Pour avoir une portée réelle, ces pouvoirs doivent pouvoir s'étendre à la mobilisation des crédits bancaires nécessaires au financement de ces projets.

Cela continue dans l'environnement immédiat de l'entreprise : les localités, les bassins d'emplois, où les citoyens peuvent interpellier les directions d'entreprises sur les projets d'investissement, de licenciements ou de

délocalisations, les banques sur leur contribution au développement du tissu économique local, les pouvoirs publics sur leur soutien à l'emploi et au développement du territoire.

DES OUTILS D'INTERVENTION ÉCONOMIQUE

Dès le niveau local, et plus encore au niveau régional, des outils d'intervention économiques devraient être mobilisés à l'appui de ces mobilisations. Par exemple, il faut abolir les exonérations de cotisations sociales qui alourdissent le coût du capital ; au contraire, les entreprises et les collectivités publiques qui investissent pour développer l'emploi et les services publics devraient pouvoir bénéficier de bonifications d'intérêts, versées par des fonds régionaux pour l'emploi et la formation pour réduire le coût de leurs emprunts, sous le contrôle des salariés et des citoyens.

La même logique devrait prévaloir au niveau national avec un fonds national travaillant en liaison avec un pôle financier public associant en réseau les institutions financières existantes (Banque publique d'investissement, Banque postale, Caisse des dépôts, Banque de France...) avec des banques nationalisées et avec les banques mutualistes qui occupent une place considérable dans notre système financier.

Parallèlement, la fiscalité des entreprises serait utilisée pour pénaliser les délocalisations, les sorties de capitaux, les licenciements, la précarisation des emplois, les gaspillages d'investissements matériels et de ressources naturelles. C'est à cela que serviraient :

- la taxation des revenus financiers des entreprises ;
- un impôt sur les sociétés rendu progressif et modulé selon la politique d'emploi, de salaires et de formation des entreprises assujetties ;
- la modulation des cotisations sociales patronales selon le même principe. Le taux de cotisation sociale patronale de chaque entreprise serait modulé selon que la part de la masse

salariale dans sa valeur ajoutée serait supérieure ou inférieure à la moyenne de sa branche ;

- la création d'un impôt sur le capital ancré dans les territoires et favorisant la création de valeur ajoutée.

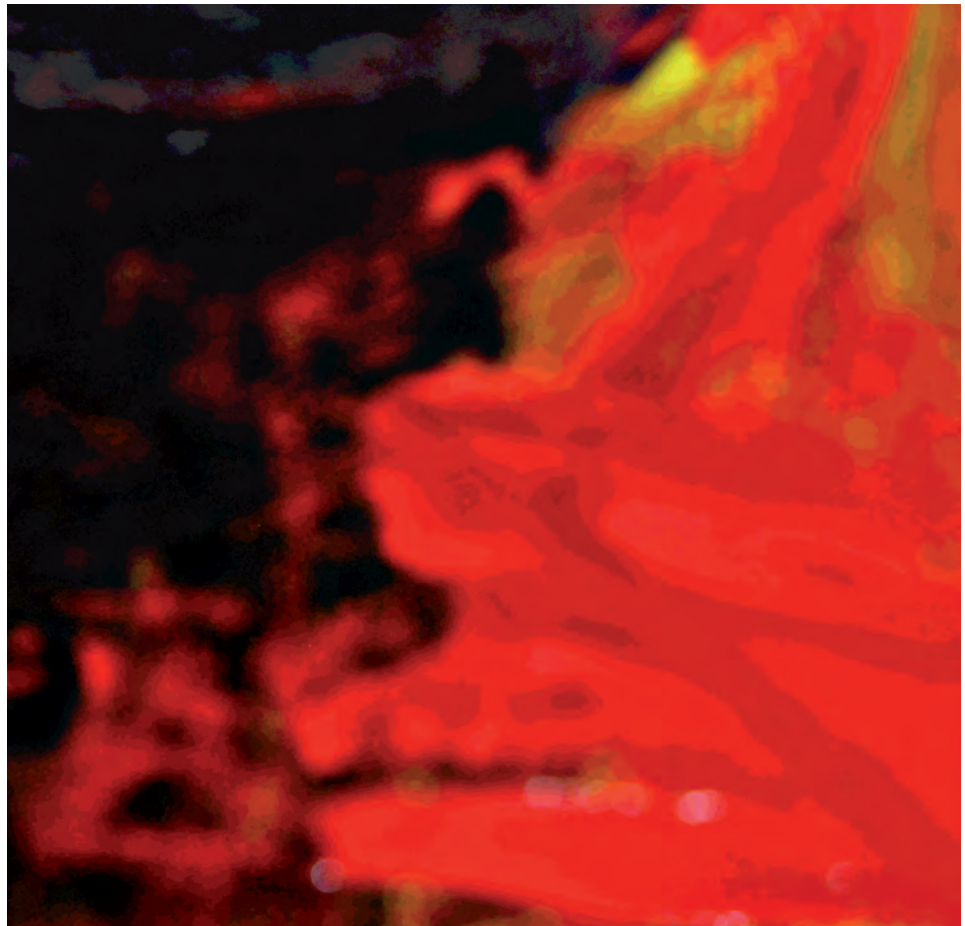
Mais la France n'est pas isolée dans le monde. Elle est prise dans la « mondialisation » financière qui est le terrain de domination des marchés financiers. La construction européenne actuelle est conçue pour l'y enchaîner avec la monnaie unique, la banque centrale prétendue indépendante et les contraintes budgétaires formalisées dans le Pacte de stabilité puis dans le « traité sur la stabilité et la gouvernance » européennes et l'encadrement de plus en plus invasif des politiques budgétaires nationales.

UNE AUTRE CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Il faut donc une autre construction européenne pour retourner le pouvoir de la Banque centrale européenne contre les marchés financiers. Ses dirigeants reconnaissent aujourd'hui que les 1 000 milliards d'euros prêtés aux banques en novembre 2011 et février 2012 n'ont pas servi à revitaliser l'économie de la zone euro et ils cherchent maintenant à « cibler » cet argent vers les investissements des PME. Mais les remèdes qu'ils préparent risquent d'être pires que le mal. Ils relancent la « titrisation » des crédits aux PME (c'est-à-dire leur vente sous forme de titres négociables sur un marché financier), comme on l'a fait aux États-Unis pour les crédits immobiliers aux ménages *subprime*, avec les résultats qu'on sait !

C'est donc une toute autre voie qu'il convient d'emprunter. La BCE devrait remonter sévèrement le taux d'intérêt auquel elle refinance les crédits bancaires qui nourrissent la spéculation financière et immobilière. À l'inverse, elle devrait refinancer à 0 % les crédits finançant des investissements répondant à des critères précis en matière économique (création de valeur ajoutée dans les territoires), sociaux (emploi, formation, salaires) et écologiques (économies d'énergie et de matières premières).

Le Fonds de développement économique, social et écologique européen proposé par le programme *L'humain d'abord* ! du Front de gauche serait destiné à cela, et au financement du développement des services publics. Ses ressources seraient apportées par des titres acquis, dès leur émission, par la BCE. Cette pratique est interdite par les traités européens actuels : il est donc urgent de rendre irrésistible l'exi-



gence de les remplacer par un nouveau traité. Dès aujourd'hui, on peut exiger qu'un Fonds européen de ce type soit financé par la Banque européenne d'investissements qui, elle-même, peut se refinancer auprès de la BCE (les deux institutions l'ont officiellement confirmé en mai 2009).

Dès aujourd'hui en effet : car seul le développement des luttes sociales et politiques, en France et en Europe, pourra avoir la force de rendre irrésistibles, face au pouvoir du capital et des marchés financiers, ces exigences. Ces luttes existent.

QUELQUES EXEMPLES

- La CGT de l'entreprise chimique Kem One a développé son propre projet de relance de l'activité après que son précédent propriétaire, un financier américain, l'a ruinée. Le projet CGT définissait les moyens d'une reprise de l'entreprise avec la participation de ses partenaires historiques (Total, Arkema, EDF) et celle de la puissance publique via la BPI et le fonds régional pour l'emploi de la région Rhône-Alpes. Il prévoyait le financement par les banques de 400 millions d'euros d'investissement et réclamait le soutien de la BCE et de la Banque de France à ces crédits sous forme d'un refinancement à 0 %. Faute d'un soutien jusqu'au bout du gouvernement Ayraut, ce projet n'a pas été retenu

mais son existence a pesé dans les conditions qui ont permis la reprise conjointe par deux opérateurs privés, sans licenciements, sans baisse des salaires et avec la totalité de l'activité de l'entreprise. Les points positifs et négatifs de cette expérience sont riches d'enseignements pour les luttes qui vont se poursuivre pour l'emploi et pour un autre crédit, en France et en Europe.

- Après avoir fait adopter par le Conseil de Paris un vœu contre le recours aux agences de notation, les élus communistes de la Ville de Paris mènent campagne, avec une pétition, pour un financement à taux zéro des investissements les plus prioritaires de la ville ;
- Le Front de gauche de Saint-Gratien (Val-d'Oise) fait des propositions concrètes pour libérer la ville des emprunts toxiques et reconstituer sa capacité d'investissement dans le développement des services publics...

Ce n'est pas là la voie de la facilité et des solutions magiques : mais c'est la seule qui peut nous rendre plus forts que les marchés financiers pour nous libérer du coût du capital. ■

Denis Durand* est membre du Conseil national et de la section économique du PCF

SYNTHÈSE DES DÉBATS

ROLAND PERRIER

Un ton offensif se dégage des 28 interventions. Pour construire ensemble et mener des luttes. Et ceci afin de sortir de la culpabilisation sur le coût du travail dans lequel les tenants du capital veulent enfermer les travailleurs.

Le *there is no alternative* (il n'y a pas d'alternative) relayé sans cesse par le MEDEF et le gouvernement via les grands média ne prend pas parmi la population comme le déclarait un intervenant avec sondages d'opinion à l'appui. Les salariés, la population n'acceptent pas de vivre moins bien que la génération précédente. Depuis la récente campagne menée par le PCF sur le coût du capital, le débat a pris de l'ampleur. Il n'est plus exclusivement l'affaire de spécialistes.

La discussion dans l'atelier se situait en parfaite osmose avec le débat général de la conférence nationale de la veille refusant d'en rester au constat de l'austérité, mais voulant surtout passer à l'offensive avec des propositions alternatives concrètes. Les points forts de l'échange recourent d'évidence l'intervention générale liminaire. Ils mettent en relief les axes forts sur lesquels les participants souhaitent approfondissement collectif et action.

LE REFUS CATÉGORIQUE DE L'AUSTÉRITÉ

Les intervenants ont refusé la poursuite de la « baisse du coût du travail ». Ils considèrent cette politique comme suicidaire. Les mesures de pression sur les salaires, sur les prestations sociales, les exonérations de cotisation et les allègements de fiscalité des entreprises sont rejetés. Et plusieurs camarades insistent sur la nécessité d'augmenter les salaires dans le privé et dans le public.

LE RÔLE DES BANQUES

C'est un levier essentiel. L'introduction de Denis Durand posait la question d'une autre construction européenne, d'un nouveau rôle de la BCE et de l'action à tous les niveaux de décisions pour *arracher des pouvoirs au capital avec de nouveaux critères de financement*. Le débat a insisté sur la *sélectivité du crédit* et sur des mesures incitatives et modulées pour la fiscalité. Plusieurs intervenants argumentent sur la nécessité de nouveaux pouvoirs, de moyens donnés aux salariés et à la population pour de « nouveaux critères de gestion ».

L'attention est attirée sur un Pôle public financier avec des propositions très affinées et sur le fait que la nationali-

sation des banques sans les moyens de *contrôle et de choix* ne suffit pas !

Mais aussi sur un Fonds de développement économique social et écologique européen pour le financement et le développement des services publics. On notera ici la nécessité de changer de logiciel afin de sortir des critères financiers, qui, emportés par leur choix de rentabilité financière immédiate sacrifient les *salaires, la formation, la recherche, s'opposent à la sécurité d'emploi et de formation* des salariés. Il a été question de la dette publique

LA BATAILLE D'IDÉES, LES LUTTES

Dans ce débat, 14 camarades (1 sur 2) sont intervenus explicitement sur la nécessité de développer une campagne dans la durée sur le coût de capital. Pour cela il faut former les camarades, s'impliquer plus dans la direction nationale et dans les fédérations, impliquer la communication et travailler des slogans porteurs. Les salariés, les populations sont réceptifs si on s'explique simplement, sans simplisme sur le rôle de l'argent, du cré-

« Les salariés, les populations sont réceptifs si on s'explique simplement, sans simplisme sur le rôle de l'argent, du crédit, la notion de dette, les choix stratégiques dans le privé et dans le public »

et des *emprunts toxiques* pris par des collectivités. Des luttes sont menées avec y compris des prolongements juridiques. (Saint-Gratien...). Des participants notent qu'il faut prolonger notre discours par des actions en direction des banques.

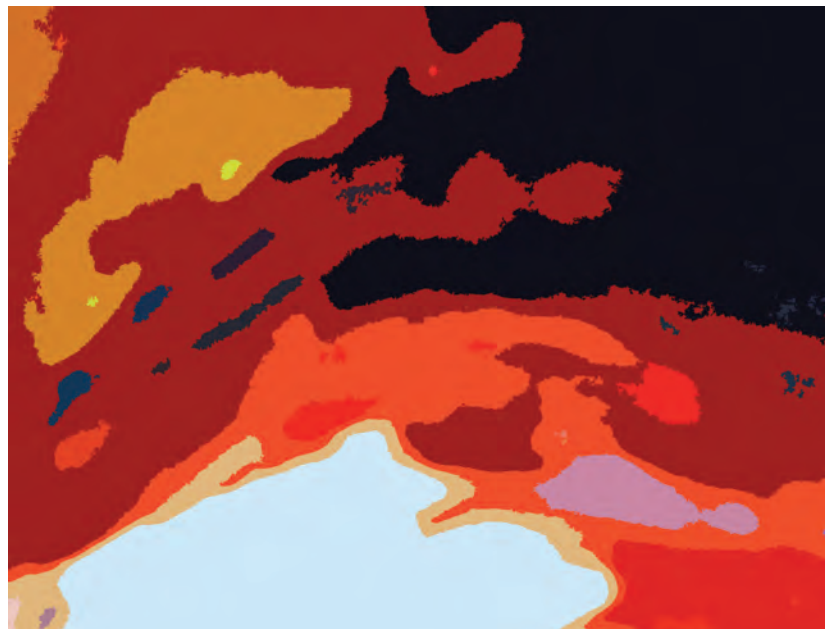
SUR LE PRODUCTIVISME

Nous assistons à une révolution écologique qu'il faut prendre en compte dans toutes ses dimensions. Mais en même temps à l'échelle du pays et de la planète il reste d'immenses besoins à couvrir. La planète souffre des activités productives orientées vers la rentabilité du capital. Il n'y a pas trop de gens qui travaillent et vivent bien. Ce qui est en crise c'est l'économie de marché et la non satisfaction des besoins des hommes.

dit, la notion de dette, les choix stratégiques dans le privé et dans le public...

Nous devons faire sauter certains blocages. La prochaine campagne des élections cantonales 2015 est l'occasion pour le PCF de s'impliquer collectivement et fortement et de mettre en débat nos propositions originales et porteuses de transformations durables pour plus de bien-être des hommes et des femmes de notre pays en Europe et dans le monde.

Et plusieurs interventions d'insister sur l'importance de l'ancrage des luttes sur ces sujets, moyen incontournable pour faire vivre et affiner nos propositions dans une campagne continuée sur le coût du capital. ■



ÉDUCATION, SAVOIR, CULTURE COMME CONDITIONS POUR L'ÉMANCIPATION HUMAINE

Cet atelier analysera la place nouvelle des savoirs et de la création dans notre société : dans le travail et dans la vie démocratique. Comment cette place nouvelle peut-elle être mise au service de l'émancipation individuelle et collective ? Comment passer d'une logique d'accès aux savoirs et à la culture à une logique d'appropriation et construire un haut niveau de culture pour tous ? Comment construire la culture commune nécessaire pour faire société tout en répondant à la crise démocratique, à la crise des valeurs que nous traversons ? Enfin, le partage travail / loisir, la mesure du temps de travail, la succession dans la vie de la formation, du travail et de la retraite sont bouleversés par la place croissante de la création et des savoirs dans le travail. Comment prendre appui sur ces bouleversements pour repenser les temps de la vie et viser l'émancipation individuelle et collective ?

INTRODUCTION :

MARINE ROUSSILLON*

Dans la crise économique et politique que nous vivons, le débat sur le projet est essentiel : seul un tel débat peut nous permettre de construire une alternative aux politiques libérales et de la rendre majoritaire. Il s'agit ici d'une part de mettre en cohérence le travail de différents secteurs du parti (école, culture, enseignement supérieur et recherche, sport) pour dégager ensemble des identifiants du projet communiste ; et d'autre part de cibler les batailles qui peuvent faire majorité dans la période à venir, tout en ayant à cœur que ces batailles soient des leviers pour une transformation de la société vers le projet communiste.

UNE PLACE NOUVELLE DES SAVOIRS

Notre société est structurée par des savoirs complexes. Dans l'économie, la production de valeur ajoutée est de plus en plus liée à la mobilisation d'informations et à la créativité (nous parlons de révolution informationnelle, d'autres évoquent l'économie de la connaissance ou de l'immatériel). Les savoirs jouent un rôle essentiel dans notre démocratie : prendre position sur la transition énergétique, sur la politique étrangère... requiert une culture de haut niveau. Le travail est lui aussi transformé par cette place nouvelle des savoirs et de la création. Le conducteur de métro ne conduit plus un métro : il en conduit plusieurs, à

partir d'outils sophistiqués qui exigent des capacités d'anticipation et de création bien plus élevées. Le travail, devenu plus complexe, est ainsi potentiellement plus intéressant. Mais il est aussi plus stressant, d'autant qu'il est rendu invisible : on parle de « métro sans chauffeur ». Cet exemple est caractéristique de la place nouvelle des savoirs et de la création dans notre société. Alors qu'elle pourrait être un facteur d'émancipation, elle est mise au service d'une aliénation accrue du travailleur et du citoyen.

« Le capitalisme a besoin d'un salariat mieux formé et plus créatif, mais il refuse d'en assumer le coût et de donner aux travailleurs les pouvoirs nouveaux correspondants. »

Nous touchons là à une contradiction structurante du capitalisme contemporain. D'un côté, il a besoin d'un salariat mieux formé et plus créatif, mais de l'autre, il refuse d'en assumer le coût et de donner aux travailleurs les pouvoirs nouveaux correspondants. La réponse libérale à cette contradiction

consiste à transformer profondément les systèmes de création et de diffusion des connaissances et les politiques culturelles pour reconfigurer le salariat et la société de demain, sur la base de trois grands principes : une discrimination accrue (école du tri social, opposition entre une culture marchande et une culture élitiste...) ; l'individualisation de l'accès à la culture, pour isoler les travailleurs, casser la possibilité de qualifications et donc de revendications collectives mais aussi isoler le citoyen, casser la culture commune ; la fragmentation des savoirs pour en limiter la maîtrise par les acteurs.

Ces politiques, mises en œuvre partout en Europe construisent une société clivée et mettent en cause la possibilité même de continuer à *vivre ensemble*. Il s'agit pour nous de développer un projet capable non seulement de leur résister mais aussi de relever le défi nouveau de la place des savoirs et de la création dans la société. Comment prendre appui sur cette contradiction nouvelle du capitalisme pour transformer la société ?

LA BATAILLE POUR L'ÉGALITÉ

Plus le rôle des savoirs et de la création est essentiel, plus le fait qu'ils soient réservés à quelques-uns est inacceptable. La bataille pour l'égalité est donc centrale dans notre projet. La place nouvelle des savoirs et de la création donne une actualité nouvelle aux logiques de *partage* et de mise en commun qui sont au cœur du projet communiste. La création, la culture, le savoir ne sont pas des marchandises ►

► aliénables. Ils s'enrichissent au contraire d'être partagés. Leur importance nouvelle fait ainsi émerger dans notre capitalisme exacerbé les prérequis d'une société communiste. Enfin, si nous voulons partager la culture, ce n'est pas pour en faire un patrimoine mort. Notre ambition est celle

des services publics nationaux, garants de l'égalité, et un maillage territorial. Loin d'une déresponsabilisation de l'État et du transfert de ces politiques vers les collectivités territoriales et les associations, nous devons penser l'aller-retour entre l'État et les collectivités territoriales, en lien avec notre

mais aussi à la crise démocratique : en assurant l'égalité des droits, les services publics permettent l'émergence d'une culture commune essentielle à la vie démocratique.

L'offensive réactionnaire récente sur la notion de genre a montré à quel point la question de la culture commune est aujourd'hui centrale. Ce débat éclaire le rôle de la *laïcité* dans l'élaboration d'une culture commune : une laïcité véritablement émancipatrice est une laïcité qui rend possible l'élaboration d'une approche rationnelle, savante et critique de toutes les valeurs. Dans ce cadre, la « charte de la laïcité » inventée par Vincent Peillon apparaît comme un contresens : loin de favoriser l'approche critique des valeurs, elle utilise l'école pour imposer la laïcité comme une valeur contre d'autres.

La construction d'une culture commune émancipatrice passe alors par une double exigence : exigence d'égalité (égalité des droits, égale dignité de toutes les cultures) et valeur émancipatrice et critique des contenus.

CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ, PASSER D'UNE LOGIQUE D'ACCÈS À UNE LOGIQUE D'APPROPRIATION

Tout le monde est capable de s'approprier une culture de haut niveau. C'est non seulement un principe éthique pour nous, mais aussi un acquis scientifique. L'égalité est possible et nécessaire : encore faut-il en construire les conditions.

« Notre ambition est celle d'une culture émancipatrice, permettant à chacun de prendre pouvoir sur le monde pour le transformer. »

d'une culture émancipatrice, permettant à chacun de prendre pouvoir sur le monde pour le transformer. Il s'agit donc de mettre la place nouvelle des savoirs et de la création au service de l'*émancipation* par une élévation continue du niveau de formation, de qualification et de créativité.

Dès aujourd'hui, nous pouvons faire vivre ce projet à travers une série de batailles susceptibles de rassembler largement.

DÉVELOPPER LES POLITIQUES PUBLIQUES D'ÉDUCATION, DE CRÉATION, DE RECHERCHE

Contre la marchandisation actuelle des connaissances et de la culture, il faut développer services publics pour libérer l'éducation, la création et la recherche des pressions du marché. Pour sortir de la crise et pour répondre aux défis de l'avenir, il faut augmenter la dépense publique en faveur de l'éducation, de la recherche et de la création. Les entreprises, qui profitent du niveau de formation des salariés et des innovations permises par la recherche publique, doivent contribuer à ces dépenses, sans pour autant avoir les moyens de contrôler les politiques de recherche, de formation et de création. Cette contribution doit donc passer par une fiscalité nouvelle. La question de l'emploi public est centrale pour mobiliser les travailleurs, dans la mesure où la faiblesse de l'emploi est un facteur important de dégradation des conditions de travail. Elle peut fédérer dans les luttes (marche pour l'emploi scientifique, postes dans l'éducation nationale...) et au parlement autour d'une bataille d'amendements sur le budget (prise en compte de l'évolution démographique dans le budget de l'éducation nationale, réorientation du crédit impôt recherche, budget de la culture).

Enfin, le cadre national des politiques publiques est aujourd'hui un enjeu de luttes. Il s'agit pour nous d'articuler

bataille actuelle sur la réforme des collectivités locales. Un exemple : la réforme des rythmes scolaires pose le problème de la territorialisation de l'éducation, mais aussi du rapport entre éducation, éducation populaire et culture et surtout fait émerger la question d'un service public national du loisir éducatif assurant l'égalité dans ce domaine à tous les enfants.

Une dernière bataille croise ces différents enjeux : la bataille pour la qualification et les diplômes. Il s'agit d'un enjeu central pour l'école comme pour le salariat. Une même formation doit être reconnue par une qualification commune, permettant l'émergence de revendications collectives et la conquête de droits nouveaux. C'est la condition pour que la formation soit véritablement un facteur d'émancipation. Toutes les années d'étude doi-

« La réforme des rythmes scolaires pose le problème de la territorialisation de l'éducation, mais aussi du rapport entre éducation, éducation populaire et culture et surtout fait émerger la question d'un service public national du loisir éducatif »

vent être reconnues dans les conventions collectives. Nous proposons un service public de la qualification, dans le cadre d'une sécurité d'emploi et de formation.

Ces batailles ne sont pas seulement défensives. Il s'agit aussi de penser des services publics nouveaux, leviers vers un changement de société.

CONSTRUIRE UNE CULTURE COMMUNE ÉMANCIPATRICE POUR FAIRE SOCIÉTÉ

Le développement des services publics est une réponse à la crise économique,

Les démocratisations culturelles ou scolaires se sont faites jusqu'à présent sur une logique de l'accès, accès qui reste d'ailleurs imparfait. La *gratuité*, condition essentielle de l'égalité, est loin d'être une réalité.

Mais cette démocratisation fondée sur l'accès est restée inégalitaire : il ne suffit pas d'ouvrir les portes du théâtre ou de l'école pour que tout le monde s'y plaise. Face à cette limite forte de la démocratisation (limite et non échec, car il y a quand même eu élévation du niveau de culture), les libéraux prônent le retour à la différenciation : c'est

« l'échec du collège unique », l'individualisation des parcours, l'adaptation des « produits culturels » aux goûts de chacun. Nous défendons au contraire l'idée qu'il faut aller plus loin dans la démocratisation, en modifiant en profondeur contenus et pratiques pour permettre à tous une véritable *appropriation*. Cela a des incidences sur la formation des enseignants, sur les programmes (c'est le débat en cours sur le socle), sur les pratiques artistiques et culturelles qu'on valorise et qu'on subventionne.

Soutenons par exemple toutes les manifestations d'appropriation populaire de l'art et de la création, l'éducation artistique à l'école et dans la ville, la présence de l'art et de la culture dans

batailles à mener sur le sens du travail de recherche et de création, notamment en exigeant le temps pour se former, inventer, partager.

Les luttes des enseignants, des intermittents, des chercheurs sont autant de points de départ pour valoriser partout la part intellectuelle du travail et repenser les temps du travail dans la vie, dans le rapport travail/loisir, travail/formation. Les évolutions de la société doivent nous amener à repenser les temps du travail pour reconnaître la formation, le temps de création, de recherche et de coopération. Dans cette perspective, il est impensable pour nous de sortir d'une logique de réduction du temps de travail (35h, travail du dimanche...).

SYNTHÈSE DES DÉBATS

FRANÇOISE CHARDIN

Difficile de rendre compte de la richesse d'une trentaine d'interventions faites devant une assemblée de 200 personnes par des participants d'expériences professionnelles et militantes très diverses.

Faute d'en restituer ici l'intégralité, on s'est attaché à les retisser en dialogues, qu'un fil linéaire risquait de faire perdre.

CRÉATION, CULTURE, SAVOIRS : VIOLENTES ATTAQUES, FORTE EXIGENCE D'ÉGALITÉ

Plusieurs interventions ont mis en lumière la brutalité de la politique d'austérité encore aggravée dans les municipalités passées à droite : dans le Lot, 50 % d'écoles primaires ou maternelles vont fermer ; à Saint-Ouen, le budget de la culture baisse de 82 % ; à Paris I, 92 heures de Travaux dirigés en droit sont supprimées...

Conséquence principale de ces attaques, le creusement des écarts qui mettent à mal l'exigence d'égalité. La réforme des collectivités territoriales, la dénationalisation des missions accentuent les disparités entre zones urbaines et zones rurales, entre communes qui peuvent assurer des activités artistiques périscolaires de qualité, tandis qu'à Bagnolet l'action culturelle c'est un « goûter pédagogique ». Le désengagement de l'État, la fusion des régions, soumettent bien souvent les formations universitaires ou professionnelles aux intérêts étroits du patronat local, en des « formations Mac Do » maison.

Face à cela, de nombreuses luttes affirment le refus de voir s'opposer une école et une culture des riches à une école et une culture des pauvres et portent, avec l'exigence de l'égalité devant les savoirs et la culture, celle d'une démocratie des choix opérés. Dans l'articulation des missions confiées à l'État ou aux régions, la question n'est pas seulement celle du partage, mais celle de la souveraineté démocratique.

CRÉATION, CULTURE, SAVOIRS, SOURCES D'ÉMANCIPATION

Plusieurs interventions ont tenté de donner à notre « culture émancipatrice » une définition faisant image et sens. Elle permet d'aller au-delà de ses horizons personnels, développant une pensée rationnelle et critique. ►

« Les luttes des enseignants, des intermittents, des chercheurs sont autant de points de départ pour valoriser partout la part intellectuelle du travail et repenser les temps du travail dans la vie, dans le rapport travail/loisir, travail/formation. »

l'univers du travail. Réclamons l'extension de la scolarité obligatoire, pour laisser le temps à chacun de s'approprier une culture de haut niveau. Défendons une approche culturelle de l'éducation, travaillant la cohérence des savoirs et leur approche critique avec comme modèle l'élève qui n'a que l'école pour apprendre, sans rien déléguer aux familles, aux collectivités locales ni au marché scolaire.

RECONNAÎTRE LA PART INTELLECTUELLE DU TRAVAIL, REPENSER LES TEMPS DE TRAVAIL ET DE LOISIR

Les potentialités émancipatrices de la place nouvelle de la culture s'expriment d'abord dans le travail. C'est là aussi que s'ouvrent les possibilités des convergences les plus larges. Comment s'emparer des transformations de la société pour libérer le travail et l'émanciper ? Comment s'emparer des logiques de coopération et de partage qui émergent pour les généraliser et s'affranchir des pressions hiérarchiques ? Comment s'emparer de l'exigence de formation et de créativité pour promouvoir un travail maîtrisé et libérateur ?

Les attaques subies par les métiers d'enseignants, de chercheurs, d'artistes participent d'une *déqualification du travail intellectuel* visant à nier et dévaloriser la part intellectuelle qu'il y a dans tout travail. Il y a donc des

Nous défendons quatre propositions phares pour une autre organisation des temps de la vie : scolarité obligatoire de 3 à 18 ans ; retraite à 60 ans ; éducation tout au long de la vie et sécurité d'emploi et de formation.

Historiquement, les avancées en ce qui concerne l'éducation et la culture ont été conquises par des alliances entre les franges les plus populaires du salariat et les couches moyennes intellectuelles. Ces alliances, qui peuvent se construire de manière privilégiée sur les questions culturelles, sont décisives pour d'autres combats. Au contraire, les politiques libérales cherchent à diviser la classe ouvrière en opposant les couches moyennes intellectuelles et les catégories populaires. Ainsi, l'assouplissement de la carte scolaire a mis en concurrence les familles, présentant les enfants des familles populaires comme un danger pour ceux des couches moyennes (ils feraient « baisser le niveau »). Face à ces politiques, notre responsabilité est de construire des convergences pour créer dans une unité de classe des rassemblements qui peuvent gagner. La question des savoirs et de la création est stratégique pour construire de tels rassemblements. ■

***Marine Roussillon** est membre du comité du projet, animatrice du secteur Éducation du Conseil national du PCF.

► Elle ne se contente pas d'intégrer à la société telle qu'elle est, mais permet de la transformer. Elle tire vers le haut la « flèche de notre pensée », au rebours de « l'horizon de caniveau » intellectuel et culturel qu'on veut parfois aujourd'hui imposer. Dans le domaine de l'art, elle fait apparaître ce qui n'existe pas encore.

Émerge alors un débat : arts et savoirs portent-ils en eux-mêmes une valeur émancipatrice ? Cette valeur n'est-elle pas ajoutée par leurs modes de transmission et de pratiques ? Si l'on veut dépasser le stade du simple accès à la culture et aux savoirs – sans oublier que cette conquête n'est pas encore partout atteinte – il faut être vigilant et exigeant quant à leur appropriation réelle.

Le temps accordé est capital : l'appropriation suppose la durée d'un processus complexe et l'espace de la réflexion. Un temps souvent confisqué par l'exigence du résultat immédiat assignée à la recherche, par les économies réalisées sur la durée des apprentissages. Un espace parasité parce que l'attention humaine devient elle-même un marché : elle

est détournée vers ce qui se vend bien, vite et au moindre coût, loin d'un effort exigeant. C'est un enjeu économique qui détourne l'œuvre en produit et la réflexion en panier d'achat. La ministre de la Culture s'affiche en chef d'entreprise qui se vante de ne pas lire...

UNE CULTURE PARTAGÉE, FONDEMENT POUR NOUS DE LA LAÏCITÉ

Comment articuler école et culture de chacun, école et culture pour tous ? Cela a été dit fortement : le partage d'identités et d'histoires culturelles diverses est un marqueur du sens que nous donnons à la laïcité aujourd'hui – sans oublier les combats toujours actuels contre l'emprise des églises, qui ne sont pas des partenaires éducatifs. La laïcité n'est pas pour nous une valeur parmi d'autres qui peut servir à rejeter ceux qui ne la partageraient pas en excluant et faisant peur : elle est le fondement éthique d'une culture commune.

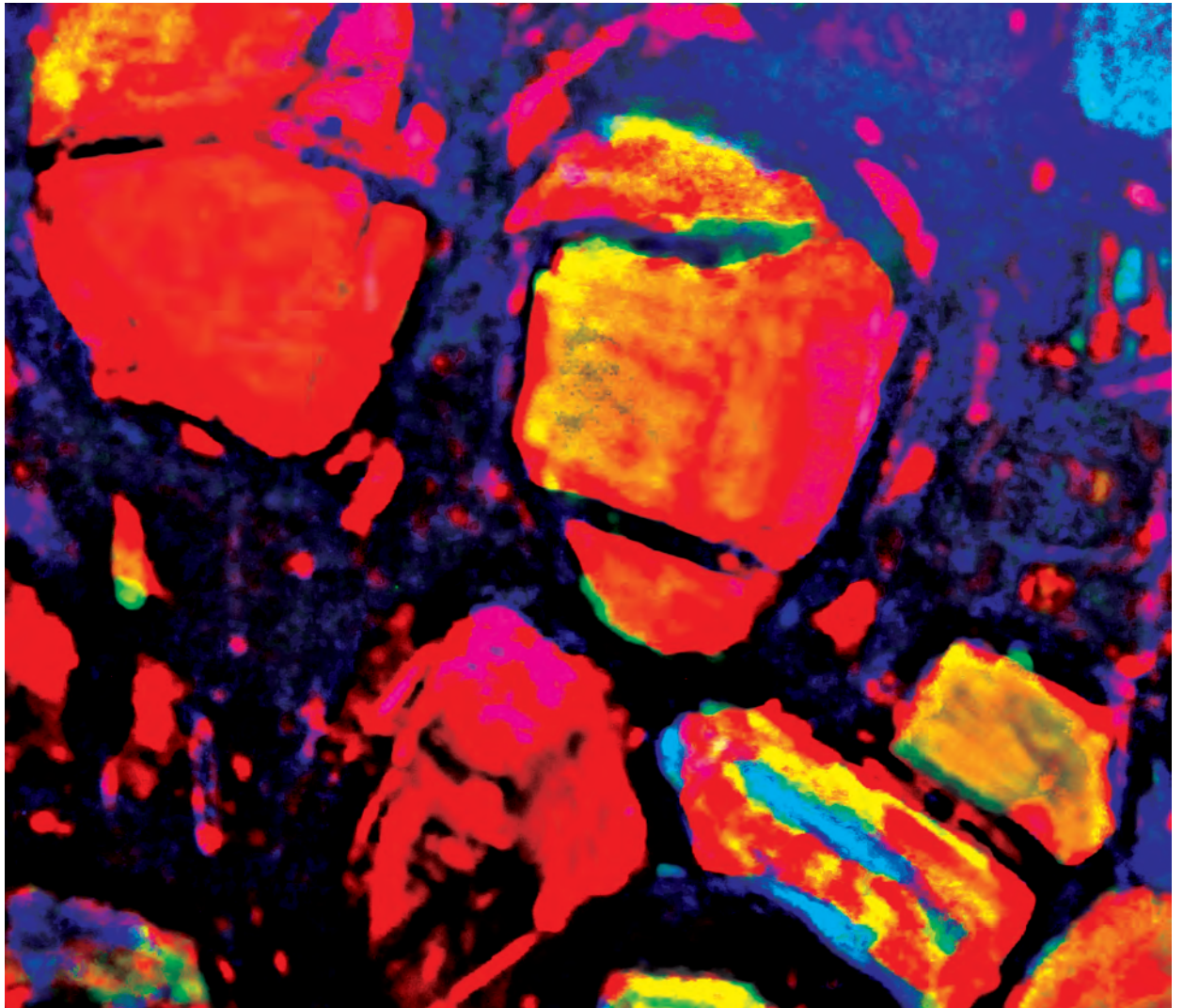
Qui dit culture commune doit penser lieux d'échange. Il a été rappelé que l'école n'a pas le monopole de la

culture et que la question des rythmes scolaires a au moins le mérite de poser celle des lieux de rencontre et d'échanges, du rapport entre enseignements artistiques et pratiques artistiques.

CULTURES, CRÉATION, SAVOIRS, ÉLÉMENTS MOTEURS ET FONDATEURS DU PROJET COMMUNISTE

De nombreux intervenants l'ont dit, la droite et l'extrême droite mènent un combat idéologique d'une ampleur sans précédent. Elles proposent une lecture du monde suscitant peurs et rejets, visant à reconstruire un ordre moral réactionnaire.

Quel récit émancipateur et porteur d'espoir pouvons-nous construire et leur opposer ? Culture, enseignement, recherche, création, ne sont pas de simples domaines de notre projet, mais en irriguent la lecture d'ensemble, comme on l'a vu dans ce débat à propos de la famille par exemple, et en sont un véritable moteur politique, ouvrant des luttes et des perspectives nouvelles. ■



TRANSFORMER LE TRAVAIL, L'ENTREPRISE, POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

Le travail est au cœur de notre projet de transformation sociale. D'une part parce que c'est au sein de l'activité de travail – les choix de production, les processus de production, l'organisation du travail (coopérative ou de mise en concurrence) – que se construit le monde de demain comme les possibilités de rassemblement pour le transformer. Dès lors, qu'entendons-nous par « appropriation sociale de la production », « nouveau statut de l'entreprise », « droits d'intervention des salariés », « nouveaux critères de gestion » ... ? D'autre part parce que c'est dans le travail, en s'affrontant à ce qui résiste, que les hommes et les femmes peuvent accroître leur « puissance de penser et d'agir », c'est à dire s'émanciper. Dès lors, quelles luttes concrètes mener qui soient emblématiques de mots d'ordre tels que « l'accès de tous à un travail de qualité », « une juste rémunération », « la maîtrise de son temps de travail » ou le choix (par l'accès à la formation) et la « sécurisation de son parcours professionnel ».

INTRODUCTION :

VÉRONIQUE SANDOVAL*

Tout d'abord qu'entendons-nous par « travail » ? Il s'agit du contenu et des caractéristiques de l'activité de travail, du poste de travail, du métier, la réponse à la question « quel est votre travail ? ». Il ne s'agit ni des conditions et du statut de l'emploi (qui sont derrière l'expression « j'ai trouvé un travail »), ni du résultat de l'activité de travail (« c'est du beau travail »), même si les trois acceptions du mot travail sont naturellement liées entre elles.

L'ACTIVITÉ DE TRAVAIL AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

D'abord parce que c'est au cœur de l'activité de travail, dans les choix des productions, dans celui des processus de production mis en œuvre, comme dans l'organisation du travail choisie, que se construit le monde de demain, comme les possibilités de rassemblement pour le transformer.

Le monde de demain que nous construisons dans l'activité de travail, ne sera pas le même selon que l'on donne la priorité à la production de trains, d'autobus, ou même d'ordinateurs, la priorité à la formation d'une culture commune, ou que l'on choisisse de donner la priorité à la production d'armements, d'engrais chimiques, d'OGM...

De même le processus de production (plus ou moins capitalistique, plus ou moins énergivore...) ne sera pas sans conséquence sur les possibilités de résilience en cas de crise financière nouvelle, pas sans effet sur l'environnement, le climat, les conflits pour l'accaparement des ressources rares...

Le travail prescrit pourrait être confié à un robot), mais conduit à s'affronter à l'imprévisible, à la panne, à la colère du client, à ce qui résiste, à faire appel à son expérience, à sa créativité, à son intelligence, pour y arriver, obtenir un produit ou un service de qualité. Dans cette activité de travail réelle, les

« Dans cette activité de travail réelle, les hommes et les femmes accroissent donc leur puissance de réflexion, développent leur aptitude à la création, leur compétence, en un mot, s'émancipent. »

Enfin l'organisation du travail, selon qu'elle fait appel à la formation, à la créativité de chacun et à la coopération de tous, ou qu'elle organise la compétition et la mise en concurrence des salariés, en bref selon les rapports sociaux de production qu'elle crée, rendra le rassemblement pour transformer la société plus ou moins difficile.

Ensuite parce que la transformation sociale que nous visons, c'est l'émancipation humaine. Et celle-ci ne passe pas seulement par la production de biens et de services utiles. L'activité de travail ne consiste pas, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, à suivre les consignes du bureau des méthodes ou du management (ce tra-

vaux hommes et les femmes accroissent donc leur puissance de réflexion, développent leur aptitude à la création, leur compétence, en un mot, s'émancipent. Les questions du travail, des choix de gestion comme de l'organisation du travail et des méthodes de management ne peuvent donc rester l'affaire des patrons et des DRH (Directions des ressources humaines).

LES DÉFIS À RELEVER QUI TOUCHENT DIRECTEMENT À LA QUESTION DU TRAVAIL

- Construire un développement humain durable pour répondre à la crise écologique. Cela suppose de ne pas opérer les choix de production en fonction de la rentabilité à court

terme des capitaux investis, mais à partir des besoins à satisfaire. Ces besoins ne peuvent être appréhendés que dans une relation de service entre le producteur et l'utilisateur, faisant appel à l'intelligence et l'expérience du travailleur. Cela renvoie donc à la nécessaire prise en compte des remontées d'information, des « retours » du travail, dans l'organisation du travail comme dans les choix de gestion.

« Des méthodes de *management* qui n'ont jamais autant insisté sur la nécessaire créativité, le dépassement de soi, l'autonomie du salarié, mais qui gardent la main sur une organisation du travail tributaire d'indicateurs de performance sous diktat financier. »

- Relever le défi de la révolution numérique, de l'introduction des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) dans les processus de production, qui transforme le travail, accroît la place prise par le travail « immatériel », les fonctions intellectuelles, mais permet également, par les gains de productivité obtenus par la suppression des temps d'information et de communication entre salariés et entre services, et la *lean production*, c'est-à-dire la chasse aux « temps morts », de supprimer beaucoup d'emplois et d'accroître le chômage.
- La mondialisation de la production qui, associée au développement des NTIC, peut permettre la multiplication des échanges et la prise en compte des problèmes qui se posent à l'échelle de la planète, comme des besoins divers des populations, mais donne aussi la priorité au facteur le plus mobile. Or le facteur le plus mobile, c'est le capital financier avare d'une rentabilité de court terme, qui accroît la segmentation du processus de production, amplifie la concurrence entre salariés de différents pays, augmente la distance entre le travailleur et son œuvre (faisant obstacle à la lisibilité des résultats de l'activité de travail), comme celle existant entre le salarié et le véritable décideur dans l'entreprise, qui est souvent un fonds de pension.
- Mettre en place un nouveau mode de croissance de la productivité, assis non plus sur un accroissement de l'exploitation de la force de travail par une accumulation du capital et des investissements matériels lourds, mais sur des investissements immatériels : le développement des capacités créatrices et de la formation des travailleurs, leur mise en réseau, le partage des informations.
- Répondre à la crise du travail et des méthodes de management qui n'ont jamais autant insisté sur la nécessaire créativité, le dépassement de soi, l'autonomie du salarié, mais qui gardent la main sur une organisation du travail tributaire d'indicateurs de performance sous diktat financier. Alors que le travail actuel nécessite de plus en plus d'initiative et d'investissement de toute la personnalité du salarié, une part de plus en plus importante du travail des

« Le travail est une activité sociale qui, en confrontant le travailleur à ce qui résiste, peut lui permettre d'accroître ses savoirs, savoir-faire, compétences, bref de s'émanciper, dans le cadre de relations sociales enrichissantes. »

cadres (plus de 10 % de leur temps de travail) est en effet consacrée à des tâches de *reporting* ou de contrôle de l'exécution du travail prescrit, entraînant des dysfonctionnements dans la chaîne ou le processus de production, une véritable souffrance au travail et un accroissement des dépenses de santé liées au « mal travail ».

- Répondre à l'urgence d'une nouvelle ère de la démocratie en faisant enfin entrer la citoyenneté dans l'entre-

prise et accroître le pouvoir d'agir des producteurs de richesses sur leur travail, notamment sur sa qualité et son organisation.

- Recréer du collectif et combattre les atteintes au vivre ensemble liées aux politiques d'accroissement des inégalités au sein du monde salarié, comme aux politiques de discrimination, et de division des travailleurs.

LES RÉPONSES À CES DÉFIS APPORTÉES PAR NOTRE PROJET COMMUNISTE DU XXI^e SIÈCLE

Loin d'être ficelé, ce projet mérite débat et confrontation. Et je ne vous en donnerai encore que les grandes lignes qui se dégagent des premiers travaux de notre secteur,

Premier grand axe, redonner toute sa dignité au travail, par la reconnaissance de son rôle fondamental dans la construction du monde de demain. Le travail n'est pas seulement une « condition de la liberté et de la dignité du travailleur » et le « moteur de la croissance » comme le déclare le groupe UMP à l'assemblée nationale, pour justifier la remise en cause des 35 heures, comme la baisse des allocations-chômage qui permettrait d'inciter ceux qu'ils qualifient « d'assistés » à se mettre au travail et accepter n'importe quel emploi. Le travail est l'activité de création de richesses qui peut contribuer à l'éradication de la pauvreté, à la satisfaction des besoins et à l'émancipation humaine, au niveau de la planète tout entière, et une activité sociale qui, en confrontant le travailleur à ce qui résiste, peut lui per-

mettre d'accroître ses savoirs, savoir-faire, compétences, bref de s'émanciper, dans le cadre de relations sociales enrichissantes. Redonner toute sa dignité à cette activité humaine, qui est un droit (et non une obligation), c'est permettre à tous d'accéder à ce que l'OIT (l'Organisation internationale du travail) nomme *un travail décent* (« Le but fondamental de l'OIT aujourd'hui est que chaque femme et chaque homme puissent accéder à un travail décent et produc-

tif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité (BIT, 1999) »).

Mettre le développement de l'être humain qu'est le travailleur, le développement de ses capacités physiques, psychiques et intellectuelles (ce que l'on entend par la *santé au travail*) au cœur du processus de production et d'une nouvelle efficacité sociale dans le cadre d'un développement humain durable.

Redonner du sens à l'activité de travail dans l'entreprise par une évaluation collective régulière de la qualité du travail effectué (celle du produit ou du service rendu, comme celle de l'organisation du travail mise en place et de la qualité de vie au travail).

Accroître le pouvoir d'agir des salariés sur leur travail afin de rendre d'autres devenirs en gestation possibles.

Donner à l'entreprise une nouvelle efficacité dans le cadre d'une appropriation sociale de la production pour un développement humain durable.

QUELQUES PROPOSITIONS DE LUTTES ET D'ACTION IMMÉDIATE EMBLÉMATIQUES DE NOTRE PROJET

- Réévaluer les salaires, réduire la durée légale du travail et instituer un droit à la déconnexion.
- Rétablir le CDI comme la norme du contrat de travail
- Mettre en place une sécurité d'emploi et de formation et faire de la formation professionnelle non pas une adaptation au poste de travail mais un instrument au service du projet professionnel du travailleur
- Mettre fin à *l'entretien individuel d'évaluation des performances* et créer des espaces de délibération collective sur la qualité du travail et son organisation
- Transformer les droits d'information et de consultation des salariés en de véritables pouvoirs d'intervention sur l'organisation du travail comme sur les choix de gestion
- Mettre en place un nouveau statut juridique de l'entreprise, mettre fin à la confusion entre dirigeants de l'entreprise et mandataires des actionnaires et reconnaître l'entreprise comme une communauté de producteurs de richesses
- Développer l'Économie sociale et solidaire, notamment les SCOP, et instituer non pas un simple droit d'information préalable mais un droit de préférence accordé aux salariés pour le rachat de leur entreprise

- Imposer de nouveaux critères de gestion reposant, non plus prioritairement sur la productivité horaire du travail, mais sur la créativité des collectifs de travail, la coopération au sein de l'entreprise, la fiabilité des produits et des services rendus, les partenariats de long terme...

LES BATAILLES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES À MENER

La bataille contre « le coût du travail ». C'est au nom du travail considéré

« Souligner le rôle déterminant du travail dans la construction d'un nouveau mode de développement humain durable, à l'ère de la révolution numérique. »

comme une simple ressource (un simple *input*), entrant dans le processus de production, et dont le coût devrait toujours être réduit au nom de la compétitivité, que sont menées les attaques contre la revalorisation des salaires, la baisse du temps de travail, l'augmentation des cotisations sociales patronales nécessaire à la revalorisation de la protection sociale, une véritable politique de formation professionnelle, un alignement des emplois et salaires féminins sur ceux de leurs collègues masculins...

Il est donc déterminant,

- non seulement de dénoncer la compétitivité prix comme seul critère d'efficacité et même de compétitivité,
- non seulement de mettre en avant l'importance du « coût du capital » (les dividendes et frais financiers prélevés sur la plus-value) dans le prix des marchandises sur le marché,
- mais également de souligner le rôle déterminant du travail dans la construction d'un nouveau mode de développement humain durable, à l'ère de la révolution numérique.
- et aussi de montrer que salaires, loisirs, culture, protection sociale des salariés ne sont pas des coûts mais sont des investissements dans la seule ressource qui peut se développer au cours même de son activité de production de richesses, à savoir le travail, la puissance de travail, si on en crée les conditions.

La bataille contre l'entreprise propriété des apporteurs de capitaux. Cette vision unilatérale de l'entreprise, diffusée largement par les médias, les grands partis politiques, l'appareil éducatif, explique pourquoi la démocratie n'a toujours pas franchi les portes

de l'entreprise traditionnelle ; ceci alors qu'il existe une économie sociale et solidaire au sein de laquelle le nombre des SCOP ne cesse de s'accroître, qui représente plus de 15 % du PIB, et pour qui « un homme égale une voix » dans les prises de décision. Elle vise également à faire apparaître la création de richesses comme l'affaire des apporteurs de capitaux (et non des travailleurs) à qui il faudrait apporter toute l'aide de l'État. C'est au nom de cette vision de l'entreprise et de la

négarion de la lutte de classes, que sont aujourd'hui proposés par le MEDEF, le transfert de la négociation au niveau de l'entreprise, la suppression des seuils sociaux permettant une organisation des salariés, comme la disparition programmée de la médecine du travail, seule autorisée à donner un avis sur l'organisation du travail.

POUR SUIVRE LE TRAVAIL SUR LE PROJET

En s'attaquant à quelques questions qui font débat comme

- sur quels critères asseoir le salaire ? quel est l'éventail de salaires compatible avec l'égalité des êtres humains et un combat commun des salariés ?
- qui est en capacité d'évaluer les compétences acquises ? Comment ?
- quelle durée du travail faut-il réduire ?
- comment trancher les débats sur la qualité du travail qui traversent l'entreprise ?
- faut-il assurer une garantie de continuité des revenus tout au long de la vie ?
- droits des salariés et représentation du personnel
- dépassement du salariat.

et en précisant ce que nous entendons par exemple par nos propositions de

- sécurité d'emploi formation et/ou sécurisation des parcours professionnels
- appropriation sociale de la production
- responsabilité sociale des entreprises... ■

***Véronique Sandoval** est membre du comité de pilotage du projet, animatrice du secteur Travail et Emploi.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

OLIVIER MAYER

LE TRAVAIL, LEVIER POUR LA TRANSFORMATION SOCIALE

De la passion, de la raison et de l'expertise, c'est ainsi qu'on pourrait qualifier le débat dans cet atelier du projet qui vise à « transformer le travail, l'entreprise, pour transformer la société ». Pendant deux heures et demie, plus de 35 intervenants ont brassé leurs idées sur le travail et l'entreprise, un débat d'experts du quotidien puisque l'essentiel de ceux qui sont intervenus militent à l'entreprise, comme syndicalistes ou/et comme militants du Parti communiste.

En vérité, le sujet est plutôt neuf dans la manière qu'ont les communistes d'aborder les choses. Mais cette idée que le travail doit être mis au cœur du projet de la transformation sociale semble faire mouche. « Le levier pour la transformation est là parce que l'activité humaine est la seule richesse qui croit quand elle se déploie », affirme Christian des Hauts-de-Seine. Et c'est, partant de cette idée, qu'il explique comment en « défendant les professions et donc les emplois et l'entreprise », ses collègues ont pu faire suspendre un plan de licenciements. D'une autre manière, Ulysse de Paris traite la même question : « Il ne s'agit pas de savoir ce qu'on va faire du travail quand on sera au pouvoir mais de savoir comment reconstruire le mouvement social à partir du travail ». Pour Michel Rizzi, de la section de la section du PCF de la RATP, avec le management capitaliste, « on assiste aujourd'hui à une attaque contre identités professionnelles et de métier et c'est une des causes essentielles de la souffrance au travail. Sachons investir ce terrain ». Jonathan, syndicaliste

de Solidaires, dénonce la profusion des *bullshit jobs*, des « boulots à la con » : « Le plus dur c'est de perdre le sens du travail. » « Les cadres veulent être reconnus dans leur capacité créative et d'initiative » assure Stéphanie qui travaille dans une entreprise du CAC 40 des Hauts-de-Seine. Aujourd'hui ils se sentent frustrés, humiliés. Il faut mesurer le potentiel productif et créatif qui existerait si on permettait aux gens de s'épanouir dans leur travail ». Nicolas Marchand du Conseil national du PCF, demande cependant qu'on « renforce la liaison entre notre activité sur le travail et sur l'emploi car l'emploi est le facteur majeur qui pèse sur tout le salariat ». Il estime qu'il faut « majorer les enjeux de financement et de pouvoir dans notre réflexion ». Parler travail, métier, profession, parler de la qualité du travail, ouvre donc des perspectives. Elles se déclinent sur quantité de sujets, effleurés plus que creusés dans le débat. Ceux de la santé, de la souffrance au travail. Nadine, médecin du travail dans le Lot-et-Garonne, dénonce les attaques actuelles contre son institution. « Le rôle du médecin du travail, c'est de soigner le travail car c'est le travail qui est malade et qui a besoin d'être soigné », avance-t-elle.

Évoquée aussi l'organisation du travail. « Les collectifs de travail sont mis à mal », constate Flore, hospitalière dans le Val de Marne. Elle met en cause le *turn-over*. « Les salariés ne s'investissent plus dans le collectif de travail », déplore-t-elle. Elle regrette que pour beaucoup, les syndicalistes estiment qu'ils n'ont pas à prendre en main les questions de l'organisation du travail dans l'entreprise et les services. « Nous devons être porteurs avec les salariés de l'organisation du travail parce que nous n'avons pas la même vision que les directions d'entreprise de ce qu'est la valeur du travail ».

Statut de l'entreprise, réduction du temps de travail, propriété des moyens de production sont encore des sujets qui viennent dans les interventions. Et c'est la discussion sur les droits des salariés qui tient la corde. « Le droit n'est efficace que dans la mesure où on l'emploie, affirme d'emblée Jacques qui travaille à Élancourt dans les Yvelines. Et on ne s'en sert pas ou on s'en sert mal ». Comme plusieurs intervenants, il relève l'hésitation, voire l'opposition parfois, du monde du travail devant les droits d'intervention des salariés. Gérard Alezard témoigne de cette question à propos des lois Auroux, au moment où il était secrétaire confédéral de la CGT. Il rappelle que les lois Auroux « doivent beaucoup à la CGT » et que « leur mise en œuvre s'est heurtée au patronat ». Mais elle s'est heurtée aussi « à des hésitations syndicales sur le terrain. La loi ne suffit pas, il faut qu'il y ait une prise en charge par l'organisation syndicale et les militants politiques, pour que les salariés se saisissent de leurs droits ».

La question de l'organisation du Parti communiste à l'entreprise est donc posée au cœur de ce débat. « Si certains chez nous, nous ont fait abandonner le terrain de l'entreprise, Gattaz, Hollande et Valls nous ont remis le sujet sur la table », lance Nicolas Marchand en évoquant la forte lutte idéologique à propos du coût du travail. Nadine Garcia, coordinatrice CGT d'AXA, ne partage pas l'idée que « le PCF ait lâché le travail à l'entreprise. On s'y prend différemment et je l'apprécie, en partant notamment des questions du travail. » « Aujourd'hui, on culpabilise les salariés et on leur fait perdre le sens du travail », semble confirmer Valérie, qui travaille à DCNS dans la Manche. « Il faut redonner de la fierté au salarié. Le travail est dévalorisé. Il faut montrer aux salariés que c'est eux la richesse de l'entreprise. » ■



CONSTRUIRE UN NOUVEAU MODÈLE PRODUCTIF, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

Caractérisé par sa crise systémique, le capitalisme ne peut faire face aux défis majeurs de cette période historique que par des voies catastrophiques pour les peuples. La réponse aux défis écologiques détermine l'avenir même de l'humanité. Gestion économe des ressources, respect de la biodiversité et des écosystèmes, lutte contre le réchauffement climatique (Conférence de Paris en 2015), enjeux de l'alimentation et de l'énergie etc. démontrent l'urgence de transformer en profondeur les modèles de consommation et de production. Écoconception, recherche, formation, liens nouveaux de l'industrie et des services (y compris les services publics) rendent plus pertinent que jamais l'impératif d'une panoplie d'outils de maîtrise sociale des entreprises et de l'économie (nationalisations, pôles publics, ESS). Mais, ce nouveau modèle de développement est traversé par l'affrontement capital-travail. À l'opposé du « capitalisme vert », définancieriser les gestions sur la base de nouveaux critères, donner une place centrale au développement des capacités humaines et au progrès social impliquent d'instaurer des pouvoirs nouveaux pour les salariés, les élus et les citoyens.

INTRODUCTION : **ALAIN OBADIA***

Nous vivons une période historique marquée par des défis majeurs : technologiques, sociaux, économiques, géopolitiques, écologiques, culturels etc. Le capitalisme ne peut y faire face que par des voies catastrophiques pour les peuples. Il se confirme aussi chaque jour que l'implication démocratique de tous les intéressés est une condition indispensable pour prendre de bonnes décisions c'est le cas notamment pour les projets d'infrastructures ou d'aménagement comme vient de le montrer le drame de Sivens.

DES DÉFIS MAJEURS

La question alarmante des émissions de gaz à effet de serre est d'une importance capitale. Le 5^e rapport du GIEC (Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique) publié il y a quelques jours montre à quel point le temps nous est compté si l'on veut maintenir le réchauffement sous le seuil des deux degrés ; c'est-à-dire éviter les scénarios les plus catastrophiques. C'est l'enjeu de la conférence internationale « Paris 2015 » qui se déroulera en novembre de l'année prochaine. Notre Parti doit jouer son rôle sur cette question vitale.

C'est dans cet esprit que nous proposons d'organiser une grande campagne internationale dans la perspective de la conférence de Paris. Tout en déployant des efforts importants en matière d'économies d'éner-

nement de la régionalisation pour donner plus de place aux grands groupes privés caractérisent un texte qui se situe très loin des ambitions écologiques et sociales qui auraient dû l'animer.

« En rupture avec la logique de l'obsolescence programmée, la conception des produits doit être orientée par les impératifs de qualité, de durabilité et de modularité »

gie et d'efficacité énergétique, nous ne voulons pas le faire par la régression sociale et le rationnement (logique du scénario Négawatt). En ce qui concerne la production électrique nous estimons indispensable de maintenir un fort secteur nucléaire dont la sûreté effective doit se situer au meilleur niveau mondial. Plus généralement l'énergie doit échapper aux appétits des marchés financiers. C'est dans cette perspective que nous proposons la création d'un pôle public de l'énergie. Au regard de cette analyse, le projet de loi sur la transition énergétique ne va pas dans le bon sens. D'où le vote « contre » de nos députés. La perspective de privatisation des barrages hydroélectriques ainsi que le détour-

L'énergie est en effet un bien commun déterminant pour la vie et le développement humain durable. Or, en France on recense plus de 11 millions de « précaires énergétiques » et dans le monde 2 milliards d'êtres humains n'ont pas accès à l'énergie. C'est pourquoi nous nous battons pour le droit effectif à l'énergie en France, en Europe et dans le monde.

TRANSFORMER LES MODÈLES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION

Le modèle consumériste est fondé sur la recherche d'un *turn-over* aussi rapide que possible des produits pour soutenir les ventes et les profits. Dans la logique consumériste/producti-

► viste le moteur n'est pas la satisfaction des besoins mais la maximisation des profits. C'est tellement vrai que depuis des années ce modèle est structuré par les pratiques de l'obsolescence programmée qui poussent à la surconsommation par nécessité de remplacer les produits et aux gâchis de matières et d'énergie. Notre approche alternative nécessite dans les pays riches comme dans les pays émergents comme dans les pays pauvres une véritable bataille d'idées et de conviction car le modèle consumériste lié à la logique de la circulation du capital est partout enraciné dans les conceptions dominantes et fait partout l'objet des offensives du marketing et de la publicité.

UN RENOUVELLEMENT STRUCTUREL DES MODÈLES PRODUCTIFS

Nous le concevons comme un processus avec :

- généralisation de l'écoconception. Cela signifie qu'en rupture avec la logique de l'obsolescence programmée, la conception des produits doit être orientée par les impératifs de qualité, de durabilité et de modularité (pour intégrer des améliorations technologiques sans être obligés d'acheter un nouveau produit) ;
- gestion économe des matières premières, des matériaux et des ressources naturelles et cela depuis leur extraction. La préoccupation de leur substituabilité pour éviter les ruptures écologiques doit se manifester avec force (comme dans le cas de la chimie végétale) ce qui suppose un immense effort de recherche.
- lutte contre les pollutions de toutes

la complémentarité des besoins et les coopérations mutuellement profitables. Car les déchets des uns peuvent et doivent devenir les matières premières des autres. De même la création d'écosystèmes industriels — rapprochant sur un même site ou sur des sites proches des entreprises intégrées à un tel cycle — permet de minimiser les contraintes de transports et de créer des synergies en matière énergétique ou dans les consommations de fluides.

Comme on le voit, contrairement à certaines visions étroites et passéistes industrie et écologie peuvent faire l'objet d'un même combat ! C'est, notamment, ce que nous aurons l'occasion d'exprimer et de débattre à l'occasion de la convention nationale sur l'industrie que notre parti réunit les 22 et 23 novembre prochains. Nous subissons depuis 30 ans un véritable effondrement industriel et la situation s'aggrave chaque année depuis le point bas de la crise en 2009. Or, un pays qui n'est plus capable de subvenir à une part suffisamment significative de ses besoins est un pays qui s'appauvrit et qui décline. Il nous faut absolument briser ce cercle vicieux en France comme en Europe. Cela implique notamment que soit remis en cause le dogme selon lequel la meilleure allocation des ressources productives résulte de la concurrence libre et non faussée.

INDUSTRIE ET SERVICES

En France comme en Europe, nous avons besoin de mettre en place une politique industrielle adaptée aux réalités contemporaines. Dans ces der-

totallement concernés par ces évolutions car ils sont parmi les principaux prescripteurs de la production industrielle. Loin d'opposer industrie et services comme l'a fait pendant des décennies la pensée conformiste au nom de la pseudo-société postindustrielle, il faut au contraire en voir les interdépendances multifformes.

PLANIFICATION, FORMATION

Pour notre pays, la mise en place de structures de prospective et de planification rénovée et démocratique est indispensable. Il faut revaloriser le long terme et briser ainsi la dictature du court-termisme de la maximisation du profit. Ainsi pourraient être définies quelques priorités dans les filières à développer et dans les systèmes productifs à mettre en place. Il faut pouvoir intervenir aussi sur les priorités des financements bancaires à l'économie (voir atelier n° 2).

Il est également indispensable de penser prospective en matière de formation pour permettre à chacun dès la formation initiale comme tout au long de la vie, d'avoir accès aux connaissances indispensables pour faire face à ces mutations et pour se repérer dans ce monde en plein mouvement. Dans ce contexte nous devons affirmer le caractère incontournable d'un système de sécurité emploi/ formation pour que le développement des technologies soit piloté collectivement pour le développement des capacités humaines et le progrès social.

RÔLE CAPITAL DE LA RECHERCHE

Nous avons plus que jamais besoin d'une recherche fondamentale de haut niveau n'obéissant pas à des objectifs d'applications immédiates. En même temps, l'insuffisance globale de la R&D des entreprises constitue un handicap majeur pour notre pays. C'est pourquoi les pôles de compétitivité doivent être transformés profondément : nous parlons de « pôles technologiques de coopération » intégrant, comme des objectifs prioritaires, la production et la valorisation des recherches sur notre territoire. Nous estimons nécessaire de supprimer l'Agence nationale de la recherche (ANR) qui centralise une grande part des financements et les redistribue selon des critères de compétitivité calés sur les desiderata des grands groupes. Nous nous prononçons pour la création d'un pôle public de la recherche définissant de grandes priorités pour l'effort de recherche et infléchissant la recherche des entre-

« Les déchets des uns peuvent et doivent devenir les matières premières des autres. Industrie et écologie peuvent faire l'objet d'un même combat ! »

sortes et recherche de la plus grande efficacité énergétique ; la gestion et le recyclage des matériaux, des composants et des déchets doit être conçue dès l'origine du produit. La création de filières de réparation et de maintenance constitue l'une des caractéristiques novatrices de cette nouvelle approche.

Dans une logique d'« économie circulaire », conçue de manière ouverte et réaliste, à l'opposé de toute conception dogmatique il faut développer les mises en réseaux pour organiser

nières, il y a le fait que l'industrie d'aujourd'hui est étroitement imbriquée aux services ; ceux qui ont été externalisés bien sûr (ingénierie, informatique, maintenance etc.) mais aussi ceux qui sont de plus en plus indispensables à l'usage de produits de haute technologie sans oublier le phénomène montant de l'économie de fonctionnalité c'est-à-dire par le développement de services dont les produits industriels sont le support. (téléphonie mobile, autolib...) Bien évidemment les services publics sont

prises vers des objectifs d'intérêt national. Ce pôle public devrait favoriser la participation de tous les acteurs à l'élaboration des décisions.

SERVICES PUBLICS ET PÔLES PUBLICS

Les services publics ont un rôle essentiel dans la construction du développement émancipateur dont nous parlons. Énergie, transports, santé, éducation, logement, distribution de l'eau, environnement, services publics locaux ainsi que les multiples activités des administrations de l'État, tout cela structure notre vie quotidienne. De surcroît, malgré les attaques dont elles sont l'objet depuis des années sous l'égide des orientations libérales de la construction européenne, l'existence de ces activités à un bon niveau de qualité contribue puissamment à l'efficacité de notre potentiel économique, commercial

(action avec droit de veto) dans des entreprises sensibles, créations de groupements d'intérêt économique (GIE) permettant aux entreprises de coopérer sur des projets ambitieux : constitution de coopératives par les salariés notamment parmi les PME ou les ETI (entreprise de taille intermédiaire), mobilisation de crédits bonifiés toujours conditionnés à la définition d'objectifs sociaux et environnementaux, etc.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Elle est pleinement intégrée à notre conception du processus transformateur. Trop souvent sous-estimée, elle constitue pourtant une part significative de la création des richesses. Des banques mutualistes aux coopératives en passant par les mutuelles d'assurances ou de santé, la coopération agricole, ou encore les associa-

citoyenne. Reconnaissance des monnaies locales citoyennes ou du *crowdfunding* (financement participatif par les particuliers) ou des *fab-labs*, elle contribue d'ores et déjà à des changements dont la portée d'avenir peut grandir.

UNE NOUVELLE AMBITION ALIMENTAIRE

Partout en France comme en Europe, le productivisme et la libre concurrence ont dévasté nos campagnes. La situation est désormais tellement grave qu'une réappropriation sociale, populaire de notre alimentation est devenue indispensable... Cela implique que l'agriculture et l'alimentation soient émancipées des logiques de libre-échanges et notamment, du grand marché transatlantique aujourd'hui négocié dans notre dos. Nous proposons une nouvelle ambition alimentaire pour les prochaines décennies à partir de trois engagements forts. La France, l'Europe doivent garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire de leurs peuples. Face au défi alimentaire, la production européenne doit être soutenue par de nouvelles politiques publiques répondant aux besoins humains. Elle doit garantir une alimentation de qualité, accessible à tous. Pour cela, la juste rémunération du travail des paysans et des salariés agricoles est une condition incontournable. Cela implique de garantir des prix justes et rémunérateurs, de planifier la production, de soutenir équitablement les exploitations et les filières les plus fragiles. L'agriculture doit initier un nouveau mode de développement. C'est pourquoi les soutiens doivent être orientés en direction de l'agro-écologie ; c'est-à-dire de l'agriculture paysanne. De la même manière, pour des raisons de santé publique et de diversification de l'alimentation, nous défendons une pêche artisanale, relocalisée et rémunératrice. Dans la même logique, nous plaçons pour une véritable politique forestière impliquant de valoriser l'ONF en le renforçant dans ses missions de services publics. La filière bois, relocalisée, enracinée dans son savoir-faire, est un atout pour le pays et peut être créatrice d'emplois.

UNE NOUVELLE CROISSANCE

L'émergence de cette nouvelle conception du développement transforme profondément le débat sur les relations entre croissance et décroissance. Grâce à la meilleure qualité, à la plus longue durabilité des produits à la possibilité de les modifier ou de les améliorer ce modèle en devenir ►

« Pour les services publics comme pour l'ensemble des entreprises, chacun avec sa spécificité, la question des pouvoirs nouveaux des salariés, des élus des territoires et des citoyens est un élément déterminant pour définir selon d'autres conceptions les stratégies et l'efficacité sociale des investissements. »

et touristique. Pour les services publics comme pour l'ensemble des entreprises, chacun avec sa spécificité, la question des pouvoirs nouveaux des salariés, des élus des territoires et des citoyens est un élément déterminant pour définir selon d'autres conceptions les stratégies et l'efficacité sociale des investissements. Je vous renvoie aux travaux de l'atelier n°4 (« travail et entreprise ») sur ce point dont l'importance est absolument déterminante.

En lien avec les exigences d'efficacité sociale nouvelle et de réappropriation démocratique, des pôles publics doivent être constitués dans les filières stratégiques pour orienter les politiques d'investissements, de développement et de recherche. Ces pôles publics peuvent s'appuyer sur toute une palette d'outils de maîtrise collective. Nationalisations (tout particulièrement dans les services publics et certains grands secteurs stratégiques), prises de participations décisives, voire majoritaires, *golden share*

tions son chiffre d'affaires annuel représente 16,5 % du PIB soit 337 Mds €. Évidemment, ce vaste secteur ne se situe pas à l'écart des dégâts de la logique de financiarisation dominante. Dans certains cas, ses valeurs sont quelque peu dévoyées, notamment par la grande coopération agricole et bancaire ou par de grandes mutuelles. Néanmoins, l'ESS donne à voir d'une autre manière de concevoir l'entreprise et l'économie. À ce titre, elle est pour nous un terrain d'intervention politique et idéologique particulièrement important. Par les valeurs constitutives qui sont les siennes, par les critères éloignés des notions de concurrence et de compétitivité qu'elle porte, elle contribue à ouvrir le champ des perspectives et à convaincre qu'un autre avenir est possible. Particulièrement adaptée au niveau des territoires car c'est là qu'elle est le plus efficace, elle participe à la relocalisation des activités, à la constitution de circuits courts, à l'innovation et à l'expérimentation

► porte en lui des éléments de décroissance mais pas au détriment de la satisfaction des besoins. Plus économe et plus efficace, il permet de dégager des ressources pour des dépenses sociales accrues et créatrices de nouveaux emplois. Plus autocentré dans le cadre d'un processus de relocalisation, il permet aussi des créations d'emplois dans le secteur productif. Bref, il ouvre aussi la voie à une nouvelle croissance. À l'opposé du modèle de la mondialisation néolibérale fondée sur le dumping social, fiscal et environnemental, il est un des facteurs permettant d'engendrer une spirale vertueuse de développement. ■

Alain Obadia* est membre du comité de pilotage du projet, animateur du secteur Production, industrie et services du Conseil national du PCF.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

ISABELLE DE ALMEIDA

L'ÉCOLOGIE

La plupart des 33 interventions ont abordé la question de l'écologie, comme entrée dans les transformations à mettre en œuvre dans notre modèle de développement humain durable et pour relever les défis de notre époque : la question de l'énergie a été au cœur des échanges et des propositions.

L'urgence climatique avec le dernier rapport du GIEC indique qu'il y a urgence à combattre le réchauffement climatique et réduire les GES ; cela nécessite un engagement national et local des communistes, d'autant plus que les annonces sur les délais sont à l'échelle de nos vies, du moins pour les plus jeunes. C'est une préoccupation de la jeunesse qui en voit les conséquences.

Il nous faut identifier les secteurs et les modifications possibles et mener des batailles concrètes sur par exemple la rénovation thermique des bâtiments, les transports, la relocalisation de productions là où c'est possible comme le bois, l'agriculture ...

Il faut sortir du schéma productiviste dans lequel certains voudraient enfermer le PCF. Partir de notre texte du 36^e congrès qui fait de l'écologie une question transversale. La question de l'écologie est au cœur de la nécessaire transformation de la société. Il y a nécessité à faire monter le débat sur le rapport humain/nature, sur l'écosystème non pas en opposant production et écologie ou satisfaction des besoins

humains et écologie. La question ne peut être posée par rapport à la décroissance ou la croissance mais doit l'être par rapport aux productions à diminuer, par exemple le nucléaire militaire, et aux aménagements favoriser ou non.

LA DÉMOCRATIE CITOYENNE

Il y a besoin pour cela de favoriser la connaissance et le débat dans le Parti, et plus largement avec les forces, les acteurs et citoyens concernés, par exemple sur les nouveaux aménagements envisagés dans certaines régions ou localités. D'où un nécessaire enjeu de démocratie citoyenne pour aider aux prises de décisions.

L'énergie plus particulièrement, l'eau aussi sont des enjeux géopolitiques, leur accaparement conduit à des conflits : la question des pouvoirs est à faire évoluer en France mais aussi en Europe et dans le monde, le rôle de l'ONU et de l'OMC sont à reconsidérer.

LA MAÎTRISE SOCIALE ET PUBLIQUE DE L'ÉNERGIE

Elle doit être cœur des débats sur l'écologie, l'écologie ne peut être sous l'emprise des marchés financiers : l'exemple récent de la privatisation des barrages hydrauliques va certainement conduire à une recherche des profits et donc à un accès plus difficile car plus coûteux. Il ya déjà des exemples de l'inaptitude de la mise en concurrence : la téléphonie ...

« L'écologie ne peut être sous l'emprise des marchés financiers. »

La réforme territoriale qui s'annonce aura aussi des répercussions sur le contrôle, le transport, et l'accès à l'énergie : la commission Énergie du PCF est en train d'y travailler.

Aussi, l'existence et le développement des services publics est indispensable pour promouvoir un nouveau modèle productif, social et écologique ; une question est venue sur monopoles publics ou pôle publics : il faut mieux expliquer le processus.

Il y a eu échanges sur la question des énergies à réduire ou à développer : la question du nucléaire avec le problème de la sécurité, celle de l'utilisation du charbon disponible sur tous les continents mais avec le problème du captage et stockage de CO₂.

Il y a donc besoin de développer la recherche publique et notamment dans le domaine technologique. Car il faut faire le pari de l'intelligence humaine pour produire des avancées dans le domaine de l'énergie. Cependant, au vu des urgences climatiques, les progrès technologiques ne pourront y répondre.

Promouvoir un nouveau modèle productif, social et écologique demande des investissements, des financements et une politique du crédit tout autre. Les politiques d'austérité entravent cette ambition : par exemple dans les collectivités locales, les critères de développement durable pour les politiques locales (bâtiment, rénovations ...) coûtent de l'argent alors que les budgets sont réduits. Un intervenant a précisé que seule la transition énergétique ne règlera pas la question de l'emploi dans notre pays. Une camarade travaillant dans la santé propose que la question de la santé au travail soit aussi partie prenante de l'enjeu écologique, avec notamment l'exposition aux produits dangereux.

SUR L'INDUSTRIE, LA PRODUCTION...

La question des filières à valoriser a été soulevé à partir de la filière bois et de la production agricole.

L'économie circulaire comme enjeu pour changer les entreprises, la production de biens et de services et répondre aux questions écologiques ont été peu abordées, et celle de la nouvelle phase l'évolution du numérique travailler et à promouvoir.

La nécessité de changer nos modes de vie, de consommation de biens et de services a été abordée comme devant faire parti de notre débat. Pour autant, faut-il rationner ou bien plutôt produire et consommer autrement ?

Il a été question de construire des propositions locales pour envisager une nouvelle industrialisation : comment les collectivités locales peuvent agir sur la création d'entreprises et la relocalisation.

La notion de propriété, la participation et les droits et pouvoirs des salariés a été abordée avec l'économie sociale et solidaire, les coopératives et la possibilité d'agir déjà concrètement pour une reprise du bien commun. Cependant, la création de coopératives ne peut s'appliquer à tous les secteurs de l'industrie.

Il y a aussi une bataille à mener sur le contrôle des comptes des entreprises, cela aide à dénoncer le coût du capital. Il faut aussi aborder la question de la commercialisation des produits, et des services dans notre projet de nouveau modèle et donc les conditions de travail.

La résolution des inégalités femmes-hommes dans les salaires, dans la précarisation y compris dans l'ESS, dans l'accès à l'énergie, dans l'accès aux emplois de l'industrie (baisse de l'emploi féminin alors qu'il y a développement des technologies) doit faire partie de notre projet pour un nouveau modèle humain durable.

L'économie circulaire comme enjeu pour changer les entreprises, la production de biens et de services et répondre aux questions écologiques a été peu abordée.

La nouvelle phase de l'évolution du numérique et de la robotique doit aussi être abordée car elle va bouleverser la société, le travail et l'emploi.

En conclusion : nous avons à bien développer la cohérence de notre démarche, il s'agit de construire un nouveau mode de développement humain durable alliant les exigences sociales, écologiques et démocratiques. ■

Atelier n°6

VERS UNE VI^e RÉPUBLIQUE : POUR UNE NOUVELLE ÈRE CITOYENNE DE LA DÉMOCRATIE DANS LES INSTITUTIONS, LES TERRITOIRES, LES ENTREPRISES

La crise des Institutions, de la politique, de la démocratie s'exacerbe. Où en est-on ? Où va-t-on ? Quelle place pour la VI^e République dans notre combat ? Comment mettre la participation citoyenne au cœur de ce combat ? Quel lien entre urgence sociale et urgence démocratique ? Comment gagner la bataille face à la réforme territoriale ? Quel nouvel élan démocratique ?

INTRODUCTION : **PIERRE DHARRÉVILLE***

Vers la VI^e République : pour une nouvelle ère démocratique dans les institutions, les territoires et les entreprises. Vaste enjeu à traiter pour nous aujourd'hui, et je vous présente les quelques réflexions de la commission nationale en remerciant celles et ceux qui y ont contribué.

LA DÉMOCRATIE COMME MODE DE VIE

Lors de notre congrès, nous écrivions sous le titre « La démocratie comme mode de vie » : « La démocratie doit être au cœur du vivre ensemble, par la reconnaissance d'une souveraineté populaire pleine et entière comme étant seule légitime. Aucun pouvoir, fût-il éclairé ou savant, ne saurait s'affranchir du peuple et gouverner sans lui. Nous proposons de démocratiser tous les espaces de la société, en recherchant partout à pousser les feux de l'intervention citoyenne et de la co-élaboration. » Sous le titre « La révolution citoyenne pour gagner le changement », nous écrivions encore : « La démocratie est notre but ; elle est aussi notre chemin. En convainquant les hommes et les femmes que leur

voix et leurs actes comptent, nous voulons donner à chacune et chacun un vrai pouvoir sur sa vie, leur donner confiance en nos ressources communes pour faire face aux grands enjeux. Nous voulons redonner sens à la souveraineté populaire bafouée à grande échelle comme ce fut le cas à la suite du référendum de 2005 sur

« Le poison du présidentielisme dont on a poussé les feux montre son caractère de plus en plus néfaste et dangereux sous François Hollande après Nicolas Sarkozy. »

le traité constitutionnel européen. Nous voulons permettre aux femmes et aux hommes d'investir à tout moment tous les lieux possibles et imaginables, dans un vaste mouvement d'appropriation citoyenne

capable de formuler et de rendre incontournables les aspirations populaires. » Et d'ajouter : « nous voulons démocratiser tous les espaces de la société. »

Vaste enjeu, disais-je, car nous prenons chaque jour la mesure de la profonde dégradation du lien politique dans notre pays, de la crise démocratique majeure que nous traversons. Les citoyennes et les citoyens ont le sentiment, et même plus la certitude, née de l'expérience, que leur voix ne compte pas que leur avis n'est sollicité que pour la forme, que même lorsqu'ils sont interrogés, les décisions échappent à leur intervention. Ils ont la conviction de vivre dans une démocratie en trompe l'œil, une démocratie d'apparence. Pensent-ils possible qu'il en soit autrement ? Pas tous. Et cela constitue l'une des dimensions du renoncement. Mais il existe une aspiration à exercer un pouvoir, à être entendu, à choisir vraiment, à décider. Cette aspiration que j'exprime avec des mots positifs, elle se traduit bien souvent par de la colère, de la défiance, du rejet en bloc, du cynisme... Elle s'exprime aussi par des manifestations, qui se heurtent de plus en plus à un refus de discussion, à une sourde oreille, et même à ►

► la répression, comme en a témoigné de façon dramatique la mort de Rémi Fraisse, ce jeune militant mobilisé contre le désormais fameux barrage de Sivens.

Dans ce contexte, l'idée même de République est mise à mal, tant les valeurs qui la sous-tendent sont bafouées dans le réel par les décisions, l'esprit et les résultats issus

des préoccupations quotidiennes. Non pas sur la base de revendications institutionnelles, mais sur la base de ce refus d'un pouvoir de plus en plus étranger et extérieur à celles et ceux qui le délèguent et sur lesquels il s'exerce. Dans n'importe quelle discussion quotidienne s'exprime la colère contre ces politiques jugés comme étant coupés du monde

« Il n'est pas de démocratie véritable sans débat, sans consciences libres, sans sujets instruits, sans connaissance du réel, des contradictions, des enjeux, sans apport de la science, de la recherche, du travail intellectuel. »

des politiques mises en œuvre. Les institutions de la Cinquième sont, quant à elles, au cœur de la crise. Le poison du présidentielisme dont on a poussé les feux montre son caractère de plus en plus néfaste et dangereux sous François Hollande après Nicolas Sarkozy. L'épisode de la rentrée, avec ce remaniement visant à imposer une ligne politique minoritaire dans le pays et pas si majoritaire au Parlement en a été l'un des témoignages. Je ne veux pas passer trop de temps à décrire la réalité, ni même à trop l'analyser pour me concentrer sur l'offensive qui doit être la nôtre. Voici quelques jours, le Conseil national de notre parti a consacré une journée de travail à la question démocratique, en lien avec les prochaines échéances à venir. Dans la foulée, je voudrais insister sur quelques idées qui me semblent essentielles à notre débat.

UNE QUESTION ESSENTIELLE

La question démocratique n'est pas une question seconde. Il faut relever dans un même élan le défi social et le défi démocratique. Parce que nous vivons la démocratie comme but et comme moyen, et qu'elle a été peu à peu évacuée du champ économique et social. Mais aussi parce que les atteintes portées à la souveraineté populaire sont conçues pour empêcher les aspirations sociales de faire irruption au cœur du débat politique, pour empêcher le développement de rapports de force, pour empêcher le peuple de faire valoir l'intérêt général contre celui des quelques-uns qui exercent un pouvoir massif dans nos sociétés.

La question démocratique fait partie

comme profitant d'un système, comme ne défendant pas les intérêts de celles et ceux qui les élisent, comme s'accaparant un pouvoir qui ne leur appartient pas.

La question démocratique ne conduit pas à mythifier le peuple, à lui donner toujours raison, à accepter définitivement son verdict. La majorité peut parfois se tromper, mais elle est la majorité, et cela peut appeler résistance. Le peuple se construit dans l'exercice de la démocratie. Et il n'est pas de démocratie véritable sans débat, sans consciences libres, sans sujets instruits, sans connaissance du réel, des contradictions, des enjeux, sans apport de la science, de la recherche, du travail intellectuel. La qualité du débat qui amène aux décisions est une exigence de haut niveau, lorsque l'on regarde l'état des choses et surtout l'inégalité des moyens mis à disposition des forces engagées dans la bataille informationnelle, idéologique et culturelle. Mais sans réel pouvoir de décision, tout débat est vain.

La question démocratique, c'est la question du pouvoir, c'est la question des intérêts que l'on veut satisfaire, c'est la question de classe. Ainsi, nous ne voulons pas la réduire à une question institutionnelle, même si cela n'est pas un enjeu négligeable, car les meilleures institutions, sans une vie politique revivifiée et une participation populaire réelle, resteront lettre morte. L'ensemble du pacte démocratique qui lie les membres de notre pays entre eux et leur permet de vivre ensemble est ainsi en jeu. Nous devons donc en faire une bataille essentielle pour notre parti.

LES QUESTIONS AUXQUELLES NOUS DEVONS RÉPONDRE

Pour une VI^e République. Face à des institutions nationales de plus en plus manifestement antidémocratiques, et dont les déséquilibres ont été largement aggravés depuis 1958 sans réel débat populaire, l'exigence d'une nouvelle Constitution est en train de revenir très fortement au premier plan, et ce bien au-delà de nous-mêmes et du Front de gauche. Tout le système de démocratie délégataire et représentative que nous connaissons est profondément en crise. Nous prôtons donc une VI^e République. Parce qu'il convient de refonder le pacte Républicain, de refaire de la République un bien commun et un projet partagé, de reprendre le fil de l'élan révolutionnaire qui a bousculé les dominations séculaires et qui a été brisé par l'affirmation de pouvoirs non démocratiques. Sans tout attendre d'un grand soir institutionnel, nous sommes favorables à un processus constituant nécessaire à l'écriture d'une nouvelle Constitution, processus qui ne pourra relever d'une démarche purement délégataire.

« Les meilleures institutions, sans une vie politique revivifiée et une participation populaire réelle, resteront lettre morte. »

Les questions à débattre sont nombreuses. Comment qualifier la nouvelle République que nous voulons ? Quel type de régime souhaitons-nous ? Quelle représentation populaire ? Quelle participation citoyenne ? Quels pouvoirs de décision, quelle souveraineté populaire ? Quelle architecture institutionnelle ? Faut-il un président de la République, même s'il n'est pas élu au suffrage universel ? Faut-il transformer le Sénat en le couplant avec le Conseil économique, social et environnemental ? Quelle nouvelle pratique du pouvoir, nouveau statut de l'élu ? Le « référendum révocatoire » est-il vraiment une bonne idée ? La pratique du référendum ne doit-elle pas être à la fois revalorisée et banalisée ? Quelle démocratie sociale et économique ? Quelles

collectivités pour permettre aux citoyennes et citoyens d'exercer pleinement le pouvoir et de vivre ensemble dans quels territoires ? Quels espaces de coopération inventer ? Quelle place pour le tirage au sort afin de revivifier la démocratie ?

NOS PISTES DE TRAVAIL

On nous demande souvent la nature du régime que nous souhaitons, en vantant la stabilité du régime présidentiel, stabilité dont on pourra discuter et dont on pourra se demander le prix. Le régime que nous imaginons est un régime de souveraineté populaire. Un régime où le peuple dans son entier est l'acteur principal, où il n'abdique pas son pouvoir. C'est le cœur de notre projet. Aussi, tout ce que nous proposons doit être dirigé en ce sens. Rendre la parole au peuple, et plus que la parole, le pouvoir.

DES POUVOIRS RÉELS AUX CITOYENS

Il faut d'abord qu'il y ait des droits : une république citoyenne repose sur des droits effectifs, qu'il faut réaffirmer et décider au regard des nécessités de notre époque : en effet de nombreux droits personnels pourtant inscrits dans le préambule de la constitution depuis 1946 ne sont pas effectifs, mais d'autres sont à penser : eau, énergie, environnement... Les droits collectifs mis à mal sont à redéfinir et amplifier, dans l'entreprise, comme les droits de veto des comités d'entreprise, droits de reprise des salariés, mais aussi droits d'interventions sur des projets de construction, d'aménagement du territoire... Les pouvoirs des salariés sur la gestion des entreprises obligent à repenser le statut des entreprises. Les formes autres que capitaliste doivent être facilitées et encouragées, mais le sta-

« Refaire de la République un bien commun et un projet partagé . »

tut des entreprises tant des grandes entreprises capitalistes privées que des entreprises publiques actuelles ou à créer doit changer pour intégrer une autre conception du pouvoir : nous avons proposé que les conseils d'administration soient composés à la fois de représentants des détenteurs de capitaux, de représentants des salariés, de représentants des collectivités concernées et de représentants

des consommateurs (ou usagers). Il serait utile d'en débattre, comme de la participation des salariés à des « commissions de la production », concernant non seulement les conditions de travail mais la production elle-même et ses conditions...

Les pouvoirs des citoyens dans la cité ce sont toutes les formes de participation citoyenne qui permettent de prendre part aux choix et aux déci-

« Rendre la parole au peuple, et plus que la parole, le pouvoir. »

sions à tous les niveaux : les formes possibles sont nombreuses, il faut les proposer et expérimenter avec audace. Des pratiques existent, très minoritaires, il faut donc dire et montrer que nous voulons qu'elles se développent et qu'elles doivent devenir la nouvelle façon de faire de la politique c'est-à-dire coopérative, transversale, horizontale et non plus verticale. Pour cela il faut des obligations nouvelles : association des citoyens à l'élaboration des décisions des assemblées délibératives locales – au premier chef le budget – mais aussi à l'élaboration de la loi par les députés. Il faut développer les organismes de contrôle citoyen ayant pour rôle de suivre la mise en œuvre des engagements de l'assemblée élue et qui pourrait, à mi-mandat, demander un rapport circonstancié de l'exécutif. Ce conseil pourrait être saisi de contestations et le cas échéant imposer des référendums pour valider ou invalider telle ou telle mesure, telle ou telle orientation, tel ou tel projet. Nous sommes aussi pour un référendum d'initiative populaire que les assemblées locales au niveau d'un territoire et l'assemblée nationale sont obligées d'organiser à partir d'un nombre conséquent de pétitions (5 % des électeurs inscrits paraît convenable). J'en dis un mot, ne faut-il pas préférer cela au référendum révocatoire, dont le caractère plébiscitaire ne rompant pas avec la personnalisation et la présidentialisation peut s'avérer problématique.

Mais nous avons d'autres propositions comme l'initiative législative citoyenne (pétition pour la mise à l'ordre du jour d'une proposition de loi, sous réserve d'un nombre de pétitions réparties sur le territoire) et encore l'initiative législative pour les collectivités locales, sous condition

d'un nombre suffisant d'assemblées territoriales réparties aussi sur le territoire. Soyons offensifs sur la conception de la citoyenneté que nous revendiquons : ceux qui résident durablement sur le territoire quelle que soit leur nationalité.

DES INSTITUTIONS PROFONDÉMENT DÉMOCRATISÉES

Là aussi il faut de la clarté. Toutes nos institutions sont basées sur la matrice que constitue l'élection présidentielle qui personnalise à outrance, qui monarchise, qui absolutise et qui écrase les dynamiques démocratiques possibles. Nous devons affirmer clairement que nous voulons sortir des institutions de la V^e République et que nous voulons un régime « de nouvelle génération ». Concernant le président de la République, nous avons déjà dit notre opposition à son élection au suffrage universel. Ne faut-il pas aller plus loin ? Sa suppression ou son maintien avec suppression de tous les pouvoirs « de gouvernement » et de tout domaine réservé ?

L'Assemblée nationale doit ressembler au peuple qu'elle représente, donc ses membres doivent être élus à la proportionnelle – comme d'ailleurs toutes les assemblées territoriales – sur liste départementale à parité, au plus fort reste. Les députés ne doivent pas exercer d'autres mandats et ne peuvent être renouvelés qu'une seule fois. Cette conception est indispensable pour déprofessionnaliser la politique et permettre un statut de l'élu qui lui permette de reprendre automatiquement une vie professionnelle après avoir exercé un mandat.

Le domaine de la loi ne doit plus être limitatif, ce qui est le cas aujourd'hui, et les ordonnances doivent être supprimées, comme d'ailleurs la possibilité du gouvernement de passer en force. L'Assemblée doit retrouver le pouvoir sur les questions qui lui échappent aujourd'hui : budget, engagement des forces armées, décisions du conseil des ministres européen, une prise sur son propre calendrier.

Le choix du premier ministre doit relever de l'Assemblée nationale et le gouvernement être responsable devant elle.

La question du Sénat est posée et surtout de son utilité. Nous avons avancé la proposition, à la place du Sénat actuel, d'une deuxième chambre, élue au scrutin universel direct, composée pour moitié de représentants des collectivités territoriales, pour moitié de représentants des organisations ►

► syndicales et associatives représentatives. Le CESE (Conseil économique, social et environnemental) serait supprimé. Le vote de cette deuxième chambre pourrait être obligatoire dans certains cas définis par la constitution. Cette proposition mérite d'être débattue notamment avec les syndicats et autres concernés.

PAS DE DÉCENTRALISATION SANS DÉMOCRATISATION

Notre opposition à la réforme territoriale actuelle (comme à celle de Sarkozy) tient précisément au fait qu'il n'est en rien question de démocratisation, au contraire. La bataille engagée vise à provoquer un vrai débat public et à obtenir un référendum sur cette loi de portée constitutionnelle et la possibilité pour les populations des territoires de se prononcer sur d'éventuelles modifications les concernant. En même temps nous ne sommes pas des tenants du statu quo. Et ce pour la bonne raison que tout n'est pas parfait dans le fonctionnement des collectivités. L'expérience de 30 ans depuis les lois de 82-84 a montré du positif dans l'engagement des collectivités (investissements, services publics...), mais les inégalités territoriales sont très fortes, l'État jouant de moins en moins son rôle en la matière, des féodalités se sont créées, les pouvoirs réels ne se sont pas rapprochés des citoyens.

Notre conception de la décentralisation combine unité de la loi (qui unit au niveau national) et la proximité des institutions, là où s'expriment les citoyens dans leur diversité. Outre la participation active des citoyens (droit fondamental à constitutionnaliser), nous sommes favorables à la coopération des territoires, les synergies possibles entre territoires urbains, périurbains ou ruraux qu'il faut rechercher en fonction des besoins des populations et des grandes questions qui se posent : éducation, infrastructures, ressources locales, production nouvelle, préservation de la planète... Cela suppose d'inventer un nouveau type d'institutions : les coopératives de territoires qui doivent être des espaces de construction commune auxquels les citoyennes et citoyens doivent être associés et non pas des lieux de vassalisation des élus. Quant aux regroupements de territoires, ils ne peuvent relever que d'un débat public éclairé et du vote des citoyens.

Enfin brièvement, nous ne pouvons pas éluder la question du pouvoir au niveau européen et même mondial.

Les propositions de démocratisation que nous faisons vont dans le sens à la fois d'une maîtrise réelle des citoyens de chaque pays européen des parts de souveraineté qu'ils veulent partager et donc d'une construc-

« Enclencher un grand mouvement de conquête de la démocratie est un enjeu majeur pour notre combat, un enjeu majeur pour notre peuple et pour l'humanité. »

tion européenne progressive et différenciée et d'une démocratisation des instances européennes elles-mêmes... comme des instances internationales. Les réalités d'aujourd'hui c'est-à-dire à la fois les monstrueux dangers des guerres, des ravages humains, planétaires, mais en même temps les aspirations démocratiques qui s'expriment de façons multiples, doit nous pousser au débat avec les citoyens là-dessus aussi. Les grands sommets internationaux, par exemple sur le climat, leur préparation, leurs engagements ne peuvent se tenir dans une bulle étanche.

Voilà quelques pistes pour alimenter notre réflexion sur le thème de cet atelier : Vers une VI^e République : pour une nouvelle ère citoyenne de la démocratie dans les institutions, les territoires, les entreprises. Nous pouvons ensemble essayer de faire le tri, de mettre certaines choses plus en avant que d'autres. Ne faut-il pas par exemple insister, à côté de notre bataille pour la démocratie de proximité sur les moyens que nous proposons pour prendre le pouvoir sur la finance ?

Enclencher un grand mouvement de conquête de la démocratie est un enjeu majeur pour notre combat, un enjeu majeur pour notre peuple et pour l'humanité. C'est dans l'exercice plein et entier de la démocratie et de la souveraineté populaire que se forment les consciences libres face aux totalitarismes et aux dominations, que se construisent les mouvements d'émancipation collectifs. Cela appelle dans nos démarches politiques des pratiques nouvelles et dans

nos revendications et nos combats que la démocratie soit au cœur. Un camarade me proposait il y a quelques jours de donner le label « vers une VI^e République » à des réalisations, à des batailles, à des victoires, à des démarches. Il y a sans doute à inventer. Une chose est sûre. Nous devons être porteurs de ce message : « C'est à vous de décider ». ■

*Pierre Dharréville est membre du comité du projet, animateur du secteur République, démocratie et institutions du Conseil national du PCF.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

FRANÇOIS AUGUSTE,
NATHALIE VERMOREL

Cet atelier a suscité un vif intérêt et montre un début d'appropriation de cette question par le parti.

Cette synthèse est celle des thèmes abordés, avec, à la fin, un résumé d'interventions sollicitées.

VIE RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE

Comment faire de notre combat pour une VI^e République un combat qui ne soit pas d'abord institutionnel ou seulement technique, mais un combat politique, un combat pour la démocratie, la souveraineté populaire, une bataille sociale. La mesure phare de la VI^e République pour le PCF, c'est la participation citoyenne à tous les étages et dans toutes les instances, actuelles ou/et à inventer.

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Pour démocratiser les institutions (régime parlementaire, proportionnelle, parité, non-cumul des mandats...) il faut supprimer le Sénat et le Conseil économique et social et les remplacer par une Assemblée citoyenne composée de collèges : un collège d'élus territoriaux, un collège de représentants des syndicats, associations, entreprises, et le débat est ouvert pour un collège de citoyens tirés au sort, renouvelable tous les deux ans.

La question du maintien du président de la République élu, avec des pouvoirs limités ou de sa suppression, n'est quasiment pas venue dans la discussion.

LA RÉVOCATION DES ÉLUS

Il faut mener le débat, être à l'initiative, à l'offensive, « faire mieux que Mélenchon ». Pour lui, la mesure

phare doit être la révocation possible des élus, mesure qui n'est pas dans le programme du FG. La révocation est « une mauvaise réponse à une bonne question », car elle renvoie, encore une fois à la délégation de pouvoir.

Ne pas sous-estimer le problème, la profondeur de la crise de la démocratie représentative, attaquée de toutes parts, notamment par le pouvoir en place, avec la destruction de la démocratie locale. La bonne réponse, c'est d'abord de revaloriser les élus et c'est l'irruption en grand de la participation citoyenne, par exemple en créant, au début des mandats, une « assemblée citoyenne » chargée de faire un rapport obligatoire à mi-mandat pouvant déboucher sur des procédures référendaires sur des sujets non ou mal traités par les équipes en place.

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS

Elle n'est pas en dehors du combat pour une VI^e République. « Le pouvoir veut débarrasser la France de sa représentation démocratique ». Travailler la question de la souveraineté populaire, de l'égalité des territoires, de l'échelon départemental.

LE RÉFÉRENDUM

Il a été préconisé une revalorisation et un « renforcement de la pratique référendaire ». Celle-ci doit être pré-

cedée d'un intense débat public. Rappelons que nous proposons d'instaurer des référendums d'initiative citoyenne, par voie de pétition (5 ou 10 % de la population).

LE TIRAGE AU SORT

Il a été évoqué plusieurs fois. Il fait partie du débat et des pratiques nouvelles à développer, à expérimenter, pas comme seule forme, mais dans une diversification de « toutes les formes possibles et imaginables » de la participation citoyenne.

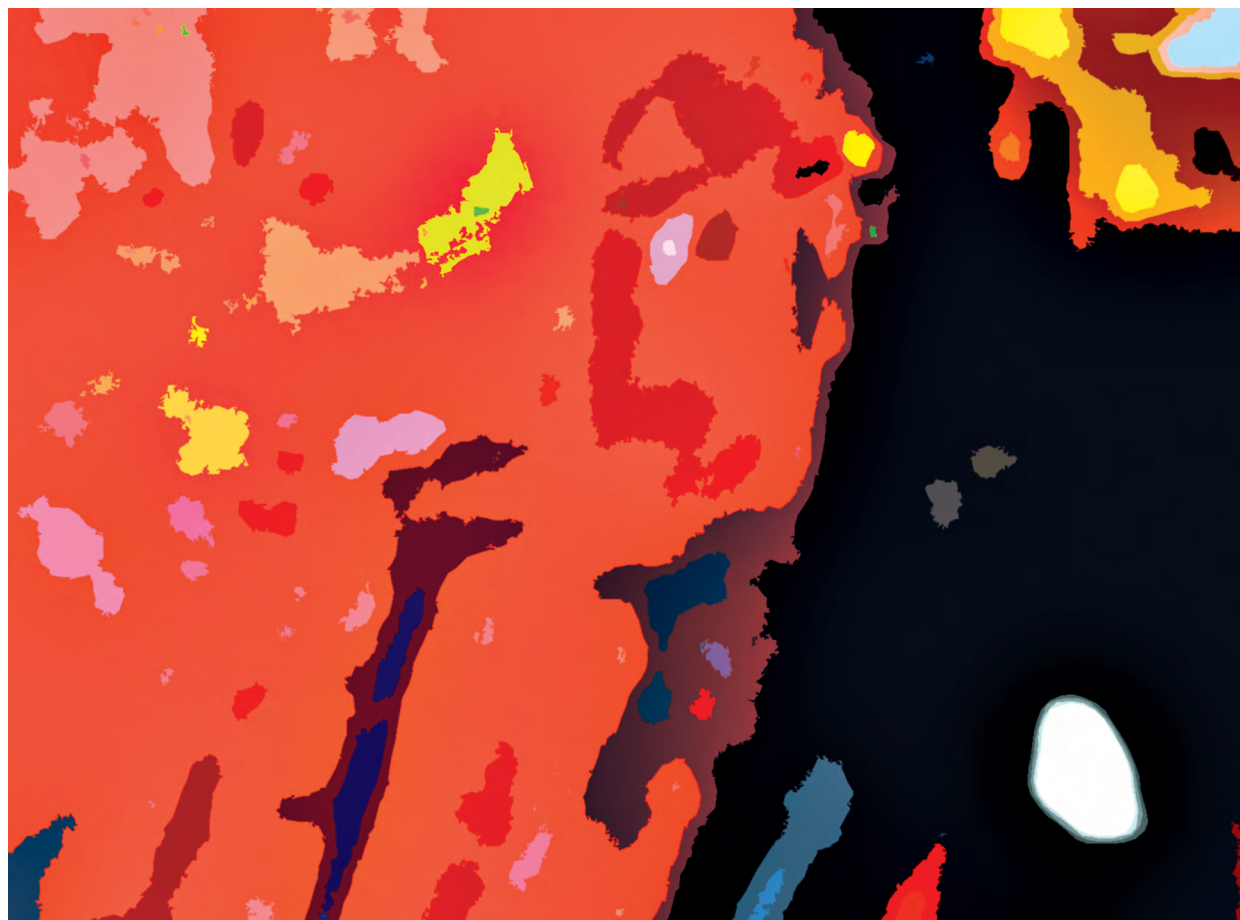
INTERVENTIONS SOLLICITÉES

DOMINIQUE ADENOT : On est face à un processus de sape de toute souveraineté populaire, une campagne terrible pour disqualifier les assemblées élues. Moi, ce qui me pose problème, ce n'est pas Mélenchon et la révocation, c'est un débat, c'est plutôt Marylise Lebranchu qui dit : « le problème, ce n'est pas le peuple, c'est les élus ». C'est grave. On veut débarrasser la France de son « corset » démocratique.

On est en face d'une conception urbaine ultra-autoritaire. Il y a un fort sentiment d'impuissance, on peut redonner confiance, avec des actes concrets. Il faut demander un référendum national sur cette réforme.

SYLVIE GUINAND : Le devenir des services publics est menacé car la réforme des collectivités est ancrée dans la politique d'austérité. Il nous faut travailler ensemble, syndicalistes, élus, parti, pour mieux articuler notre travail commun. Nous avons besoin de briser des frontières, qui ont commencé à se construire, entre forces syndicales et forces politiques, repartir sur une coopération de travail sans revenir sur l'indépendance des uns et des autres. On a besoin de renforcer les liens entre syndicalistes et élus dans les territoires, notamment dans les métropoles.

PATRICE COHEN SEAT : Le PCF a conduit une réflexion importante et pourtant on n'a pas réussi à en faire un débat politique, ni dans le PCF, ni en dehors. Le système politique est rejeté, vomi mais cela ne s'exprime pas dans les institutions. La cause en est politique. Il faut une rupture, Syriza et Podemos ont réussi à incarner cette rupture, pas nous. Certains de nos messages sont brouillés, par exemple on propose le mandat unique renouvelable une fois mais on ne le fait pas. Mélenchon mène campagne pour une VI^e République. J'aurais préféré que ce soit tout le Front de gauche car c'est sur ce terrain que nous pouvons en faire une question populaire. ■



CONSTRUIRE L'ÉGALITÉ ET LE VIVRE ENSEMBLE CONTRE TOUTES LES DOMINATIONS

Construire de l'égalité, c'est lutter contre les rapports de domination et les discriminations, qu'elles soient sociales, sexistes, racistes, homophobes, etc. La conquête de l'égalité entre les femmes et les hommes est l'un des piliers de tout projet émancipateur. Le patriarcat est un système de domination qui renforce et se nourrit de toutes les formes d'aliénation. Le combattre nécessite un engagement dans toutes les sphères de la société et nous interroge personnellement. Au racisme biologique s'est substitué un racisme culturel qui divise, hiérarchise, structure l'inégalité. Parole publique décomplexée et politiques ouvertement discriminatoires sont à l'origine, sur fond de crise, de la montée d'un racisme ordinaire et de l'intolérance contre les Roms et les arabo-musulmans. Comment passer d'un antiracisme moral à un antiracisme politique pour porter l'égalité réelle et recréer de l'unité de classe ?

INTRODUCTION : **FABIENNE HALOUI***

LE COMBAT FÉMINISTE

L'égalité tant proclamée par la loi n'est pas une réalité dans la vie sociale qu'elle soit politique ou économique, ni dans la vie privée, qu'elle soit familiale ou domestique et ceci pour la grande majorité des femmes. Il serait bien sûr, absurde, de nier toutes les avancées obtenues par les luttes mais rien n'est acquis définitivement *a fortiori* dans une période de crise profonde, durable. Toute transformation profonde de la société doit dépasser le clivage social/sociétal induisant la notion de priorités, et conditionnant ainsi les mentalités dans les choix des combats à livrer.

UN FÉMINISME DE CLASSE

Le féminisme que nous portons en tant que communistes n'est pas un combat à part. La citation d'Engels « Dans la famille, l'homme est le bourgeois, la femme joue le rôle du prolétariat » nous rappelle que l'oppression de classe est sexuée, et que les plus exploités sont des femmes. Pas sûr que ceux qui se réclament du marxisme aient entendu le message ! Pour les femmes, toutes les injustices, les inégalités, les discriminations liées à l'origine sociale, ethnique ou générationnelle sont amplifiées, aggravées du simple fait d'être née femme. Les femmes forment la grande majorité des pauvres dans le monde, des travailleurs précaires, des temps partiels imposés et des bas salaires. Elles

gagnent 25 % de moins que les hommes, à poste équivalent, alors qu'en général, elles réussissent mieux leurs études. L'écart monte à 47 % pour les retraites. L'ouvrage collectif piloté par Laurence Cohen, *Et si les femmes révolutionnaient le travail*, insiste sur une donnée fondamentale : le patronat utilise le travail des femmes comme un laboratoire d'expérimentation afin d'étendre préca-

nistes, les progressistes, dans de nombreux pays européens, aient su être solidaires et se mobiliser aux côtés des femmes espagnoles pour stopper la remise en cause du droit à l'avortement.

La droite dure est décomplexée. Profitant du désarroi, du recul des solidarités, elle se montre comme la grande protectrice de la famille, au

« Toute nouvelle conquête des femmes permet un saut qualitatif pour l'ensemble de la société. »

rité, temps partiel, flexibilité à l'ensemble du monde du travail. Les femmes qui représentent la majorité du corps électoral, sont très minoritaires à tous les postes de responsabilité.

À l'échelle européenne les conservateurs catholiques ont remporté la bataille qu'ils avaient lancée au sein du parlement européen contre le rapport Estrela qui affirmait que les femmes et les hommes doivent pouvoir disposer « de la liberté fondamentale de décider de leur vie sexuelle et reproductive, y compris de décider si elles et ils souhaitent avoir des enfants ou pas et à quel moment » et ainsi disposer de moyens de contraception sûrs, modernes et accessibles. Dans ce contexte, il est tout à fait remarquable que les mouvements fémi-

schéma unique : « Papa, maman et enfant », la femme étant d'abord et avant tout « procréatrice ». C'est sur ce terreau que se sont organisés les anti-mariages pour toutes et tous. Structurés, renforcés par certains milieux religieux (catholiques comme musulmans), ils ont mené une véritable croisade contre l'ABCD de l'égalité, notamment dans les quartiers populaires et les zones rurales. Et le gouvernement a cédé, donnant l'image d'une valse-hésitation propice à faire monter la contestation rétrograde. D'autant que les partis politiques progressistes, ne considérant pas cette lutte essentielle, ont laissé un boulevard à ces réactionnaires de tous horizons. Les partis de gauche, y compris le nôtre, sous-estiment l'ampleur de cette offensive menée à droite et prennent insuffi-

samment en compte la dimension sexuée de l'exploitation. Partis politiques, syndicats, mouvements associatifs baignent dans la société et en subissent les influences, celles-là mêmes qu'ils combattent.

MENER DE FRONT LUTTE CONTRE LES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES ET PATRIARCALES

L'émancipation humaine est au cœur du projet du Parti communiste. Il a, depuis de nombreuses années, eu une réflexion critique sur l'analyse erronée qui consistait à penser que libérer la société du capitalisme ferait tomber toutes les autres dominations et notamment le patriarcat. Mener de front lutte contre les politiques néolibérales et patriarcales, c'est ce à quoi s'emploie la commission nationale « Droits des femmes/Féminisme » avec le Front de gauche féministe pour que nos analyses politiques, notre grille de lecture soient nourries des valeurs d'égalité et non pas en pointillé, à la marge, pour se donner bonne conscience. C'est d'ailleurs ce qui avait conduit la commission nationale « Droits des femmes-Féminisme » de notre parti avec l'ensemble des formations du Front de gauche à organiser une manifestation des femmes contre l'austérité, le 9 juin 2013.

Toute nouvelle conquête des femmes permet un saut qualitatif pour l'ensemble de la société. J'en veux pour preuve la lutte pour des augmentations de salaires qu'ont menée avec succès les femmes de chambres d'un hôtel de luxe parisien ou encore la lutte en plein cœur de la capitale, dans des salons de coiffure du 10^e arrondissement dans lesquels, des femmes et des hommes, dénoncent le système mafieux et d'exploitation dans lequel des patrons voyous les enferment. Ces luttes et ces succès sont d'autant plus à saluer qu'elles se mènent dans un climat politique particulièrement maussade. Le gouvernement actuel sape tous les fondements de notre socle social. Je pense au projet de modulation des allocations familiales, contenu dans le PLFSS 2015. Comment bien faire comprendre autour de nous qu'en réduisant les allocations pour les familles dites « aisées » ce n'est pas faire preuve d'égalité et de justice mais au contraire qu'il s'agit d'une véritable attaque contre notre système de protection sociale, fondée sur les principes de solidarité et de redistribution ? Ce projet dangereux ouvre une brèche qu'il sera difficile de refermer...

Un groupe de travail transversal sur ces questions de la politique familiale animé par Laurence Cohen s'est réuni déjà une fois, il propose d'organiser un colloque cet hiver en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri sur le thème : « Y a-t-il une pensée unique quant à la politique de la famille ? Rôle de la pensée révolutionnaire dans les politiques alternatives ».

De même, est-il utile de redire ici que nous sommes favorables à la PMA (Procréation médicalement assistée) pour toutes ? Notre parti a répondu positivement à l'appel du Collectif national des droits des femmes et travaille à l'organisation d'une manifestation unitaire en janvier 2015, avec des associations féministes, des syndicats, des partis de gauche. Le 22 novembre nous dénoncerons les violences faites aux femmes, parmi lesquelles la prostitution, nous défendrons le vote d'une loi-cadre accompagnée de moyens humains et financiers.

« Le racisme est la construction du « eux » et du « nous » dans un rapport de domination. »

Chacun de ces combats interroge le projet de société, nous pourrions les résumer dans une phrase de Louise Michel « La femme de demain ne voudra ni dominer, ni être dominée ». À travail de valeur égale, salaire égal, universalité des allocations familiales dès le premier enfant, une éducation non sexiste et une représentation médiatique respectueuse de la dignité humaine de chacune et chacun, des moyens humains et financiers en faveur de la contraception et des centres d'IVG sont des axes essentiels pour décliner l'égalité hommes-femmes.

LE COMBAT ANTIRACISTE

« Sur fond de crise, d'aggravation du chômage, des inégalités et de la souffrance sociale, notre société paraît de plus en plus fragmentée, confrontée à des difficultés à « vivre ensemble » Pour la 4^e année consécutive, la CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme) dans son rapport annuel pour lutter

contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie conclut à une « hausse inquiétante de l'intolérance et une odieuse libération de la parole raciste ». Les arabo-musulmans et les Roms sont les principales victimes du racisme au point que la CNDCH reconnaît pour la 1^{re} fois la validité du terme « islamophobie » au regard de la résurgence de l'intolérance religieuse.

Un racisme culturel se substitue au racisme biologique : les modes de vie et la culture se transmettent de génération en génération, la « race supérieure » étant celle qui porte sa civilisation, la « race inférieure » étant jugée en fonction de sa distance à cette civilisation... et de sa capacité à s'assimiler (Robert Castel).

Cette vision « essentialiste » est inscrite dans notre histoire, celle de la traite négrière, du code de l'indigénat en terres coloniales et de l'immigration hiérarchisée sur un concept culturel !

Le racisme est la construction du « eux » et du « nous » dans un rapport de domination. La logique de la « race » amène à traiter de manière inhumaine des êtres humains, les déclasser à les désigner comme boucs émissaires. L'extrême droite s'est construite sur la négation du principe d'égalité, elle oppose l'identité à l'égalité et établit une hiérarchie entre nationaux, entre citoyens, entre peuples, entre cultures, entre religions... Mais l'extrême droite n'est pas la seule sur le terrain de la « racialisation » des rapports sociaux, elle est rejointe par une grande partie de la droite qui pense ainsi reconquérir son électorat. Le gouvernement Valls-Hollande nous montre que le ver est dans le fruit d'une partie de la gauche. Ce fut le renoncement à deux promesses emblématiques : le droit de vote pour les résidents étrangers et le récépissé de lutte contre le contrôle au faciès.

Manuel Valls sacralise l'antisémitisme, récuse le terme islamophobie pour mieux minorer les discriminations dont souffrent les jeunes des quartiers populaires tout en les traitant d'antisémites pendant les manifestations pour Gaza. Valls parle de modes de vie extrêmement différents des Roms qui n'auraient pas vocation à rester en France.

La crise est un terreau fertile mais elle ne peut justifier seule la montée de l'intolérance à laquelle on assiste. La parole politique officielle, celle qui vient d'en haut décomplexé, « normalise » et banalise l'expression du racisme.

► **LES ÉTUDES DE LA CNCDH L'ATTESTENT :**

2009-2010, avec le débat sur l'identité nationale, Sarkozy a légitimé et ouvert l'offensive d'une grande partie de la droite qui allait désigner le musulman comme le nouvel ennemi de l'intérieur.

2012-2013 Les dérives identitaires assumées de Manuel Valls et les renoncements du Gouvernement socialiste permettent la poursuite de ce phénomène et un début de décrochage de l'électorat de gauche et de l'électorat centriste dans leur rapport à la tolérance. En 4 ans, le sentiment que le nombre d'immigrés a augmenté est passé de 63 à 76 %, l'approbation du droit de vote aux résidents étrangers est passée de 59 à 36 %, le sentiment de ne plus être chez soi est passé de 41 à 60 %, l'immigration source d'enrichissement culturel est passée de 72 à 59 %, l'immigration cause de l'insécurité est passée de 36 à 58 %.

Si jusqu'en 2012, la CNCDH avait noté une résistance des électeurs de gauche à l'intolérance, c'est la démonstration qu'une parole officielle vécue comme de gauche peut légitimer l'inacceptable avec le décrochage d'une partie des électeurs de gauche alors que les valeurs d'ouverture font partie intégrante de leur identité politique.

PORTER UN ANTIRACISME POLITIQUE !

Il n'y a pas un racisme mais des racismes qui ont, certes, un tronc commun, mais aussi leurs spécificités.

Roms : la xénophobie dont ils sont victimes est d'une rare violence. Les préjugés sur ces femmes et ces hommes, persécutés, discriminés, en situation de grande marginalisation sont multiséculaires et très ancrés (voleurs, clochards, mendiants, exploiters d'enfants, vie itinérante inhérente à leur culture). Ils sont vécus « hors système », ce qui autorise à les traiter de « sous-hommes », de déchets, de parasites, de vermine. Nous atteignons là la logique du bout du bout du racisme, c'est-à-dire la déshumanisation. La définition des Roms par le Conseil de l'Europe établit leur nombre en France à environ 500 000 dont on parle peu. Ceux qui focalisent toutes les haines sont les migrants roumains et bulgares qui vivent principalement dans des bidonvilles autour de plusieurs grandes villes de France. Ils sont évalués à 15 à 20 000, c'est-à-dire environ 0,025 % de la population française. La seule politique de l'État

français plusieurs fois condamné est celle des expulsions.

Un plan d'urgence axé sur l'hébergement, la scolarisation, la santé, le travail et l'apprentissage du français doit être mis en œuvre en organisant la solidarité nationale entre les communes sous la responsabilité de l'État, les fonds européens existent pour le financer.

L'ANTISÉMITISME

Les préjugés sur les juifs sont tenaces mais le racisme réel exercé contre les juifs émane des milieux d'extrême droite en grande partie et de certains milieux extrémistes musulmans. Il faut, comme pour l'islamophobie, le combattre plus efficacement sur les réseaux sociaux. Porter au même niveau la lutte contre tous les racismes, cela relève d'un parti pris politique qui doit être assumé.

Le mouvement Égalité et Réconciliation, d'Alain Soral et Dieudonné, vise à réconcilier la gauche du travail et la droite des valeurs. Il utilise « le deux poids deux mesures » (vous comptez moins que les juifs) et l'impunité dont jouit Israël, il propose aux musulmans le piège de leur communautarisation en vue d'un rééquilibrage communautaire face au *lobby* juif...

LE RACISME ANTI-MUSULMAN

Le racisme anti-musulman est à la fois la continuation du rejet de l'immigré arabe, le musulman devient l'ennemi de l'intérieur mais pas seulement. Ce racisme est lié à la religion et aux pratiques religieuses. La CNCDH utilise désormais le terme

« Recréer de l'unité de classe et redéfinir les bases du vivre ensemble. »

« islamophobie » devant l'ampleur des actes anti-musulmans (profanations de mosquées, agressions et insultes de femmes voilées, discriminations liées à la religion, refus de femmes voilées dans des lieux non soumis à la laïcité). La discrimination est souvent triple, religieuse, sociale et territoriale, un cocktail explosif qui fait le bonheur de ceux qui exploitent ces situations pour inciter au repli communautaire. La contre-offensive idéologique est indispensable à condition de ne pas cibler seulement l'extrême droite. Le déplacement de la question sociale sur le terrain identitaire, c'est la droite et une partie de

la gauche, c'est aussi la résultante des combats que le camp progressiste a renoncé à mener.

Il faut construire un discours qui parle à tous, nous voulons le rétablissement de l'égalité pour tous ceux qui souffrent des discriminations quelles qu'elles soient. Recréer de l'unité de classes et redéfinir les bases du vivre ensemble. Le vocabulaire employé est souvent piégé. Il en est ainsi de l'identité nationale, de la laïcité, des discriminations systémiques (points abordés dans le rapport complet) mais aussi du communautarisme, de l'intégration.

La question n'est pas de reconnaître les différences ou la diversité mais de reconnaître l'existence de discriminations. Notre République ne reconnaît pas les minorités mais ce sont des politiques de minorités qui sont mises en place pour l'égalité hommes-femmes, pour les handicapés. La bataille contre le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et les discriminations est une bataille de l'égalité à resituer dans notre combat général, nous devons exiger qu'elle soit une grande cause nationale. ■

***Fabienne Haloui** est membre du comité du projet, animatrice du secteur Droits et libertés du Conseil national du PCF.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

MARC BRYNHOLE

140 participants. Plus de 40 interventions. Faute de temps, plusieurs participantes n'ont pu intervenir sur le féminisme.

Des digues antiracistes ont lâché : s'opposer au déversement nauséabond dans les réseaux sociaux.

Des amalgames courants : toute personne étrangère devient « musulmane ». Emploi incorrect du terme « islamophobie ».

REFONDER L'ÉGALITÉ ET LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS TERRITORIALES

Discriminations et tentations communautaristes se nourrissent. Ni voir du communautarisme partout, ni perdre l'écoute de ce qu'on nous dit vraiment. La suspicion de réflexe communautariste naît dès que des personnes d'origine immigrée s'organisent. Au « communautarisme », opposons le mot « communautaire ». Adressons-nous au peuple tel qu'il est, et non tel qu'on voudrait qu'il soit.

Des actes racistes gravissimes se multiplient : le saccage d'un bâtiment funéraire musulman à Orléans.

Parlons avec les victimes des discriminations. L'unité des souffrances s'inscrit dans la lutte de classe. La mise en concurrence effrénée des individus passe par le racisme et le sexisme.

souffrances s'inscrivent dans un recul généralisé des droits. Les élections départementales doivent intégrer ces questions.

Être et agir au plus près. Les abandons de la politique ont laissé des espaces au « religieux ». « De nombreux jeunes de ma ville n'ont pas voté et se tour-

« Déconstruisons les discours de l'extrême droite surtout quand leurs discours semblent proches des nôtres. Levons les confusions. »

La France n'est pas immunisée. Ne séparons pas « femmes » et « salariées », « rom » et « demandeur de logement ». Affronter l'offensive idéologique décrivant des êtres de nature et non de culture.

RACISME ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE

Ma mère disait : « tu ne seras jamais une Française comme les autres ». On nous enferme dans des identités. Les émeutes de quartier sont « ethnici-sées ». Les jeunes renvoyés à des questions de race vivent une violence quotidienne. « À qui profite le crime ? » Encore des efforts pour diversifier nos listes. Menons campagne et sortons de la question « voile et candidates ». Les

neut vers l'Islam qu'ils ne connaissent pas plus que la politique ». Travaillons les convergences sur les valeurs au lieu d'opposer. Sans concessions sur les droits, travaillons les rapprochements. Déconstruisons les discours de l'extrême droite surtout quand leurs discours semblent proches des nôtres. Levons les confusions.

La loi « anti-terroriste » est grave pour l'ensemble du droit français : l'accusation reposant sur la suspicion. Marier « vivre ensemble » et « bien vivre ». La gravité de la crise conduit à ce « qu'on n'arrive plus à vivre ensemble ». La dimension « police et sécurité » doit être mieux prise en compte en se plaçant sur le terrain de la protection des personnes.

Il y a besoin de campagnes précises comme la création de carrés musulmans dans les cimetières : jusqu'à la mort, des droits sont niés.

Il est satisfaisant que ces questions soient mises au cœur de nos débats. Les batailles pour l'égalité sont des outils de lutte contre le racisme. Toutes les politiques de la ville sont marquées par les discriminations. Vivre ensemble, oui, mais égaux ! La situation des Roms est inacceptable au cœur de l'Europe dans des politiques intracommunautaires. Il faut prendre du temps sur les raisons d'une attractivité de l'extrême droite chez des personnes issues de l'immigration. Comment la voix de la République va-t-elle jusqu'à eux ?

La politique décrédibilisée crée l'insécurité et renforce des replis : famille, religion... il y a urgence à apporter des réponses. Nous devrions être le parti « des quartiers » ; y présenter des candidats. Sur le droit de vote des étrangers sans réponse depuis 30 ans, soyons audacieux. En 1925, le PCF présentait des femmes alors inéligibles. Un profond travail sur la conscience de classe est devant nous.

Le patriarcat a précédé le capitalisme, menons les deux combats de front. Capitalisme et patriarcat s'articulent avec racisme. Le voile est un moyen d'oppression du patriarcat même si la recherche de moyens de lutter coexiste. Examinons sans *a priori* ce que signifie le port du voile. Des femmes se font massacrer pour le refuser et d'autres cherchent dans le Coran des voies d'émancipation. Devons-nous décider à leur place ?

Sur le papier, le PCF est exemplaire sur le féminisme. Son fonctionnement en est loin : langage, écoute, alternance des prises de parole...

Faire des propositions et se retrouver une fois par an dans un tel rendez-vous. Dans féminisme, renforcer la réalité économique et renforcer la notion d'égalité des chances sur le plan politique, culture, social. Ne pas oublier l'inégalité face au handicap.

Collectivités et moyens sont essentiels. Le racisme est un moyen d'oppression. Chez des communistes il peut être présent. Agissons pour le droit de vote des étrangers.

L'activité de proximité est un moyen incontournable pour faire reculer et battre le FN.

Renforcer la bataille pour l'égalité scolaire et créer des passerelles entre nos commissions de travail. Prochain sommet alter-Europe : l'occasion d'aller plus loin sur les droits au savoir pour tous. Les discriminations sont une base de toutes les actions publiques dans les villes dirigées par le FN. ■



TRANSFORMER LA MONDIALISATION : REFONDER L'EUROPE

Quels sont les éléments nouveaux de la crise multiforme qui s'est encore approfondie dans l'union Européenne depuis les élections européennes ? Quelles actions impulser pour rompre avec les logiques austéritaires à l'œuvre ? Quelles solidarités rechercher ? Sur quelles propositions et quel projet ? Quels efforts de préparation du Forum européen des alternatives qui aura lieu à Paris au printemps prochain ? Quelles propositions d'actions préparatoires à la conférence climat de Paris de décembre 2015 ? Quelles actions pour la paix et le désarmement ?

INTRODUCTION : **PATRICK LE HYARIC***

Il y a un an, ensemble, nous avons fait un important travail de diagnostic et de propositions lors de notre Convention nationale sur le thème : « Refonder l'Europe ». Six mois plus tard, cette réflexion collective inspirait notre campagne des élections européennes.

Je n'y reviendrai donc pas, mais je ne peux que conseiller de relire ces travaux. À mon sens, ils restent d'une grande actualité même si, depuis, la crise européenne et la crise de l'idée européenne se sont encore approfondies, si nous devons aussi prendre en compte les enseignements des dernières élections européennes et ceux que nous tirons de notre propre campagne.

du contraire, ne serait-ce qu'en me référant aux résultats du scrutin européen, au plan général avec le poids de l'abstention, la poussée de l'extrême droite et, il faut bien le reconnaître, avec des scores généralement décevants des forces de la transformation sociale, dont la nôtre.

NOUS AVONS DU PAIN SUR LA PLANCHE

Nous avons avancé le projet d'une « Union de nations de peuples souverains et associés » qui fonctionnerait selon trois grands principes, en nous situant du point de vue d'une refondation totale de l'actuelle Union européenne :

- Le respect de la souveraineté populaire qui signifie qu'aucun peuple ne

- L'ambition d'associer, en permanence, les citoyennes et citoyens au processus d'élaboration des orientations et des lois européennes grâce à des campagnes d'information, de débats et de consultations entre citoyens, acteurs syndicaux et sociaux, élus, jusque dans l'entreprise où les comités de groupes européens seraient dotés de réels pouvoirs d'intervention.

Dans le cadre de cet exposé, je me limiterai à traiter quelques propositions d'interventions et d'actions qui recouperont sans doute celles d'autres ateliers, s'inscrivant dans le cadre de nos batailles pour mettre en échec les choix d'austérité et pour promouvoir des alternatives de transformation progressiste, un monde de coopération et de paix.

RECHERCHER DES CONVERGENCES ET DES SOLIDARITÉS

La situation que vit et comprend de mieux en mieux une majorité de citoyens dans L'Union européenne est marquée par une donnée politique majeure : les quatre années d'application des violentes politiques d'austérité budgétaire et monétaire mènent à l'impasse et à l'échec partout. [...] La question qui nous est posée dans un tel contexte est évidemment de mieux faire connaître nos propositions, de les soumettre à la confrontation et à la critique pour que grandisse la conscience populaire qu'une alternative existe et de contribuer à développer l'action contre l'austérité, à partir de chaque localité jusqu'aux institutions européennes. Il convient de rechercher en même temps des convergences et des solidarités dans la lutte de tous les travailleurs et des

« Obtenir un système de revenu minimum intra-européen, l'instauration d'un salaire minimum dans chaque pays et des actions pour faire reculer la pauvreté. »

Je ne suis pas persuadé que sont connues les novations que nous avons tenté de porter pour que grandisse la nécessité de sortir des traités actuels, pour rompre avec l'Union européenne ultralibérale, devenue l'outil essentiel des marchés financiers, de la destruction des droits sociaux et démocratiques dans chaque pays. Jusqu'à mettre désormais en cause l'État social tel qu'il s'est développé au moment des Fronts Populaires et surtout depuis les lendemains de la seconde guerre mondiale. Je suis même convaincu

pourrait se voir imposer un modèle de société violant ses choix fondamentaux. Tout peuple doit pouvoir librement choisir s'il participe à tel ou tel champ de la politique européenne, où refuser d'y participer dès lors qu'il considère qu'elle va à l'encontre de ses choix de sociétés.

- Une transformation démocratique de la construction européenne avec un pouvoir des parlements nationaux en lien avec le parlement européen qui aurait celui d'initiatives législatives.

populations, à l'échelle du continent. La tâche n'est pas simple, en particulier dans le monde du travail, tant pèse le rejet de l'Europe plutôt qu'une volonté de la changer, conséquence des choix politiques néfastes effectués. Mais tel est l'enjeu dans le contexte très évolutif mais un peu nouveau que nous devons saisir.

DES AXES D'ACTION

Sur quels axes d'action pourrait-on essayer de rassembler et d'agir pour obtenir des résultats ?

D'abord, nous avons à faire effort pour rendre nos propositions plus accessibles et plus populaires.

« Utiliser une part des richesses produites dans l'Union européenne pour un plan d'investissement créateur de 10 millions d'emplois et mettre en place un fonds de développement humain, social et écologique »

• (Il faut) porter avec force le débat sur deux propositions conjointes : celle qu'a faite au printemps dernier la Confédération européenne des syndicats en proposant d'utiliser une part des richesses produites dans l'Union européenne pour un plan d'investissement créateur de 10 millions d'emplois, et celle que nous portons depuis un moment qui vise à créer un fonds de développement humain, social et écologique qui aurait la possibilité de racheter des dettes publiques et d'octroyer un crédit sélectif pour développer les services publics de l'école, de la formation, de l'énergie, des transports, de l'environnement et des projets nouveaux d'infrastructures utiles dans le logement et les transports, pour une agriculture paysanne ou le développement maritime.

Dans ce débat, nous pourrions porter plus fort encore que nous ne l'avons fait jusque-là, les enjeux liés à la nécessaire transformation de l'euro, au rôle de la monnaie et de la Banque centrale européenne, au service du bien commun. Ainsi les taux d'intérêt proposés par la BCE devraient être d'autant plus abaissés que les investissements matériels et de recherches concernées auraient pour conséquence la création d'emplois et de formations correctement rémunérées, avec des initiatives nouvelles pour la transition environnementale. Par contre ils seraient rele-

vés, voire dissuasifs, pour les investissements financiers et les opérations spéculatives. Cette proposition est en cohérence et en lien avec notre demande que les banques relayent efficacement sur le terrain ces choix politiques, avec un pôle financier public et des fonds publics régionaux en France qui puissent accorder un crédit sélectif favorable au travail, à la sécurité de l'emploi, à la formation et à la transition écologique. Bref, nous proposons une autre utilisation de l'euro, un autre euro. Pas sa sortie. Ne croyons pas qu'il s'agit ici de débats techniques ou d'objectifs inatteignables. Cette confrontation va

exister. À nous d'y associer les travailleurs, les populations pour des luttes efficaces pour des objectifs d'amélioration de leur sort et celui du pays.

Les mobilisations peuvent faire bouger les choses. Ainsi, alors qu'on nous avait longuement expliqué le contraire, des inflexions ont été apportées dans les dogmes monétaires. La Banque centrale européenne a été contrainte de sortir de l'orthodoxie des traités depuis août 2012 en rachetant de la dette même si ce sont les banques qui en ont été les principales bénéficiaires et qu'il faut aller plus loin pour que la création monétaire soit au service de l'activité. Il nous faut donc pousser ces avancées jusqu'à des ruptures significatives. Mais voilà, qu'on parle de plus en plus d'un projet de la BCE d'injecter 1 000 milliards d'euros supplémentaires. Allons nous laisser cet argent aller aux banques privées qui s'en serviront pour spéculer, ou allons-nous mener le combat pour un nouveau type de crédit pour l'efficacité sociale et environnementale ? De même, profitons de la brèche ouverte avec les nouvelles révélations sur le paradis fiscal du Luxembourg pour porter le débat sur la fiscalité des entreprises et une harmonisation fiscale efficace dans l'Union européenne en lien avec une réforme de justice fiscale d'ampleur en France.

• En lien avec cela, nous devrions pouvoir influencer plus sur le débat existant autour de l'avenir des jeunes avec ce qui est appelé « garantie jeunesse ». Ce fonds est doté de 6 milliards d'euros. Le département de la Seine-Saint-Denis sera un département pilote pour ce projet. Selon le Bureau International du Travail, ce fonds européen devrait être doté d'au moins 21 milliards d'euros. Dans la campagne des élections cantonales, menons avec les jeunes et d'autres ce débat en lien avec nos actions au Parlement européen. Menons la bataille du financement et de la qualité des emplois et des formations proposés. Nous aurions intérêt à rassembler les jeunes et les familles autour d'un projet plus vaste d'allocations d'autonomie et de sécurisation pour les jeunes, ainsi n'omettant pas le champ d'action représenté par les grandes entreprises.

• La fin de la mise en concurrence des salaires à l'intérieur de l'Europe et la défense de la protection sociale méritent une attention et une permanence dans notre activité politique. De même, il ne faut pas relâcher les efforts dans le combat pour une autre directive des travailleurs détachés.

« Nous proposons une autre utilisation de l'euro, un autre euro. »

• Nous pourrions également développer des actions pour la démocratie à l'entreprise, avec des pouvoirs nouveaux pour les comités de groupes européens.

• Nous avons l'an passé réussi, en lien avec les associations de solidarité, à sauver le fonds européen aux plus démunis. Il devrait être augmenté, compte tenu de l'aggravation de la pauvreté, mais surtout il conviendrait maintenant d'obtenir un système de revenu minimum intra-européen, l'instauration d'un salaire minimum dans chaque pays et des actions pour faire reculer la pauvreté.

• Il conviendrait de mener une campagne publique européenne pour revenir à la directive congés de maternité de 20 semaines, que le conseil européen a fait capoter en juin dernier. ▶

► À ces enjeux je veux ajouter cinq grands sujets qui pourraient faire l'objet d'actions unitaires :

- l'inacceptable politique d'immigration en Europe.
- le rôle de l'Union européenne contre le réchauffement climatique, le rejet des traités de libre-échange avec le Canada et les États-Unis.
- la crise avec l'Ukraine.

économique, sociale, écologique et démocratique.

La préparation et la tenue de ce Forum doivent permettre que s'établissent des relations fructueuses entre les forces politiques, sociales, syndicales, les réseaux citoyens, les mouvements de jeunes qui ont en commun la volonté d'agir pour une alternative de gauche en Europe. Rien

tant des actuels dogmes européens et qui devra avoir le soutien actif de toutes les forces de progrès en Europe. Elle a plaidé pour qu'une réflexion et des actions soient menées contre l'extrême droite partout en Europe.

Christian de Gironde, tout comme Audrey du Pas-de-Calais et Claude de Paris, ont fait part de leur difficulté à expliquer notre positionnement pour réorienter de fond en comble la politique de l'Union européenne et sa reconstruction sur d'autres bases. Ils ont insisté sur le fait que l'argument de la sortie de l'euro voire de l'Union européenne n'était pas l'apanage de l'extrême droite et que des camarades ou sympathisants souhaitaient que les positions du PCF soient plus claires. La sortie de l'OTAN paraissait être aussi une bataille nécessaire à relancer.

« Faire vivre une perspective de progrès, faire grandir les alternatives en suscitant le débat d'idées et la réflexion dans une période de grands bouleversements politiques, de doutes et même de reculs des idées progressistes. »

- Un engagement plus ferme et plus soutenu dans la lutte contre le virus Ebola et poser les enjeux d'une nouvelle politique de coopération.
- Le rôle de l'Union européenne au Proche-Orient et pour la reconnaissance d'un État pour le peuple palestinien et les dramatiques enjeux des migrants. [...]

FORUM DES ALTERNATIVES EN EUROPE

Pour conclure cette introduction, je vous propose que nous accordions la plus grande attention à une grande initiative unitaire de solidarisation des travailleurs et des jeunes, des forces démocratiques et progressistes européennes. Je veux parler de la création d'un forum européen des alternatives proposé par notre Parti et Pierre Laurent au dernier congrès du Parti de la Gauche Européenne qui l'a adopté. On le voit, l'une des grandes tâches de l'heure est de faire grandir les alternatives progressistes et écologiques, en France et en Europe. De ce point de vue, le Forum des alternatives en Europe, qui se tiendra les 30 et 31 mai 2015, à Paris, constitue une initiative de première importance dont nous avons la responsabilité particulière d'assurer la réussite. L'objectif est de contribuer à la construction d'une solidarité active entre les travailleurs, les jeunes européennes et de faire-valoir des propositions et des actions communes susceptibles de faire reculer les choix d'austérité, le chômage, la pauvreté et la destruction des écosystèmes qu'induisent les politiques européennes, de faire émerger une alternative progressiste,

n'est plus important que de faire vivre une perspective de progrès, de faire grandir les alternatives en suscitant le débat d'idées et la réflexion dans une période de grands bouleversements politiques, de doutes et même de reculs des idées progressistes.

Dans ce contexte, rien ne me paraît plus précieux que de contribuer à ce que se rassemblent dans notre pays et en Europe celles et ceux qui continuent de penser qu'un niveau de civilisation et d'émancipation humaine plus élevé est possible si les peuples s'en donnent l'ambition. N'est-ce pas là une version moderne du manifeste communiste ? J'ai la faiblesse de la penser. ■

*Patrick Le Hyaric est membre du comité du projet, animateur du projet européen.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

GILLES GARNIER

Dans le débat, de nombreux camarades se sont exprimés suite au rapport de notre député européen.

Jean Marie de Moselle a fait part d'une expérience très intéressante de coopération politique entre le PCF, le Front de Gauche et ses homologues belges, allemands et luxembourgeois, tant sur les questions fiscales que sur la question des travailleurs transfrontaliers. Elizabeth Gauthier au nom de la fondation Transform, a insisté sur la nécessaire prise en considération de l'éventualité de la victoire de Syriza en Grèce qui mènera une politique à contre-cou-

« Dans le cadre actuel, la France n'utilise pas de ses moyens de pression pour réorienter les politiques européennes. »

Théo de Paris, a rappelé les constructions originales de solidarité qui se mènent dans les pays victimes du rouleau compresseur austéritaire, il y a des pistes à mettre en valeur sur la question du logement, de la santé ou en s'appuyant sur les revendications des consommateurs. Il a aussi insisté sur le nécessaire combat contre les idées d'extrême droite qui progressent et dit que la défense de la souveraineté, ne devait pas être l'apanage de l'extrême droite qui pervertit le débat. Il a aussi demandé une analyse plus fine des phénomènes indépendantistes en Catalogne et en Écosse.

Une camarade de la Meuse s'est interrogée sur le concept d'union des peuples et des États souverains qu'elle trouve intéressante mais lointaine face à des institutions européennes « cadencées ». Paul de Haute-Garonne a porté les mêmes conclusions.

David de Seine-et-Marne a insisté sur la nécessité de « l'europanisation » des luttes qui donnent à voir une alternative au plan européen. Le PCF se doit d'être de ces combats et aider à les rendre visibles.

Serge de Dordogne s'est plaint que le débat dans le parti ne soit pas assez irrigué par les questions européennes, pourtant, en matière agricole, c'est bien à ce niveau qu'il faut réfléchir et agir. La formation des militants sur cette problématique lui paraît un enjeu indispensable pour les mois à venir.

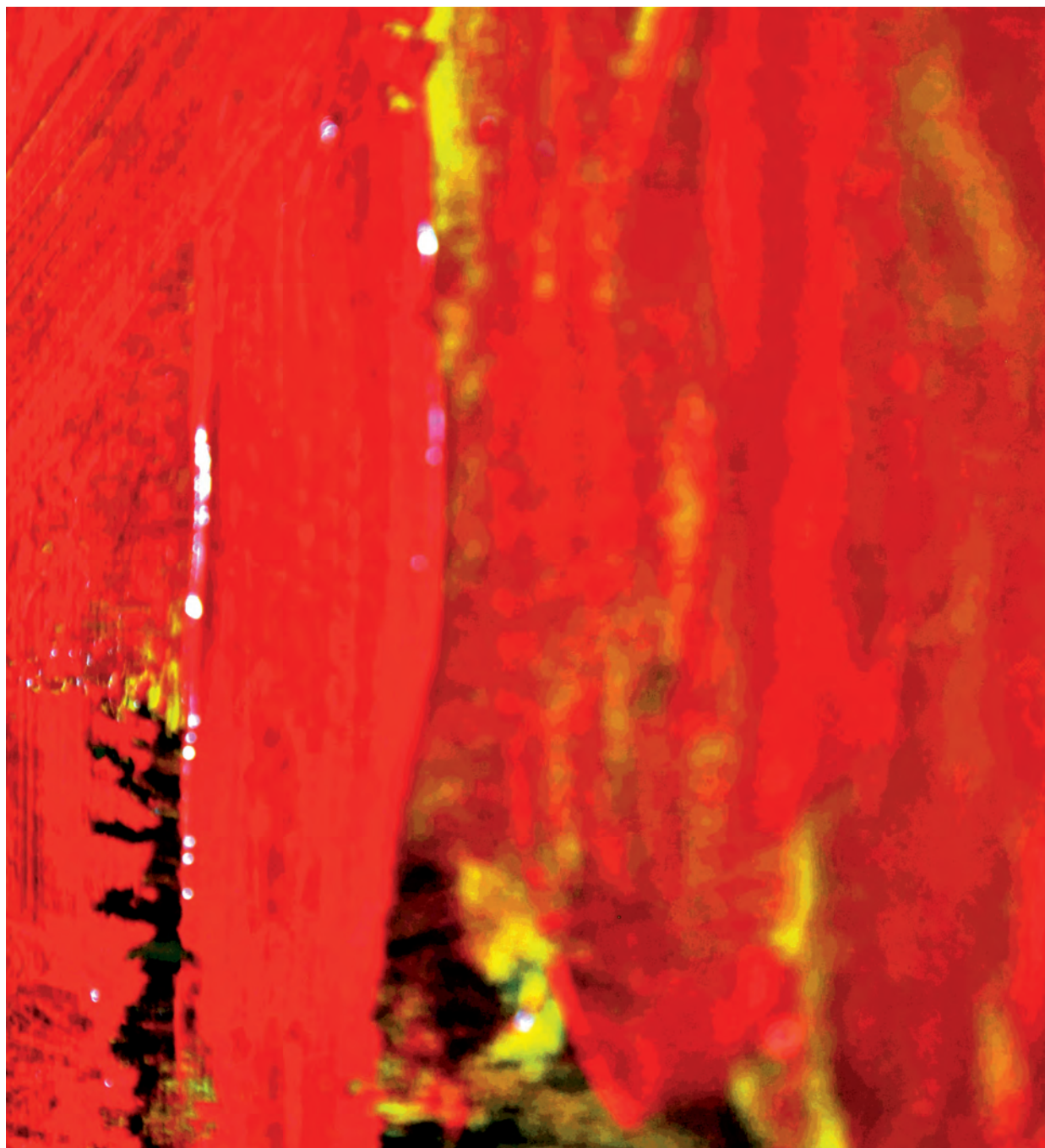
Catherine Mills, économiste a mis en évidence le fait que les propositions portées par le PGE et le groupe GUE NGL commençaient à être reprises par d'autres, en particulier sur le rôle de la Banque centrale européenne. Elle a tenu à rappeler les graves conséquences que la sortie de l'euro aurait pour les peuples : des dévaluations compétitives et donc concurrentielles que les États mettraient en

place et qui accentueraient les reculs sociaux et démocratiques. L'idée d'une monnaie commune mondiale à la place du dollar progresse dans de nombreux pays en particulier chez les BRICS (Brésil, Russie, Chine et Afrique du Sud).

Nicolas du Val-de-Marne a décrit la situation comme une véritable guerre que l'Union européenne et les gouvernements mènent contre les peuples. C'est l'avenir démocratique de notre pays et du continent qui est en jeu.

Robin de Loire-Atlantique a fait le lien entre la réorganisation des territoires en France et l'homogénéisation des situations en Europe. La fin de la spécificité française ?

Francis Wurtz du Bas-Rhin a rappelé la connivence totale entre les politiques de droite et social-démocrates françaises et les politiques menées au sein de l'Union. « L'Union européenne n'est pas un corps étranger à la France ». Il a rappelé que même dans le cadre actuel, la France n'utilise pas de ses moyens de pression pour réorienter les politiques européennes. Si elle le faisait cela changerait totalement la donne comme elle aurait pu le faire au moment de la ratification du traité « Merkozy ». Il a insisté sur le rôle positif que pourrait jouer l'Union européenne dans le cadre de la mondialisation au lieu de la subir et de céder aux dogmes ultralibéraux. ■



TRANSFORMER LA MONDIALISATION : LE RÔLE DE LA FRANCE POUR UN MONDE DE PAIX ET DE SOLIDARITÉ

La situation internationale marquée par l'extension de la mondialisation et de la financiarisation capitalistes, et par leur crise, connaît une intensification de conflits régionaux et nationaux aux effets et enjeux mondiaux majeurs. D'aucuns parlent d'un « retour de la guerre froide » et de risques de 3^e guerre mondiale : quelles sont les stratégies et dynamiques à l'œuvre ? Peut-on peser sur le cours des événements ? Quels devraient être le rôle dans le monde et la politique extérieure de la France pour une réponse progressiste à la mondialisation qu'il s'agisse de la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation, des luttes pour de nouveaux modes de développement humain durable et écologique, contre le réchauffement climatique, contre la prolifération et pour la dénucléarisation, contre l'expansion du libre-échange, de la dérégulation et de l'emprise des transnationales sur les États et les peuples, ou encore de la bataille pour refonder l'Europe, et une réforme démocratique de l'ONU lui permettant de reprendre la main dans les relations internationales aujourd'hui dominées par la logique des puissances et du rapport de forces plutôt que des principes de paix, d'égalité, de solidarité et de justice ? Quelles sont les responsabilités du PCF, quel travail développe-t-il et avec qui pour élaborer les contours et contenus d'une solidarité internationaliste du XXI^e siècle ?

INTRODUCTION : **LYDIA SAMARBAKSH***

L'actualité internationale, telle qu'elle est médiatisée, est marquée par un regain de tensions, crises et conflits. Il y a pourtant aussi des processus transformateurs engagés en Amérique latine par exemple, il y a aussi des initiatives et dynamiques par exemple avec le récent Sommet du Groupe des 77 + Chine (130 pays) qui au prétexte qu'ils ne sont pas dominants ne sont pratiquement pas mis en valeur dans les médias. Ce qui prévaut demeure la multiplication et l'aggravation des conflits et l'idée que la diplomatie vient désormais systématiquement après la solution militaire.

COMMENT COMPRENDRE L'INTENSIFICATION DES CONFLITS ET CRISES ?

Les éléments communs des pays et régions où des foyers de conflits naissent et grossissent sont :

- pays aux populations maintenues dans la pauvreté dont l'économie est

dominée et les ressources très importantes détournées des besoins de la population et du développement du pays,

- pays où les États sont défaillants, déliquescents ; absence de services publics ; élites corrompues souvent vassalisées aux anciennes puissances coloniales et présentes puissances mondiales,
- l'exacerbation (une des conséquences des points 1 et 2) des nationalismes, de l'ethnicisation, du fait religieux,
- des pays où les forces de progrès, les forces révolutionnaires ont été gravement affaiblies,
- des pays dans des régions surarmées (commerces et trafics), surmilitarisées (Afrique, Proche-Orient, Europe de l'est), où il y a présence de forces armées étrangères, les interventions « occidentales »

Les situations sont diverses, du fait de facteurs conjugués de l'expansion capitaliste et de l'offensive néolibérale ainsi que de l'affaiblissement et la disqualification des institutions

multilatérales au premier rang desquelles l'ONU – et – l'organisation de structures illégitimes telles que les G7/G20. L'affaiblissement des États, les effets des privatisations, l'aggravation des inégalités, mais aussi, *a contrario*, l'émergence des sociétés comme acteurs proprement dits de la politique pèsent sur l'état de ces pays.

« Les relations internationales sont hyper-élitistes, hyper-militarisées et hyper-« marchandisées ». »

Au sortir de la Guerre froide, les États-Unis n'ont pas considéré qu'elle était terminée mais qu'ils l'avaient gagnée, et l'OTAN a adopté

une stratégie de développement en intégrant de nouveaux pays notamment issus de l'ancien bloc de l'Est. L'hégémonie des États-Unis est en réalité en recul (la politique actuelle de la Turquie, deuxième force partenaire de l'OTAN au Proche et Moyen-Orient est un exemple) mais elle reste dominante. Et si les États-Unis et ses alliés (OTAN et partenaires) se pensent comme un bloc (l'Occident), il n'existe pas de bloc opposé homogène – d'où l'expression monde « apolaire ».

La guerre économique a réactivé la logique des puissances, mais cette logique est aussi conditionnée par des éléments historiques nouveaux : l'affaiblissement des États, la domination des multinationales et des institutions financières et bancaires, l'extension d'une économie grise (mafias), la montée en force de forces réactionnaires cherchant à conquérir des territoires, des pouvoirs, des richesses... et aussi l'expérience du XX^e siècle et les luttes d'émancipation.

Les guerres d'aujourd'hui confrontent de moins en moins les États entre eux, mais des forces mercenaires contre des États affaiblis, forces qui servent dans des jeux complexes régionaux d'affrontements entre puissances mondiales et régionales. Les relations internationales sont hyper-élitistes, hyper-militarisées et hyper- « marchandisées ». Le fait politique, la diplomatie qui est devenue de plus en plus une diplomatie marchande, est relégué au second plan.

LES STRATÉGIES À L'ŒUVRE

Les États-Unis

Ils visent à rester les leaders (bloquer la Chine, menace économique ; isoler la Russie dont la géographie en fait un pays pivot entre l'Europe et l'Asie) mais en faisant supporter à leurs alliés le poids de leurs objectifs et décisions. Obama n'est pas Bush, la domination US doit passer par l'influence (stratégie à laquelle aspire la France : « France, une diplomatie d'influence », comme l'exprime Laurent Fabius), la victoire des Républicains le 4 novembre dernier peut voir revenir les « Faucons » à la tête de la politique extérieure des États-Unis – très mauvaise nouvelle alors que des interventions sont en cours au Proche et Moyen-Orient et que des alliés des États-Unis jouent double jeu. Les États-Unis avec l'OTAN veulent fonctionner en bloc qu'ils dirigent mais bloc placé au-dessus de la masse. Ils sont en compétition avec leurs propres alliés : exemple avec l'Union

européenne qui est à la fois une vasale et une rivale.

La Russie

Elle cherche non pas à « reconstituer » l'URSS mais à redevenir une puissance mondiale qui pèse dans la compétition économique capitaliste internationale qui aurait pour avantage original son caractère euro-asiatique. Elle travaille beaucoup sur le plan diplomatique des alliances bilatérales ou régionales.

La Chine

Focalisée sur ses enjeux de développement et croissance économique : conquête de parts de marchés en Afrique ou en Amérique latine, et croissance intérieure, elle ne veut ni tomber sous la domination américaine, ni l'affrontement en permanence sur toutes les questions internationales. Elle cherche à résister à la volonté américaine de peser en Asie.

« Les guerres d'aujourd'hui confrontent de moins en moins les États entre eux, mais des forces mercenaires contre des États affaiblis, forces qui servent dans des jeux complexes régionaux d'affrontements entre puissances mondiales et régionales. »

Elle se réarme (ce qui n'est pas pour l'heure le cas des États-Unis ou des Européens)

Les émergents (dont font partie la Chine et la Russie) ne font pas bloc : travailler les intégrations régionales sur des principes de coopération plutôt que de compétition, s'extraire de la dépendance du dollar et des institutions de Bretton Woods, remettre en cause la hiérarchisation élitiste des relations internationales.

COMMENT PESER SUR LE COURS DES ÉVÉNEMENTS ?

Il convient de développer le débat politique sur les enjeux internationaux pour aider à comprendre et développer les actions de solidarité internationale pour aider à agir.

Mener une bataille politique et idéologique sur *Le rôle de la France pour un monde de paix et de solidarité* signifierait pour elle d'agir dans trois domaines :

redonner le primat et de la force au multilatéralisme et la diplomatie, *égalité des peuples*

peser pour que les instances multilatérales inscrivent à l'ordre du jour prioritaire les enjeux économiques et sociaux, les besoins humains et écologiques, *solidarité et justice* prendre l'initiative sur le désarmement nucléaire (la dissuasion n'est pas facteur de paix mais de tension) et le respect strict du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), *paix et sécurité commune*.

LE TRAVAIL DU SECTEUR INTERNATIONAL

Il vise à aider à l'analyse et à la compréhension du monde, à développer des liens entre les différentes forces progressistes du Monde, à faire émerger des convergences, et enfin à aider à la prise d'initiatives sur les enjeux internationaux.

Tout d'abord, il s'agit d'animer et de poursuivre les batailles de solidarité avec les peuples en lutte : Palestine, Kurdistan, Burkina Faso...

En septembre a débuté une grande campagne de mobilisation autour de la question du climat. Celle-ci aboutira au moment de la conférence climat qui se tiendra en décembre 2015 à Paris. Nous allons lancer avec toutes les forces progressistes avec lesquelles nous travaillons dans le monde, une pétition internationale.

Contre le TAFTA, un premier stade de mobilisation a été franchi depuis un an et demi, avec la création d'un collectif national. Il s'agit maintenant de rendre cette mobilisation populaire. Nous participerons au prochain Forum Social Mondial à Tunis en mars 2015 et tiendrons une initiative euro-méditerranéenne avec le PGE. La proposition que nous porterons sera celle de la mise en place d'une commission de régulation et de restructuration des dettes souveraines. Nous voulons faire de cette proposition une bataille populaire qui contribue à montrer une alternative possible pour la France et l'Europe. ■

*Lydia Samarbakhsh est membre de l'exécutif du PCF, animatrice du secteur Relations internationales.

SYNTHÈSE DES DÉBATS

MÉLANIE TSAGOURIS

Les nombreuses prises de paroles (22) ont souligné la qualité du travail fourni par le secteur International : ces questions font partie intégrante du nouveau projet communiste.

Dans beaucoup de fédérations, des camarades ont pris la responsabilité d'animer les campagnes internationales. La question est posée de savoir comment mutualiser et s'informer des initiatives prises dans les fédérations, mais aussi de « décentraliser » les colloques et les formations, sur les enjeux internationaux.

La mobilisation pour une sortie de la France de l'OTAN est posée avec détermination. Celle-ci va de pair avec la proposition que nous portons d'une refonte de l'ONU.

L'Amérique latine fait exception dans le monde. C'est aujourd'hui une zone pacifiée et des coopérations se construisent au profit des peuples. Ils portent des propositions convergentes avec les nôtres sur la question de l'ONU.

SUR LES CAMPAGNES DE SOLIDARITÉ

L'initiative d'une délégation au Kurdistan menée par Pierre Laurent a eu un effet positif.

Une délégation a pu se rendre en décembre au Burkina Faso et elle y a rencontré l'ensemble des formations progressistes. À Paris, nous avons

contribué à fédérer les différentes organisations burkinabés présentes. Nous sommes le seul parti à avoir réagi à l'arrestation de Samba David, président des « indignés » de Côte d'Ivoire et il a finalement été libéré. Notre action a été utile.

Des intervenants ont souligné l'importance de poursuivre notre combat pour la levée du blocus à Cuba. Des inquiétudes se sont exprimées sur le conflit en Ukraine. La partition de l'Ukraine est aujourd'hui une réalité. La situation est grave. Le gouver-

« La concurrence dite "libre et non faussée", les règles de l'OMC constituent des obstacles au règlement du réchauffement planétaire. »

nement incarne un pouvoir oligarchique et fascisant. Cette guerre a déjà fait 4 000 morts. Les populations du Donbass, victimes de massacres méritent une mobilisation importante de notre parti. Nous souhaitons peser pour que la diplomatie française et l'Europe se détachent des stratégies bellicistes mises en œuvre par l'OTAN.

LA MOBILISATION SUR LA QUESTION CLIMATIQUE

Le réchauffement planétaire va toucher en premier les pays les plus pauvres. Aujourd'hui, on compte déjà 150 millions de déplacés climatiques. Nous travaillons avec de nombreuses associations mais cela ne peut pas suffire. Nous avons besoin d'une mobilisation de la société civile.

Pour les participants, cette question ne doit pas être traitée de façon isolée ; il convient de la mettre en lien avec les questions énergétiques qui seront un enjeu majeur des années à venir, mais également avec l'organisation économique du monde : La concurrence dite « libre et non faussée », les règles de l'OMC constituent des obstacles au règlement du réchauffement planétaire.

AUTRES SUJETS ABORDÉS

La lutte contre les paradis fiscaux
La lutte contre le travail des enfants : réfléchissons aux outils de contrôle qui pourraient être mis en place sur les pays qui utilisent le travail des enfants. L'UNESCO devrait disposer de moyens d'action, pour agir sur ce problème.

L'anniversaire de la chute du mur de Berlin qui peut nous donner l'occasion d'une grande campagne sur le thème « Faisons tomber les murs » les murs réels et encore nombreux aujourd'hui mais aussi les murs virtuels, comme celui qu'érige FRONTEX au nom de l'Europe. ■



CONSTRUIRE DANS LA DURÉE UN MOUVEMENT D'AMPLEUR

PIERRE LAURENT (extraits)

En introduction de la conférence nationale, le 8 novembre, Pierre Laurent a présenté le contexte dans lequel s'est déroulée la rencontre qu'il a qualifié de moment historique nécessitant la construction d'une alternative de gauche.

« **P**our nous, il est hors de question de laisser le pays sombrer dans l'échec, accepter ou se résigner au scénario catastrophe programmé. Ce qui signifie tout à la fois que nous voulons battre les politiques d'austérité et permettre à la France d'en sortir au plus vite, et que nous refusons la perspective de la descente aux enfers qui ouvrirait par réaction, une fois touché le fond des abîmes, la révolte finale. Nous croyons à un processus de luttes permanentes. Et nous en tirons les conclusions : pour déjouer ce scénario, tous nos efforts doivent être consacrés, dans une dynamique de luttes politiques, à la construction d'une alternative de gauche. Permettez-moi d'insister : je dis bien construire une alternative de gauche, et non pas l'invoquer. Autrement dit,

mettre en œuvre. Toute autre voie, je le pense sincèrement, tout raccourci avec cet effort politique ne sera dans la situation que nous connaissons qu'illusion. C'est à ce niveau que nos ambitions doivent se placer, à ce niveau très élevé mais accessible [...]

La gauche, ce n'est pas à Manuel Valls d'en fermer le cercueil, ce n'est pas sa famille, lui qui ne l'a en vérité jamais aimée.

En vérité, si nous voulons éviter le retour combiné de la droite et de l'extrême droite du Front national, lui et son gouvernement devront laisser la place. C'est sans attendre que nous voulons travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation social, écologique et démocratique, qui devra être mis en œuvre par un nouveau gouvernement et un nouveau Premier ministre. Plus

être à mes yeux nos axes de réflexion durant ce week-end.

Je veux faire une première remarque. Chaque jour, et alors même que se manifestent de nouveaux signes inquiétants de la crise politique, des femmes, des hommes agissent, se révoltent, se rassemblent un peu partout dans le pays pour dire un autre avenir dans notre pays. Cette vitalité solidaire et démocratique reste considérable et, même quand tout semble se fissurer de partout, nous sommes, vous êtes, au cœur de ces forces qui relèveront le pays, qui sauront puiser dans leur créativité et leur audace, les bases du pays nouveau qui sortira de la crise. Ce n'est pas une incantation, c'est un fait.

Les communistes sont dans les luttes à la SNCM, avec les chercheurs en marche, à Fralib, à la Belle Aude ou à *Nice-Matin* où les salariés portent leurs projets de coopérative, avec les coiffeuses du boulevard Saint-Denis, à Renault, à PSA, à Sanofi, aux Grands Moulins Maurel, à l'Université du Puy-de-Dôme, à la SNCF, à Kem One, avec les manifestants de Sivens, avec ces femmes qui luttent pour l'abolition de la prostitution, à Michelin, avec les hospitaliers en lutte sur tout le territoire, avec les fonctionnaires contre la dégradation de leurs conditions de travail et du service public, à Total, avec les syndicalistes paysans et les populations pour refuser l'agriculture productiviste symbolisée par la ferme-usine des 1 000 vaches, avec les lycéens sans papiers, avec les militants du peuple kurde, avec les militants pour la paix et la reconnaissance de l'État palestinien, avec celles et ceux qui manifestent contre TAFTA, à EDF, avec celles et ceux qui empêchent des expulsions locatives, avec celles et ceux qui luttent contre les coupures d'eaux et de gaz, avec celles et ceux qui luttent contre les idées du FN.

Je pourrai continuer cette liste à la Prévert. Nous serions là, encore, avec ►

« Se donner les moyens de luttes politiques suffisamment amples et rassembleuses aptes à construire des solutions de gauche pour sortir la France de l'austérité, à formuler les axes d'un nouveau projet politique de développement dans une nouvelle République, et indissociablement à rassembler assez de forces pour porter ces solutions, les faire gagner et les mettre en œuvre. »

se donner les moyens de luttes politiques suffisamment amples et rassembleuses aptes à construire des solutions de gauche pour sortir la France de l'austérité, à formuler les axes d'un nouveau projet politique de développement dans une nouvelle République, et indissociablement à rassembler assez de forces pour porter ces solutions, les faire gagner et les

tôt en seront créées les conditions, mieux vaudra pour le pays. La France est dans l'urgence.

NOS AXES DE RÉFLEXION

Comment avancer dans cette direction, et est-ce tout simplement possible, accessible ? Je le pense et voudrais maintenant exposer ce que devraient

► nos militants et nos élus, animés du même esprit rassembleur, constructif, avec le seul souci d'être utile à notre peuple. Quand la France est dans la tourmente, les communistes sont au rendez-vous. Je veux, à travers vous, tous les saluer car ce n'est pas facile, parce que cela demande du courage et que nous ne sommes pas, chacune, chacun, épargnés par la crise et la dureté des conditions de vie qu'elle impose à tout notre peuple.

Mais c'est notre ADN, et notre fierté, d'être des « invincibles chevaliers, des assoiffés » pour reprendre les vers du poète turc Nazim Hikmet. Des « invincibles » qui luttent pour notre planète, son air, son eau, son sol, pour l'égalité des femmes et des hommes et pour tous les droits humains. Des « assoiffés » que ne font jamais reculer les pouvoirs de l'argent qui oppriment les peuples, qui vivent, aiment, sans savoir quand ils vont gagner, mais qui savent que cela dépend d'eux et de leurs frères et sœurs humains.

NOS OBJECTIFS

C'est en pensant à toutes ces femmes et tous ces hommes, à tous ces liens tissés dans le quotidien qu'il me paraît possible de nous fixer trois objectifs.

Déployer un puissant large et permanent mouvement d'action

Le premier objectif pourrait être de déployer dans tout le pays, en partant de ces mille et une luttes, un puissant, large et permanent mouvement d'action pour stopper les politiques d'austérité, en sortir la France et l'Europe au plus vite, et pour imposer la relance progressive des grandes politiques sociales, industrielles, écologiques, démocratiques sans lesquelles aucune sortie de crise ne sera possible.

C'est vrai que le matraquage est incessant pour enfermer la réflexion populaire dans les dogmes libéraux sur la dette, en masquant ses causes réelles liées au cancer de la finance, sur le coût du travail, sur la protection sociale, la dépense publique et l'impôt, voués aux gémonies alors que l'une et l'autre, utilement et justement déployés, sont le socle d'un progrès social partagé.

Mais c'est vrai aussi que chaque jour qui passe atteste de l'échec profond de ces politiques libérales et du rejet qu'elle provoque chez les Français, car les gouvernements successifs, Hollande après Sarkozy, ne parviennent pas à obtenir leur adhésion. Il était frappant de voir sur TF1 com-

ment, à l'exception de la chef d'entreprise, les trois Français choisis par TF1 continuent de réclamer au chef de l'État la satisfaction de besoins sociaux majeurs.

La possibilité demeure donc entière de transformer progressivement le mécontentement populaire en un puissant mouvement de demande de sortie des politiques d'austérité. Cela exige, c'est vrai, une bataille politique et idéologique de tous les instants, mais ne nous manquons pas d'arguments.

« Sans attendre nous voulons travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat de transformation social, écologique et démocratique, qui devra être mis en œuvre par un nouveau gouvernement et un nouveau Premier ministre. »

Notre diagnostic sur la crise s'avère juste à l'inverse de toutes les prévisions à chaque fois assénées comme des vérités implacables. Et aujourd'hui, non seulement nous n'allons pas vers une sortie de crise, mais tout prépare une nouvelle séquence d'aggravation brutale de la crise du système.

L'austérité menée partout en Europe fait planer la menace d'une troisième récession depuis 2009. Le risque ne sera pas évité sans une relance massive de la demande sociale, salaires, formation, emplois et services publics, contrairement à tous les choix actuels. Et par ailleurs l'austérité allant de pair avec un soutien continu aux rendements financiers, les immenses gâchis matériels et financiers qui perdurent font craindre un nouveau krach. Les banques sont protégées, nous dit-on, mais c'est en étouffant le crédit et en protégeant leurs marges, c'est donc toujours la même fuite en avant.

La bataille pour stopper au plus vite, je dis bien stopper, les politiques d'aus-

térité partout et chaque fois que c'est possible, doit donc s'amplifier sur tous les fronts. Il existe des majorités, une majorité de Français à rassembler pour cela. Nous devons convaincre et donner confiance, en montrant combien la France aurait gagné à cette rupture.

Lutter contre l'austérité

Sur tous les fronts, dis-je, et cela commence au quotidien dans toutes les luttes. Quand 9 millions de personnes ne savent pas si elles vont pouvoir manger à leur faim chaque jour. Quand 12 millions de personnes se considèrent comme mal logées. Quand 80 % de la population a peur de tomber dans la pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 5 euros par jour pour se nourrir, se vêtir, se loger, se chauffer, se soigner, prendre soin des enfants, se déplacer...

Oui il y a urgence à l'action. Lutter contre l'austérité, c'est mener des actions pour créer des chaînes humaines contre les expulsions, ou les coupures d'énergie, d'eau. C'est mener des actions contre les marchands de sommeil, ou les huissiers qui vivent de la misère. C'est mener des actions de solidarité avec les plus fragiles. C'est ne pas rester silencieux face aux violences que subissent de plus en plus de femmes. C'est notre capacité à nous révolter, à ne pas laisser faire l'insupportable, à construire des réseaux de solidarité dans la proximité qui ouvriront le champ du possible en politique pour des millions de nos concitoyens.

« Être des "invincibles chevaliers, des assoiffés" »

Nazim Hikmet

Sur tous les fronts, c'est combattre la thèse du ras-le-bol fiscal qui vise en vérité à justifier les exonérations massives de cotisations sociales et les crédits d'impôts sans contrepartie pour les entreprises, les niches fiscales pour les plus fortunés, mais qui ne dit rien des véritables scandales : la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu parce que ce dernier est un gruyère total quand on arrive dans les hautes tranches de revenu, et près de six fois plus que l'impôt sur les sociétés ; les grandes sociétés et les multinationales qui ne paient rien comme vient de le démontrer le scandale du Luxembourg de Monsieur Juncker ; les coupes budgétaires pour les collecti-

vités locales qui vont obliger nombre d'entre elles à augmenter les impôts locaux si elles ne veulent pas sacrifier leurs services publics.

« L'austérité menée partout en Europe fait planer la menace d'une troisième récession depuis 2009. »

Sur tous les fronts, c'est en ouvrant au grand jour les comptes des banques et exiger le changement des politiques du crédit, rationnées pour la demande sociale et les PME, généreuses pour la finance, comme vont le faire les camarades de Paris mercredi soir devant la banque BNP-Paribas, comme nous devrions le faire partout en exigeant un moratoire du paiement des intérêts bancaires pour les collectivités locales mises en difficulté par les suppressions de dotations budgétaires.

Sur tous les fronts, c'est en menant partout une bataille de vérité sur les gâchis du CICE et du crédit d'impôt recherche. J'ai en tête cette entreprise verrière près de Dieppe, qui fabrique les flacons pour les parfums des grands groupes de luxe, et qui voit une partie non négligeable des millions touchés remonter de fait vers les profits de ces groupes. Chacun a des exemples de l'indécence de ces cadeaux. Oui, il faut partout demander des comptes aux entreprises, aux banques et à l'État.

Je ne vais pas plus loin. Je pourrais parler de toutes les luttes pour les droits des femmes, pour les services et la protection sociale, pour le logement et le scandale des aides fiscales à la promotion spéculative qui continue de plus belle tandis que la construction sociale reste en panne. Vous m'avez compris.

C'est à cette première question qu'il nous faut travailler : quelles campagnes durables ? Quelles initiatives construire pour que grandisse dans le pays un mouvement irrésistible de mise en cause des politiques d'austérité, jusqu'à les stopper, pour d'autres solutions ?

La journée d'action du 15 novembre décidée par le collectif 3A créé à l'issue de la manifestation que nous avons initiée le 12 avril est une étape. La manifestation des chômeurs le

6 décembre en est une autre. Mais il faut construire dans la durée, dans tout le pays, dans toutes les dimensions.

La crise institutionnelle et démocratique est, je l'ai dit, une dimension constitutive de la crise globale. La République est attaquée dans tous ses fondements, les institutions, la politique comme espace de délibération publique et citoyenne, les valeurs. Du même coup, la solution à la crise, c'est aussi et inséparablement une nouvelle République, une sixième République.

La réforme territoriale est un enjeu central comme le sont la démocratie et les droits nouveaux dans l'entreprise. Les élections départementales et régionales de 2015 nous donnent l'occasion d'une bataille nationale et populaire sur ces enjeux démocratiques fondamentaux.

Nous avons en vue d'autres rendez-vous structurants. La préparation de la conférence sur le climat qui se tiendra à Paris en décembre 2015 prend d'autant plus d'importance après le nouveau rapport alarmiste du GIEC. La question écologique est au cœur de notre combat pour un nouveau modèle de développement.

La convention nationale pour une nouvelle industrialisation que nous réunirons les 22 et 23 novembre sera également essentielle. Je cite également les nouvelles rencontres

« La République est attaquée dans tous ses fondements, les institutions, la politique comme espace de délibération publique et citoyenne, les valeurs. »

Niemeyer sur la ville que nous tiendrons en janvier 2015 sur le thème de la mobilité.

La bataille que nous menons pour une sortie de crise ne saurait se concevoir hors d'une bataille solidaire menée dans toute l'Europe. En Europe, tous les voyants sont au rouge et font courir, singulièrement au sud, un grave risque de déflation dans la zone euro. Mais des voyants de lutte s'allument aussi au vert où après la Grèce et l'Espagne, c'est au tour de l'Italie et de la Belgique de connaître à leur tour des réveils de mobilisation très importants.

UN GRAND FORUM EUROPÉEN DES ALTERNATIVES

La Conférence nationale doit se pencher sur l'articulation indispensable

entre d'une part, la relance économique et sociale de la France, la récupération de la souveraineté budgétaire de la République, et la construction au niveau européen d'une alternative de gauche, crédible et populaire. Il n'y aura pas de sortie de l'austérité en France sans bataille pour l'indépendance économique. Mais il n'y a pas non plus de salut dans le repli et la concurrence nationaliste : notre bataille doit être à la fois française et européenne. La suspension de l'application du traité budgétaire au profit d'un plan de relance sociale massive peut devenir une exigence européenne.

En mai prochain, cela fera 10 ans que la France a dit Non au Traité constitutionnel européen. C'est l'anniversaire d'une époustouflante campagne citoyenne, d'un débat de fond qui a structuré la ligne rouge entre les libéraux et la majorité du peuple français, une lutte que nous avons gagnée et qui trouve aujourd'hui son prolongement dans la bataille contre l'austérité. Le PGE vient de confirmer sa décision de tenir à Paris les 30 et 31 mai prochain sur proposition du PCF un grand Forum européen des alternatives. En 2005, nous avons dit non. L'esprit du non est toujours là. Mais nous allons plus loin : en 2015, une alternative de gauche européenne se construit.

Ce Forum européen des alternatives réunira des forces politiques de tous

les pays européens, des forces sociales, syndicales, des intellectuels, des citoyens prêts à refonder l'Europe. Notez bien cette initiative à vos agendas.

L'année 2015 pourrait bien être une année d'accélération de la bataille européenne. La Grèce pourrait connaître des élections législatives. Que ferait la France face à une très probable victoire de Syriza ? S'engagerait alors un énorme bras de fer intéressant toutes les forces sociales et démocratiques européennes. Nous devons nous y préparer pas seulement par solidarité avec le peuple grec mais parce qu'une victoire d'Alexis Tsipras pourrait ouvrir une brèche, un espoir pour l'ensemble de l'Europe, et devenir un élément majeur de crédibilisation de notre projet en France. Avant cela, le 24 janvier ►

► se tiendra à Barcelone un forum du sud de l'Europe pour une sortie de crise par le social, à l'initiative des camarades espagnols et grecs.

« En Europe, tous les voyants sont au rouge et font courir, singulièrement au sud, un grave risque de déflation dans la zone euro. »

Vous le voyez, c'est une bataille d'ensemble, multiforme qu'il nous faut faire grandir pour demander l'arrêt immédiat des politiques d'austérité et le lancement d'un programme de relance sociale, de développement des services publics, d'investissements industriels et écologiques, de reconquête de nos politiques bancaires, monétaires et financières.

Toute notre bataille contre l'austérité ne vise pas seulement à changer de cap. Il s'agit de changer de logiciel pour le développement de la société, pour l'avenir de la planète et du monde. La sortie de la crise très profonde de tout le système capitaliste financiarisé doit être pour nous celle de l'invention d'une nouvelle société.

Nous avons entrepris après notre dernier congrès de remettre en chantier tout notre projet. Un travail important a déjà été accompli. Nous le poursuivons, nos conventions nationales y contribuent et nous aboutirons au premier semestre 2016 avant notre prochain congrès à une convention nationale rassemblant l'ensemble. Je lancerai demain un appel au travail commun de toutes les forces sociales, politiques, intellectuelles disponibles pour la refondation d'un tel projet dont j'avais dit au dernier congrès qu'il était en quelque sorte notre communisme de nouvelle génération.

Demain la conférence nationale poussera ce travail de manière plus approfondie à travers 9 ateliers. Ce sera pour nous tous un grand moment d'éducation populaire, de réappropriation par le plus grand nombre de tout notre travail de propositions. Ces travaux feront l'objet en décembre de la sortie d'un numéro exceptionnel de *La Revue du Projet* qui vous le savez joue un rôle croissant dans l'animation de notre travail intellectuel collectif.

CONSTRUIRE DANS LA DURÉE UN MOUVEMENT SOCIAL ET POLITIQUE D'AMPLEUR

Le second objectif sur lequel nous pourrions nous accorder est de faire avancer dans toutes ces batailles les rassemblements et les constructions politiques capables de porter jusqu'au pouvoir ces alternatives.

Notre ambition politique passe par la nécessité de construire, dans la durée, un mouvement social et politique d'ampleur capable de mettre en échec le choix de l'austérité et de promouvoir un nouveau chemin de redressement national. Ce mouvement, à l'échelle nécessaire, fait encore défaut. Bien sûr, nous avons construit le Front de gauche, mais avec des résultats encore trop insuffisants. Bien sûr des mobilisations se multiplient, émergent de nouveaux terrains de luttes posant publiquement des questions structurantes telles celle de l'appropriation publique sociale et publique, des équilibres environnementaux et de l'écosystème, de la République, de l'égalité des droits... Reste que le poids du fatalisme pèse aussi fortement sur le champ des luttes sociales, sur les mobilisations et l'unité syndicale ; persiste la difficulté à faire converger les luttes, leur donner un caractère de masse, rendre incontournables des exigences transformatrices.

SORTIR DE LA CRISE DE PERSPECTIVE

C'est à quoi je vous invite à travailler en démultipliant nos initiatives politiques pour que se rencontrent, échangent et scellent des bases communes l'ensemble des forces politiques et sociales, hommes et femmes partisans de la rupture avec l'austérité et disponibles pour une alternative politique de justice. Notre Parti s'est engagé dans ce sens dès le débat de l'été, je me suis engagé personnellement pour que se créent de telles passerelles : la fête de l'Humanité, les rencontres qui y ont eu lieu et les premiers signes donnés ont constitué un premier signal fort pour une remobilisation de la gauche, ainsi que la réunion nationale du 7 septembre dernier pour une relance du Front de gauche.

Rien ne peut pourtant en rester là. L'accélération de la situation politique nous appelle à franchir une étape politique pour sortir de la crise de perspective. Sauf à y parvenir rapidement c'est l'ensemble du mouvement progressiste qui est menacé d'atomisation et de difficulté majeure. C'est d'ailleurs sur cette faiblesse espérée que misent Hollande et Valls

pour présenter comme inéluctable leur choix de soumission à la finance. Ils se heurtent toutefois à de fortes résistances dans leur camp et l'issue de cet affrontement au sein du PS aura une influence sur l'ensemble de la gauche. Des débats d'une autre nature mais tout aussi vifs existent au sein des écologistes et d'une certaine manière au sein de toutes les familles de la gauche sociale et politique. Nous sommes d'ailleurs de toutes ces forces aujourd'hui la plus unie, et donc un des plus solides points d'appui.

C'est pourquoi à mes yeux le travail du Front de gauche, la nécessité d'en élargir l'ambition de rassemblement relève de la même exigence que celle de poursuivre dans la durée l'effort de dialogue et de convergence des énergies existantes dans la gauche pour l'alternative. C'est une seule et même question si nous voulons réussir à construire une alternative qui pèse réellement le poids.

DES ASSISES CITOYENNES DU FRONT DE GAUCHE

C'est donc une bataille et des initiatives qui doivent se déployer sur tout le territoire sans attendre la fumée blanche d'un repas à la fête de l'Humanité, d'une assemblée générale du Front de gauche ou d'un vote des frondeurs au Parlement. La question n'est pas non plus ou les frondeurs, ou le Front de gauche. La question est : l'alternative gagnante.

Le défi essentiel est de favoriser l'appropriation populaire de l'espace politique pour donner une majorité au rassemblement pour l'alternative, favoriser cette bascule d'hommes et de femmes de gauche, d'électeurs et militants socialistes, écologistes, syndicalistes, associatifs qui le permettent.

C'est à partir de cette ambition que nous devons nous réapproprier l'activité du Front de gauche. C'est pour cela que j'appelle l'ensemble des organisations du Parti à s'investir dans la préparation et la co-organisation d'assises citoyennes sur tout le territoire que venons de décider dans le Front de gauche pour stopper l'austérité et pour une alternative de transformation sociale.

Mon propos ne vise pas ici à minorer la crise traversée ces derniers mois par le Front de gauche, le débat stratégique qui continue à le traverser. Ce débat se poursuit. Il porte sur notre rapport au mouvement populaire et à la gauche dans le moment politique.

C'est donc en poursuivant ce débat mais conscient de la place et du rôle qu'a construit le Front de gauche et des exigences de construction de la période que nous voulons avancer. C'est de la même manière conscient de ces débats que nous devons continuer à prendre des initiatives de contacts et de convergences multiformes dans toute la gauche. Nous pouvons et savons le faire en étant nous-mêmes, décomplexés, unitaires, autonomes.

Avec en toutes circonstances un objectif : être une force à l'offensive politique sur le terrain de la résistance et du rassemblement.

LES 1 000 RENCONTRES POUR L'ALTERNATIVE

que nous avons nous-mêmes commencé à organiser sont à la disposition de ce processus général de construction d'une gauche de transformation et de progrès. C'est ainsi que tout naturellement nous posons la question à nos partenaires du Front de gauche de relayer cette initiative. Je sais que des camarades qui en ont déjà tenues souhaitent faire part de leurs expériences et des premières leçons qu'ils en tirent. [...] La tenue de ces initiatives sera aussi notre contribution à la construction du processus d'Assises initiées par le Front de gauche.

Les forces du Front de gauche ont acté qu'il s'agirait, je cite d' « initier une démarche de rassemblements et d'échanges, permettant de construire des convergences entre des forces sociales et politiques qui veulent une alternative à la politique de Valls et Hollande ».

Ces assises pourront donc se développer dans des rencontres locales alternant avec de grandes initiatives décentralisées qui nationaliseront la démarche en même temps qu'elles ponctueront sa progressivité. De fait, ce processus d'assises n'a pas vocation à rester la propriété ou dans l'étiage du Front de Gauche mais à devenir un processus initié, animé et maîtrisé par l'ensemble des forces et personnalités politiques, sociales et culturelles qui le souhaiteront car se retrouvant dans la démarche et ses objectifs de transformation sociale.

Comme ce processus interviendra dans une année électorale, je crois utile de préciser que la participation à ces assises n'est pas conditionnée par un accord sur les questions de stratégie électorale mais qu'il sera utile bien évidemment à optimiser les convergences possibles sur le champ politique.

Le Front de gauche tiendra deux réunions pour préparer ce processus, une réunion de travail le 25 novembre et une assemblée nationale le 7 décembre comme celle de septembre.

LES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Je voudrais terminer mon propos introductif en évoquant un troisième objectif : les élections départementales qui se tiendront en mars 2015, avant les régionales en décembre.

Compte tenu des évolutions politiques dont je viens de parler et des ambitions que sont les nôtres, elles changent de caractère. Elles n'auront d'ailleurs pas l'objectif que leur avait assigné le gouvernement en imaginant dès 2012 un mode de scrutin et des redécoupages qu'il envisageait alors à son avantage. D'autant qu'entre-temps, la disparition des départements a été programmée par ce même gouvernement.

« Nous pouvons nous retrouver dans de nombreux cantons première force de gauche, être un rempart face à la droite et l'extrême droite dans de nombreux autres. »

Mais changeant de caractère, elles n'en auront pas moins d'importance, au contraire.

Pour la première fois, il s'agira donc d'une élection nationale, avec un nouveau découpage des cantons, et avec pour chaque canton deux titulaires et deux suppléants à parité. C'est le prochain rendez-vous grandeur nature avec les Français. Pour nous, dans ces conditions, je crois que l'objectif doit être clair : protéger les politiques publiques, les services publics, les espaces démocratiques contre les politiques d'austérité et faire de cette élection un grand moment de mobilisation sur ces enjeux et sur la réforme territoriale, un grand moment de construction du rassemblement pour des alternatives.

Même si l'objectif est élevé, nous pourrions viser la construction de candi-

datures dans tous les cantons, en tous cas le maximum, le meilleur score national possible en forte progression partout où c'est possible, l'élection de nombreux conseillers départementaux. L'enquête de Viavoice sur la gauche parue dans *Libération* la semaine dernière montre que les communistes représentent dans le peuple de gauche plus de 31 %. Nous sommes la seule force à progresser. Plus de 6 points dans leur baromètre. Nous pouvons nous retrouver dans de nombreux cantons première force de gauche, être un rempart face à la droite et l'extrême droite dans de nombreux autres. Ce serait une bonne nouvelle face aux dangers d'une droite et de son extrême qui vise à faire basculer tous les pouvoirs locaux dès 2015. Cela donnerait du souffle à des millions de progressistes dans notre pays. Cela donnerait de la crédibilité et de la force à notre construction alternative. Les élections départementales, sont donc une étape importante dans notre stratégie de rassemblement, de lutte contre l'austérité.

Je le dis également sans faux-semblant, rien n'est gagné, mais c'est possible. Il faut donc s'en donner les moyens à commencer par la construction des candidatures, quatre par canton.

Avec les élections départementales, nous voulons changer le pouvoir, en proposant de nouveaux visages qui symbolisent ce que nous voulons comme rassemblement. Les individus personnifient une politique, il nous faut donc être très attentifs vis-à-vis de celles et ceux qui vont porter nos couleurs. C'est ce qui permet de montrer qualitativement ce que nous voulons, ce que nous proposons au suffrage. Il nous faut des femmes et des hommes, à parité, qui vont défendre l'idée de la démocratie locale. Il y a besoin d'élus proches des gens, qui travaillent dans la proximité, qui associent les citoyens dans la décision. Face aux projets gouvernementaux de métropoles, de super-régions qui éloignent les gens des centres de décisions, ils doivent pouvoir compter sur des candidats qui leur ressemblent et sur qui ils vont pouvoir compter. Ils ont ainsi besoin d'élus qui vont défendre les services publics, capables de proposer et de créer de nouveaux services publics. Contre ceux qui rêvent de faire un hold-up sur les 72 milliards d'euros que gèrent les départements, nous pensons par exemple que le département est le bon échelon pour proposer de créer un grand service public d'aide à la personne qui ne laisse pas ces services au seul privé. Nos candidatures, celles que nous soutiendrons ►

► doivent oxygéner la politique, mêler l'expérience et la jeunesse, être à l'image de la France aujourd'hui ignorée des possédants et des gouvernants : des travailleurs, des syndicalistes, des paysans, des chômeurs, des associatifs, des étudiants, des marins pêcheurs, des élus de terrain, des jeunes, des porte-voix, des médecins, des fonctionnaires, des cadres, des salariés, des communistes, des non communistes, voire des membres d'autres partis. Tous différents, mais tous unis pour des valeurs de gauche.

Voilà, chers camarades, je vous avais promis de ne pas faire trop long. Je conclurai demain après nos travaux en présentant aux Français le sens de notre projet. J'ai voulu ici souligner le sens de nos travaux, l'ambition qu'il me paraît essentiel de discuter.

En menant de front un mouvement d'ampleur de luttes contre l'austérité et pour la relance sociale, jusqu'à mettre en échec les politiques dont ne veu-

lent plus les Français, en travaillant à un large effort de construction politique, et en faisant des élections départementales un moment d'avancée significative de ces démarches, je crois que nous pouvons transformer l'année 2015 pour en faire non une année de nouvelles amertumes, mais une année utile à l'alternative dans l'intérêt de notre peuple.

Nous avons beaucoup réfléchi, travaillé depuis l'été. Je suis certain que cette conférence nationale sera le tremplin dont nous avons besoin pour repartir à l'offensive.

Je veux dire à l'adresse de tous ceux avec lesquels nous voulons travailler et avancer, du Front de gauche bien entendu mais aussi à nos amis frondeurs, écologistes, ou tout simplement « socialistes affligés », comme le disent Liem Hoang Ngoc et Philippe Marlière : prenez avec nous conscience de l'urgence et de l'ambition nécessaire ! Et soyez certains de notre détermination à construire !

Demain dans mon allocution de clôture je m'adresserai au pays. Je veux aujourd'hui pour clore cette introduction m'adresser aux communistes. Loin des débats du PS, de l'UMP, du FN, nous nous posons pas la question de changer de nom. Au contraire, nous sommes fiers d'être communistes et de travailler sans relâche à notre communisme de nouvelle génération. Plus que jamais notre pays a besoin de cette force communiste pour travailler à faire sens, à fabriquer du commun. Pour beaucoup, dans ces temps tourmentés, angoissants, nous représentons l'assurance de ne pas transiger sur les principes, sur les valeurs tout en travaillant sans exclusive et humblement aux alternatives politiques.

Les chemins sont complexes, difficiles, mais « aux invincibles chevaliers, aux assoiffés » de bonheur que nous sommes, rien n'est impossible. Le dicton dit lui « qu'à l'impossible nul n'est tenu », mais cette fois-ci mes camarades, nous y voilà tenus. ■

Au terme de la conférence nationale, Pierre Laurent a lancé un appel au peuple de France :

L'ALTERNATIVE, C'EST MAINTENANT

La France souffre ! C'est malheureusement une évidence. Ici même, dans notre conférence nationale, vous vous en êtes fait l'écho. Tous les jours, vous êtes aux côtés de ceux qui souffrent et qui luttent. Ce gâchis nous révolte et nous n'avons pas l'intention de l'accepter. Nous décidons de réagir, de travailler, de discuter, avec les Français, pour inventer ensemble un autre avenir. Les nuages s'accumulent, nous pressentons bien des orages, l'horizon semble bouché. Mais nous le disons : la France n'est pas condamnée à ce chaos. Le ciel peut s'éclaircir.

NOTRE PAYS, NOTRE PEUPLE PEUVENT CONNAÎTRE DES JOURS HEUREUX !

Les médias annoncent depuis deux jours que je vais « hausser le ton ». Pour une fois, les voilà bien informés. Parce que nous ne pouvons plus nous taire devant la désolation politique qui nous entoure. Hollande-Valls qui miment le MEDEF et veulent fermer le cercueil de la gauche. Fillon, Sarkozy et Juppé qui se battent pour prendre la tête d'une UMP qui ne rêve que de revenir pour finir le sale boulot et casser tout ce qui reste de notre modèle social. Et le clan Le Pen, père et fille, qui se frotte les mains attisant la division, le ressentiment, ébahis de

voir les gouvernants et les médias leur servir, tous les matins, sur un plateau l'occasion de développer leur petite entreprise de la haine. Pendant ce temps, où est notre peuple ? Où est la France ? Où est la jeunesse ? Ils ne sont pour ceux-là qu'une masse de consciences à manipuler, des suffrages à embrigader derrière un chef. Le futur chef de la France, puisque paraît-il, c'est ce qui nous manque, c'est un chef, à nous les petits soldats de la guerre économique mondialisée. Nous refusons cela. Nous ne sommes pas, nous les travailleurs de France, nés ici ou venus d'ailleurs, la chair à canon pour la compétitivité des puissances capitalistes mondia-

lisées. Nous sommes un pays, un grand pays, une culture avec des valeurs à partager et nous refusons l'abaissement de la France et du débat politique. Alors, oui, avec vous, mes camarades, nous lançons aujourd'hui un appel au pays tout entier.

OUI, IL EST POSSIBLE DE CHANGER DE POLITIQUE ET DE RELEVER LA FRANCE

Il est possible de changer de logiciel et de construire un nouveau mode de développement. Il est possible de faire gagner une gauche qui ne renie pas ses valeurs. Oui, il est possible d'éviter le retour de la droite ou de la victoire de l'extrême droite. Cela

demande une vision, une ambition et beaucoup d'efforts, c'est vrai. Mais cela en vaut la peine. Vous pouvez compter sur les communistes qui ont toujours été au rendez-vous, dans les heures les plus difficiles traversées par la France. En toute occasion, je n'ai cessé de tenir ce langage, le langage du rassemblement et celui de l'urgence.

« Il est possible de faire gagner une gauche qui ne renie pas ses valeurs. »

Urgence, car nous ne pouvons pas attendre l'arme aux pieds devant les petits calculs politiques, qui préparent déjà 2017 et donne comme grande ambition une candidature socialiste visant la seconde place derrière Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2017. Ce scénario est celui d'une victoire certaine de la droite et de l'extrême droite. Le langage de vérité, ce langage d'urgence, du rassemblement, et des idées nouvelles, je l'ai tenu avec insistance ces dernières semaines. Il est entendu par le pays, par tous ceux qui, à gauche, ne supportent plus la comédie du pouvoir actuel. Pour une raison très simple : ni François Hollande, ni Manuel Valls ne rassemblent la gauche, ne rassembleront une majorité populaire sur leur politique. Avec cette politique menée par eux, ou menée par d'autres, le pays va de toute façon dans le mur car la politique d'austérité est un terrible échec.

Dans toute l'Europe, le constat est sans appel. Toute la zone euro est menacée par la déflation. La croissance est étouffée par les coupes budgétaires et l'écrasement des salaires. Le chômage explose. La consommation des ménages est bloquée et les investissements productifs sont en panne. La France doit se lever en Europe pour dire stop à l'austérité et elle sera entendue. Il y a dix ans, en mai 2005, nous avons dit non à l'Europe libérale. Nous avons raison. Ils ont bafoué notre voix. Aujourd'hui, le combat contre l'austérité continue. En mai 2015, à Paris, nous préparons un grand forum européen des alternatives, pour cette fois dire stop à l'austérité, oui à une alternative avec la gauche européenne de Syriza, du Front de gauche, de la gauche unie en Espagne et de tous ceux et toutes celles qui ne veulent plus de l'austé-

rité. Et nous préparons la victoire de nos amis de Syriza, en Grèce, car ce sera l'heure de vérité pour l'Europe.

Notre pays est plongé dans une très grave crise de confiance, une très grave crise démocratique, pour une raison simple : la très grande majorité de nos concitoyens ne veulent pas de cette politique. Le pouvoir exécutif de François Hollande et de Manuel Valls, connaît une très grave crise de légitimité, pour une autre raison simple, la très grande majorité des électeurs de gauche de 2012 ne veulent pas de la politique conduite aujourd'hui qu'ils ressentent à juste titre comme une trahison.

POUR NOUS, L'ALTERNATIVE C'EST MAINTENANT !

Je propose donc aux Français d'agir sans attendre, de prendre en main, eux-mêmes, le débat démocratique qu'on leur refuse. Nous leur disons : ensemble pour l'alternative on s'y met. Et pour commencer, nous sommes décidés à nous battre en toutes circonstances pour stopper les politiques d'austérité et leurs dégâts. Voilà ce que notre gouvernement de gauche ferait.

LES GRANDS AXES DE CE QUE POURRAIT ÊTRE UNE POLITIQUE DE GAUCHE

Contrôle des fonds publics. Démocratie sociale et droits nouveaux pour les salariés. Une nouvelle loi bancaire pour réorienter le crédit. Construction d'un impôt juste. Hausse des salaires. Avènement d'une VI^e République !

Ces idées, nous les mettons au débat, convaincus qu'elles peuvent contribuer à la construction d'un programme de gouvernement alternatif.

ment de toutes les forces de la gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens.

Maintenant, on s'y met ! Personne ne peut plus rester au milieu du gué. Aujourd'hui, dans le pays, face à la politique menée par le gouvernement au contrat déchiré sous les coups de buttoir du MEDEF, de la droite, du clan Le Pen. La majorité de 2012 s'est comme dissoute sous les coups de la déception et même de la sidération. Mais, si nous sommes capables d'ouvrir des perspectives nouvelles, si le signal est donné, alors je crois fermement qu'une nouvelle majorité populaire peut se reconstituer. Nous ne managerons aucun effort pour cela. Et nous serons, s'il le faut, la « force tranquille » qui ne renoncera jamais à ouvrir le chemin d'une alternative gagnante. Avec le Front de gauche, qui a su utilement ouvrir la voie à partir de 2009, en 2012, et auquel nous voulons redonner toute la vigueur nécessaire, nous construisons dans tout le pays, des assises citoyennes de la transformation sociale. Nous poursuivons sans relâche nos efforts pour dialoguer et construire avec tous ceux, socialistes, écologistes, républicains, qui comme nous sont convaincus de l'impasse actuelle. Mais je le redis, le constat ne suffit plus, c'est à l'action, à la construction qu'il faut passer. À tous, je dis : le temps nous est compté.

LES PROCHAINES ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES

Cette ambition, nous allons la porter dans les prochaines élections départementales en mars 2015. Ces élections seront essentielles. Une bataille est engagée entre ceux qui pour imposer l'austérité et la loi du marché,

« La très grande majorité des électeurs de gauche de 2012 ne veulent pas de la politique conduite aujourd'hui qu'ils ressentent à juste titre comme une trahison. »

Mais je le dis : il est temps que tous ceux qui veulent sortir et le pays, et la gauche de l'ornière, engagent ce débat, ce travail. Il est temps, pour les citoyens, les militants, les responsables de la gauche qui ne veulent pas renoncer d'envoyer le signal : nous nous mettons au travail pour construire une alternative, nous avons besoin de la réflexion et de l'engage-

ment de toutes les forces de la gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens. Nous irons à cette bataille avec le Front de gauche pour protéger l'action publique, les services publics et la démocratie locale. Ces élections sont une étape vers la construction de l'alternative à gauche. Nous ne laisserons pas faire la droite et l'extrême droite qui veulent conquérir tous les

► pouvoirs locaux en 2015, sur la route de 2017. Nous présentons partout des candidats, des candidates et travaillons à ce qu'ils incarnent un rassemblement de gauche contre l'austérité. Nous voulons que nos candidates et candidats soient le visage divers et multiple de la France qui travaille, recherche et étudie : des ouvriers, des salariés, des étudiants, des intellectuels, des chercheurs, des hommes et des femmes de culture. Nous montrerons à travers ces candidates et candidats où se trouve réellement le monde du travail.

UN APPEL PRESSANT À TRAVAILLER À UNE ALTERNATIVE ET AUSSI UN ENGAGEMENT

Les communistes n'ont jamais failli quand le sort de la France est engagé. Nous sommes disponibles, les communistes sont disponibles pour le travail commun. Nous n'estimons pas avoir raison d'avance et tous seuls. Nous sommes disponibles pour travailler avec tous ceux qui veulent s'y frotter. Et ils peuvent nous faire confiance pour une raison : si nous avons beaucoup changé, si nous avons beaucoup évolué, si nous avons même beaucoup tâtonné, nous n'avons jamais renoncé à être ce que nous sommes : des communistes, des combattants, des résistants, des chercheurs d'avenir. Nous l'avons fait avec nos qualités et avec nos défauts, nos doutes et nos hésitations et parfois des certitudes trop grandes. Mais nous l'avons fait en restant fidèles à nos engagements, nos valeurs, fidèles même à nos rêves d'un monde plus juste, solidaire et fraternel. C'est pourquoi nous restons attachés à ce beau mot de « communiste » : nous n'avons pas la tentation de nous cacher, de nous masquer, de nous camoufler, comme il est aujourd'hui de mode au PS, ou Manuel Valls veut écarter le mot socialiste, à l'UMP ou Sarkozy ne veut plus paraître entendre parler du mot droite, ou au FN, où le bleu marine est devenue une couleur de camouflage. Nous sommes fiers de nos couleurs et du rouge que nous portons au cœur.

L'ALTERNATIVE, NOUS NE POUVONS L'ÉCRIRE SEULS

D'abord parce que ce projet communiste n'est pas un projet pour le Parti communiste : c'est un projet pour la France, pour l'Europe et le monde. Ensuite parce que nous ne pouvons imaginer, dessiner l'avenir que dans ce qui bouge et ce qui se bouscule déjà. Dans le mouvement de la vie. C'est pourquoi ce projet a besoin pour

s'écrire des ouvriers, des salariés, des agriculteurs, des ingénieurs, des cadres et dirigeants d'entreprises, toutes et tous confrontés aux bouleversements du travail. Nous avons besoin des habitants des cités, de ces nouvelles zones qu'on dit « urbaines », dont les vies se transforment et se confrontent à des environne-

urgents. Aux syndicalistes, aux militantes et militants du mouvement social, aux féministes, aux citoyens et salariés, je veux dire que nous avons besoin de leur expertise, de leur pratique du quotidien, de leurs idées et conceptions, pour dans le respect de ce que nous sommes les uns, les unes et les autres, travailler à ouvrir une

« Nous nous mettons au travail pour construire une alternative, nous avons besoin de la réflexion et de l'engagement de toutes les forces de la gauche, des syndicalistes, des militants associatifs, des citoyennes et citoyens. »

ments nouveaux. Nous avons besoin des intellectuels, des chercheurs, des artistes et acteurs de la culture, pour anticiper les évolutions de la société, imaginer l'avenir. C'est pourquoi ce projet ne peut être qu'un projet de rassemblement.

À partir de janvier, je vais faire le tour de la France pour aller à la rencontre de tous ces acteurs. Je veux écouter, entendre ce qui se dit, ce qui se pense dans les territoires, comment l'avenir s'y dessine. Je veux écouter et entendre mais pas seulement. Je veux aider à des rencontres, contribuer à mettre du monde autour de tables rondes, à bâtir des ruches où l'on se parle, où on travaille, où on élabore, où l'on se confronte pour anticiper ce que sera le monde.

Je lance, un appel à tous ; aux citoyens et citoyennes, au Front de gauche, aux

perspective alternative de justice, d'égalité et de solidarité. Aux chercheurs, aux artistes, aux créateurs, je veux dire que nous avons besoin d'eux, de leurs capacités d'analyse et d'anticipation, de leurs sensibilités pour inventer un autre monde que celui de la barbarie que nous promet le système capitaliste. Que nous voulons renouer des rapports neufs entre le monde politique et celui de la création, des rapports débarrassés des pratiques politiques et de la soumission aux impératifs de l'utilité immédiate et des « coups de com ». Aux communistes, aux militants et élus, je veux dire que nous avons une grande responsabilité. Je les appelle à mettre en œuvre ce que nous avons décidé ensemble, à travailler à ce rassemblement, à relancer partout le Front de gauche qui donne de la dynamique à notre engagement, je leur demande de se tourner partout

« Nous serons, s'il le faut, la "force tranquille" qui ne renoncera jamais à ouvrir le chemin d'une alternative gagnante. Avec le Front de gauche. »

forces de la gauche politique, aux écologistes. Nous savons ce qui s'annonce, l'échec historique programmé du pouvoir socialiste, la victoire possible de la droite, du Front national. Ce scénario peut être mis en échec. Nous disons écarter tous les petits calculs et nous consacrer à une seule chose : sortir de l'ornière en inventant un nouveau mode de développement pour la France. Et c'est

vers les autres, avec audace, avec conviction, avec ambition et modestie, avec générosité pour construire cette union pour une alternative à l'austérité. Oui, au peuple de France, je lance un appel, vous connaissez tous le dicton, à l'impossible nul n'est tenu, aujourd'hui je vous le dis à tous rêvons ensemble car nous sommes tenus à l'impossible. ■

Je suis d'accord avec la thèse qui court au long des contributions : la mise en cause des prétendus « assistés » de la Sécurité sociale est populaire parce que des prestations sociales communes ont été progressivement réduites au bénéfice de prestations centrées sur des publics cibles (par ex. la mise sous condition de ressources d'une partie des allocations familiales), ce qui nourrit le ressentiment de ceux qui dépassent à peine les seuils d'éligibilité. Contre cette dérive, il faut réaffirmer l'universalité des prestations sociales et des services publics communs : oui, l'universalité est au cœur d'une Sécurité sociale émancipatrice. C'est pourquoi je suis stupéfait que depuis trente ans notre parti et la CGT aient fait de la modulation des cotisations sociales (une proposition qui revient dans au moins deux contributions du dossier) le cœur de leur proposition de réforme de son financement. Cette proposition de type pollueur-payeur est dangereuse : l'unicité du taux de cotisation est aussi décisive à l'universalité de l'institution que l'unicité des droits aux prestations. Quand se seront multipliés les taux de cotisation, le jeu des capitaux dominants sur les différences de taux viendra doubler leur jeu sur les différences de conventions collectives, et alors bonjour les dégâts multipliés de la sous-traitance ! Si cette revendication l'emportait, c'en serait fini et des collectifs de travail et de la Sécurité sociale.

PRESTATIONS CONTRIBUTIVES ET NON CONTRIBUTIVES

Cela dit, le dossier ne dit rien sur ce qui a été jusqu'ici le vecteur décisif de la mise en cause de l'universalité, à savoir la distinction entre prestations contributives et non contributives. Contrairement à ce qui est écrit à plusieurs reprises, la réforme n'a pas d'abord comme objet la réduction de la protection sociale à la lutte contre la pauvreté. Son objet premier est l'augmentation de la contributivité des prestations : qu'on pense au « j'ai cotisé, j'ai droit » sur lequel repose la réforme des pensions ou du chômage, et à la multiplication des comptes individuels générateurs de droits proportionnels aux points ou aux jours accumulés. C'est cette contributivité accrue qui appelle en contrepartie des « prestations non contributives » réservées à des groupes définis par leur difficulté à accumuler des droits contributifs. Les mêmes droits pour tous sont remplacés par deux types de droits s'adressant à deux populations distinctes : ceux qui sont censés tirer leur épingle du jeu sur le marché du travail grâce à la « sécurisation des parcours professionnels » construite ANI après ANI par le MEDEF et la CFDT, et les victimes du marché du travail. En faisant dépendre les droits sociaux de la « contributivité », c'est-à-dire de la présence sur le marché du travail, les réformateurs font des prestations sociales soit une prévoyance en répartition (le « salaire différé »), soit une lutte contre la pauvreté de victimes toujours suspectes de passivité

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Énoncer ainsi l'enjeu de la réforme est très différent de dire, comme on peut le lire dans le dossier, que fondée en 1945 sur le pari de la généralisation de l'emploi stable pourvoyeur de cotisations suffisantes, « la maîtrise socialisée du marché de l'emploi » au cœur de la Sécurité sociale se serait depuis trente ans heurtée aux politiques de dérégulation du marché du travail et d'activation des dépenses qui, en conditionnant les prestations à l'emploi à tout prix (cf. RSA activité), fragilisent l'emploi stable et correctement payé tout en marchandisant le service de l'emploi, dérive qu'il faudrait contrer par « une véritable sécurisation de l'emploi et de la formation ». Quand elle a été à l'offensive des années 40 aux années 60, la classe ouvrière n'a pas cherché à maîtriser le marché du travail mais à le supprimer. Le marché du travail est une institution centrale du capitalisme qui découle de la propriété lucrative des instruments de production, et il n'est pas plus amendable que cette dernière. Le statut de la fonction publique, celui des salariés des entreprises publiques, ces grandes

institutions liées aux noms de Maurice Thorez et de Marcel Paul, suppriment le marché du travail, radicalement dans la fonction publique d'État, qui repose sur le salaire à vie de salariés dont la qualification, et donc le salaire, est attachée à la personne par le grade. Il n'y a pas de bon marché du travail, par plus qu'il n'y a de bon emploi, si on désigne rigoureusement par ce terme l'attribution de la qualification (et donc du salaire) au poste de travail ou au parcours professionnel mais jamais à la personne même du salarié ; et la « sécurité emploi-formation » a bien du mal de se distinguer de la sécurisation des parcours professionnels. Le seul projet à la hauteur de 1945 est la suppression conjointe de l'emploi et de la propriété lucrative et leur remplacement par le salaire à vie pour tous et par la copropriété d'usage de tous les outils de travail par les seuls salariés ou travailleurs indépendants.

Si ce projet d'honneur 1945 en le poussant plus loin n'est pas une utopie, c'est parce que la Sécurité sociale, contrairement à ce qui est énoncé dans plusieurs contributions et implicite dans la plupart, n'est pas la couverture de besoins, assurée grâce à la solidarité de ceux qui ont un emploi par la socialisation de la richesse créée dans les entreprises, qui bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre mieux reproduite. Pas plus que le salaire direct n'est du « pouvoir d'achat » (il a été conquis comme la reconnaissance d'une qualification, précisément contre le « prix de la force de travail » qui couvre les besoins de sa reproduction), la cotisation n'est pas la couverture de besoins de reproduction élargie de la force de travail, ni une ponction sur la valeur produite par des actifs solidaires d'inactifs. Ou alors il faut démontrer que les parents éduquent des forces de travail, que le système de santé, qui se consacre en majorité à la dernière année de vie, reproduit des forces de travail, que l'espoir de vingt ans de retraite est nécessaire à la présence sur le marché du travail. Plus encore, il faut démontrer que la classe ouvrière n'a jamais été révolutionnaire, qu'elle a tout juste réussi à changer la répartition de la valeur mais pas du tout sa production, que les capitalistes ont raison quand ils disent que ne produisent de valeur que ceux qui vont sur le marché du travail pour mettre en valeur du capital, et que ceux qui n'ont pas d'emploi ne peuvent vivre que de la solidarité de ces actifs.

UN SALAIRE À VIE

À côté du statut de la fonction publique, la cotisation sociale instaure en 1945 – et ici c'est Ambroise Croizat qu'il faut nommer – non pas un autre partage mais une autre production de la valeur économique. Tout comme les fonctionnaires produisent la valeur économique correspondant à l'impôt qui les paie, la cotisation est un salaire qui reconnaît une production de valeur par ceux qu'elle paie : en 1945 les parents, puis les soignants, et, depuis les années 1970, les retraités et les chômeurs. C'est le tiers du PIB qui est produit aujourd'hui par un travail sans employeurs ni actionnaires ni dictature du temps, selon une pratique salariale anticapitaliste. La réforme est la tentative du capital de réimposer sa pratique de la production de valeur. À nous de renouer avec la dynamique révolutionnaire en généralisant à toute la production une pratique salariale déjà bien implantée et combattue sans merci : copropriété d'usage de tous les outils de travail, salaire à vie pour tous de 18 ans à la mort (par exemple dans une fourchette 1 500-6 000 euros nets mensuels), mesure de la valeur par la qualification du producteur, subventionnement de l'investissement par une cotisation économique et une création monétaire sans crédit, démocratie sociale dans toutes les institutions de la valeur sur le modèle de la gestion du régime général de la Sécurité sociale par des salariés élus élisant les directions des caisses entre 1947 et 1960.

*Bernard Friot est sociologue. Il est professeur émérite à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

Le pari d'une alternative gagnante

Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national du PCF et responsable adjointe du comité du projet, fait le point pour *La Revue du projet* sur le travail de la conférence nationale des 8 et 9 novembre.

Quel message politique le PCF a-t-il envoyé avec sa conférence nationale ?

Un message d'engagement des communistes, dans leur unité et leur détermination, à construire une alternative de gauche dans notre pays. Et construire, cela veut dire prendre des initiatives politiques pour combattre les politiques d'austérité maintenant, les stopper et rendre majoritaire un nouveau projet, un projet de gauche pour la France. Sans attendre 2017 car les dégâts vont être énormes si on laisse se dérouler la politique Hollande-Valls inspirée du MEDEF : socialement, économiquement et du point de vue environnemental. Ce n'est pas

forces, des groupes, des personnalités... – mais qui ne converge pas encore. C'est cette absence de perspective qui empêche de redonner espoir au peuple de gauche pour qu'il se mobilise.

Les communistes, comme le montrent les initiatives prises çà et là, ont déjà engagé ce travail de dialogue, de propositions, de batailles concrètes avec la volonté de rassembler ceux et celles qui veulent sortir notre pays de l'ornière libérale.

Ce fut aussi un message de combat des communistes pour modifier les rapports dans le monde, engager un nouvel ordre international fondé sur le droit, libéré des dominations dont celles du capitalisme financiarisé et de grandes puissances,

nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat politique à mettre en œuvre par un nouveau gouvernement. Et plusieurs grands axes ont été développés : reprendre le pouvoir sur la finance (banques, nationalisations), redonner du souffle à notre République sans diviser ni exclure mais au contraire faire société avec tous, engager un plan de relance sociale avec la hausse des salaires et le développement de la protection sociale et celui des services publics. Il faut agir maintenant, personne ne peut rester spectateur ou dans le flou. Et plusieurs propositions d'initiatives sur la durée ont été annoncées pour permettre de rassembler sur des batailles politiques et la construction d'un projet de gauche.

Premièrement, engager la bataille contre l'austérité au long cours, le 15 novembre étant une étape qui en appelle d'autres avec le collectif 3A, la nationalisation des autoroutes, la transparence sur le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et l'interpellation des pouvoirs publics et des entreprises sur son utilisation...

Deuxièmement, se donner avec le Front de gauche une nouvelle étape de rassemblement pour l'alternative de gauche avec la construction d'assises citoyennes pour la transformation sociale.

Troisièmement, un appel à engager une bataille contre l'austérité à l'échelon européen et à construire avec les forces sociales et progressistes un forum européen pour des alternatives.

Que retenir-vous des échanges du samedi sur la situation politique ?

Il y a une lucidité chez les communistes à propos de la situation du pays, de la situation politique et les dégâts que les politiques de Sarkozy et de Hollande ont

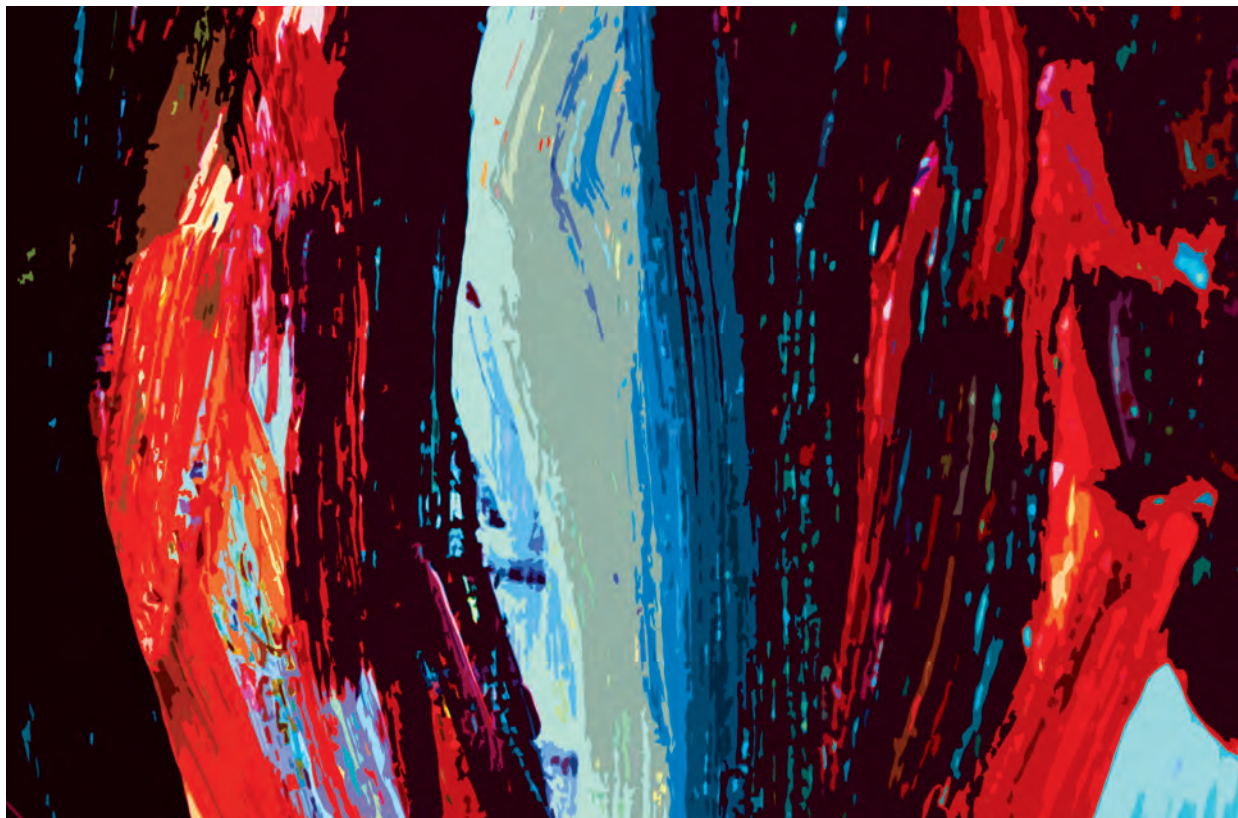
« Les communistes, comme le montrent les initiatives prises çà et là, ont déjà engagé ce travail de dialogue, de propositions, de batailles concrètes avec la volonté de rassembler ceux et celles qui veulent sortir notre pays de l'ornière libérale. »

ce gouvernement qui en sera capable car il ne souhaite pas une politique de justice sociale, de lutte contre les inégalités et de relance sociale. Face aux urgences et au temps qui nous est imparti, si on refuse le scénario catastrophe annoncé : une droite et une extrême droite en quête de victoire pour 2017 sur fond de défaite du pouvoir socialiste, alors il faut passer à l'action. Nous voulons construire ce qui pour le moment est appelé des vœux de beaucoup dans le camp de la gauche – des

des logiques d'affrontement pour construire un monde de paix, de solidarité et de développement partagé.

Le message, c'est aussi l'appel public que Pierre Laurent, secrétaire national, a lancé au pays pour dire qu'il est possible de changer de politique, de relever le pays et que les communistes sont disponibles pour construire cette alternative de gauche maintenant, avec le Front de gauche. Nous voulons engager la mise en construction d'assises citoyennes.

Un appel pressant pour travailler à une



créés dans les têtes avec les discours de division, de rejet, de défiance des politiques. Lucidité à propos des défis à relever et donc des responsabilités qui sont les nôtres comme force politique dans ce moment-là. Et il y a donc aussi une

gré de l'actualité. Accord aussi sur la mise en œuvre des décisions prises lors de nos derniers conseils nationaux : prendre des initiatives politiques permettant d'enrayer les politiques d'austérité en France et en Europe. En ce sens, les inter-

tiques d'austérité ou le rejet des politiques libérales comme si l'une n'allait pas avec l'autre, mais il faut poursuivre l'échange. Cela rejoint le débat sur le processus pour transformer la société.

Et il y a aussi le débat sur les contours du rassemblement : rassembler les citoyennes et citoyens et faire fi des forces organisées, avoir à choisir entre plusieurs acteurs à gauche : d'un côté le Front de gauche et de l'autre, les socialistes, les écologistes et autres forces en désaccord avec le gouvernement.

« Un appel pressant pour travailler à une nouvelle majorité de gauche, un nouveau contrat politique à mettre en œuvre par un nouveau gouvernement. »

inquiétude : « Est-ce qu'on peut être à la hauteur, est-ce qu'on va y arriver ? » car nous avons conscience que le temps presse, qu'il y a urgence pour l'avenir de notre pays à construire une alternative de gauche. Il y a urgence aussi à garantir l'avenir du mouvement progressiste permettant les transformations sociales. Il y a une unité des communistes qui peut permettre d'être à l'offensive, d'être une force actrice dans le mouvement politique et social. C'est un point à souligner car c'est un élément pour donner confiance à ceux et celles qui, à gauche, refusent les choix libéraux de ce gouvernement et qui s'inquiètent du devenir du pays comme du devenir de la gauche.

Qu'est-ce qui fait débat et qu'est-ce qui fait accord chez les communistes ?

Ce qui fait accord, c'est la qualification de l'action du gouvernement Hollande-Valls et la volonté de ne pas rester commentateurs de la situation politique au

ventions montrent la multitude d'initiatives prises contre l'austérité dans tous les lieux : institutionnels, dans les entreprises, les communes, les quartiers. Elles témoignent aussi de la créativité militante avec des actions et des pratiques de solidarité concrète...

Ce qui fait débat, qu'il faut poursuivre en confrontant les expériences, c'est : qu'est-ce qui peut faire convergence et rassembler pour arracher des victoires dans la période ? Et donc, où mettons-nous le curseur sur les ruptures à opérer ? Il y a aussi le débat autour de ce qui peut faire mouvement. Le rejet des poli-

Le PCF fait le pari d'une « alternative gagnante » sans attendre, avec tous ceux qui refusent l'austérité. Sur quels grands axes comptez-vous bâtir une nouvelle majorité ?

C'est un pari audacieux mais à partir du moment où, après la politique mise en œuvre par Sarkozy et la droite, celle du gouvernement Valls est en échec et

« Il y a une unité des communistes qui peut permettre d'être à l'offensive, d'être une force actrice dans le mouvement politique et social. »

minoritaire dans le pays, il peut y avoir une nouvelle majorité politique qui porte un nouveau projet de gauche. Nouvelle majorité portant sur les valeurs de gauche, d'idées et de propositions de réformes. Privatisations ou nouvel essor des services publics ? Partage des richesses ou accaparement par une ►

► minorité de riches ? Justice sociale et fiscale ou accroissement des inégalités et de la pauvreté ? Le pouvoir aux banques et décideurs privés ou le pouvoir aux citoyens, aux salariés et à leurs

« La question de l'unité des exploités et des dominés reste un véritable défi à relever. »

représentants ? Faire société avec tous ou poursuivre la fragmentation de la société qui ne profite qu'à l'extrême droite et aux forces du capital ?

Et l'on voit bien que sur beaucoup de ses choix, nous sommes majoritaires, et qu'il faut donc engager tous ceux et celles qui refusent ces politiques d'austérité à se mettre en mouvement pour construire des propositions concrètes et en rupture avec la domination des marchés financiers. Car cela veut dire aussi être en capacité de produire des lieux de résistance et des lieux où on pratique de nouvelles formes d'expression citoyenne et de solidarité. La question de l'unité des exploités et des dominés reste un véritable défi à relever.

Les élections départementales peuvent-elles permettre de passer aux travaux pratiques ?

« Il y a donc, avec ces élections, une grande bataille à mener dans tout le pays, dans les cantons et départements entre ceux qui veulent l'austérité locale et la loi du marché et ceux qui veulent des services publics et la satisfaction des besoins des habitants. »

Ce sera et c'est déjà un moment qui va compter, puisque tout le pays est concerné par cette élection qui prend donc un caractère national. Les communistes en débattent et y voient une étape pour construire l'alternative de gauche.

Il ne s'agit pas pour nous de laisser faire la droite et l'extrême droite qui sont dans la conquête ou la reconquête de pouvoirs dans les départements. Il ne s'agit pas non plus pour nous de laisser aux forces du capital la prise de pouvoir sur les départements. Car, avec la cure d'austé-

térité que le gouvernement impose aux collectivités et avec la réforme territoriale proposée par le gouvernement, avec en ligne de mire la disparition des départements, c'est le risque de privatisation des services publics locaux ou ceux assurés par les associations.

Il y a donc, avec ces élections, une grande bataille à mener dans tout le pays, dans les cantons et départements entre ceux qui veulent l'austérité locale et la loi du marché et ceux qui veulent des services publics et la satisfaction des besoins des habitants. Entre ceux qui, pour cela, veulent brader la démocratie locale et ceux qui au contraire veulent la développer pour être à l'écoute et faire participer, dans la proximité, les citoyens à la politique locale.

C'est avec cette ambition que nous lançons un appel aux citoyennes et citoyens, aux forces qui se reconnaissent dans ces principes, à porter partout des candidatures représentatives de ceux et celles qui luttent, qui créent, qui souffrent, un appel à se rassembler pour des politiques de gauche, de combat contre l'austérité dans les départements.

De quelle manière les ateliers du dimanche alimentent-ils le travail du projet ?

Tout d'abord, il faut remarquer un grand intérêt des communistes pour travailler sur le projet : la participation active dans les neuf ateliers, sur neuf problématiques parfois ardues en témoigne. On ne peut que s'en féliciter. Il y a une réelle envie de mieux maîtriser les enjeux, les défis et les réponses à apporter sur de grandes

tantes, d'expériences diverses que nous devons mieux mettre en commun pour mener les batailles d'idées, les batailles politiques dont notre pays, le mouvement progressiste en France, en Europe et dans le monde, ont besoin. C'est pourquoi, nous devons élargir le réseau des communistes qui peuvent participer aux différents secteurs et commissions. Un appel a été lancé à la participation dimanche, il a déjà reçu un écho positif et nous allons le renouveler.

Il y a une envie de poursuivre et une demande de mieux articuler ce travail avec les fédérations, les sections. Le travail avec les conventions est un levier, et la décision de tenir une convention sur le projet en 2016 va nous pousser à identifier les questions, les problématiques à traiter avec une cohérence permettant d'identifier, de faire identifier ce qu'est notre projet d'émancipation humaine, notre projet de communisme de nouvelle génération.

Il s'agira à partir des travaux, introduction et synthèses des ateliers de donner une cohérence à quelques axes de changement que pourrait porter un projet de gauche. Le comité du projet va y travailler ainsi que la direction nationale.

Lorsque Pierre Laurent, dans son discours de clôture, estime que le projet communiste en construction n'est pas un projet pour le Parti communiste, qu'entend-il par là ?

Ce qu'il veut dire, c'est que notre projet d'un communisme de nouvelle génération est un projet d'ambition pour le développement humain durable, et qu'il se construit avec tous ceux et celles qui veulent porter cette envie de coopération, de partage et d'émancipation. Il y a les communistes et il y a bien d'autres personnes qui veulent travailler avec nous car, comme je le disais, nos convictions et notre engagement pour l'intérêt général donnent confiance. Nous pouvons encore aller plus loin pour que ceux et celles qui se sentent en mal de gauche et de construction alternative se sentent à l'aise avec les communistes. ■

questions : une nouvelle ère de la démocratie, un nouveau modèle de développement humain durable, une mondialisation transformée.

Il y a besoin de connaissance et d'appropriation des travaux, des propositions que les secteurs, les commissions du PCF travaillent et qui ont besoin de plus irriguer l'ensemble des militants. Non pas d'une manière verticale mais pour associer les communistes à l'élaboration des réponses, au travail commun. Il y a une richesse d'expertises de terrain, de compétences professionnelles et/ou mili-

Accord Climat Chine/États-Unis : « un début de prise en compte de l'urgence climatique »

L'accord entre les deux principaux pollueurs au monde (43 % des émissions de gaz à effet de serre[GES]) témoigne d'un début de prise en compte de l'urgence climatique à la veille des conférences de Lima en décembre et de Paris fin 2015. Toutefois, une lecture précise de l'accord montre d'assez sérieux malentendus. En effet, alors que 2013 a atteint un nouveau record d'émissions de CO₂, l'annonce d'engagements conjoints États-Unis/Chine témoigne surtout de la pression de l'opinion publique en se donnant des satisfécit réciproques.

Ainsi, pour surmonter l'opposition du Congrès, Barack Obama annonce des chiffres de réduction des GES en référence à l'année 2005 alors que la référence internationale est 1990. Dans ces conditions l'engagement réel

des États-Unis par rapport à Kyoto n'est que de 3 %. L'ampleur de l'annonce de ce jour tend à se dégonfler. Quant à la Chine, elle s'engage à atteindre son pic de pollution au plus tard en 2030, ce qui revient à dire qu'il n'y aura pas de baisse. Relevons tout de même qu'un Américain produit 16 tonnes de CO₂ par an contre 7 tonnes pour un Chinois et 5,3 pour un Français.

Les négociations pour un accord transparent, contraignant mais différencié, selon le niveau de développement de chaque pays, doivent donc s'amplifier pour préserver la planète et l'humanité. Les pays riches et industrialisés dont les États-Unis doivent s'engager sur des efforts beaucoup plus consistants que leur permet la maîtrise des technologies et des brevets associés.

SECTEUR ÉCOLOGIE

Ukraine : « pour une médiation diplomatique avec les "séparatistes" de l'Est »

Devant les risques d'une conflagration en Europe, l'urgence absolue d'une solution politique

La paix en Europe est gravement menacée par le conflit ukrainien. « Un scénario de guerre totale » entre les autorités de Kiev et les républiques autoproclamées du Donbass n'est plus à exclure.

Ce qui est à la base de la situation de tension extrême que vit l'Europe orientale c'est le bras de fer mortifère avec la Russie auquel se livrent les grandes puissances du fait, principalement, de la volonté des États-Unis et de leur bras armé, l'OTAN (une organisation héritée de la Guerre froide qui n'a plus sa place au XXI^e siècle) de marquer leur puissance.

Les répercussions de ce conflit régional n'en sont pas moins globales pour l'Europe et le reste du monde. En témoignent les tensions au dernier sommet du G20 de Brisbane avec de nouvelles menaces de sanctions contre Moscou et la volonté d'isoler la Russie.

Le nationalisme exacerbé monte de toutes parts. L'économie de l'Ukraine est en faillite. La Russie et l'UE paient les lourdes conséquences des sanctions sans rien résoudre de la crise actuelle. On rajoute la crise à la crise : économique, énergétique, sociale, humanitaire.

La partition de l'Ukraine gagne du terrain. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections du 26 octobre, où la très grande partie des habitants de l'est et du sud du pays n'a pu s'exprimer alors que dans le même temps étaient commises de graves atteintes aux droits d'expression, touchant particulièrement le parti communiste d'Ukraine, ont renforcé les forces ultranationalistes au parlement, prêtes à en découdre avec le Donbass. Le scrutin dans l'Est, le 2 novembre, a été rejeté par Kiev comme par les « Occidentaux », poussant encore plus ce pays vers une impasse.

Depuis des mois, les conditions d'un cessez-le-feu, accepté par l'ensemble des parties, le 5 septembre à Minsk sous l'égide de la Russie et de l'OSCE, n'ont pas été respectées plongeant le pays dans la guerre civile. La décision du président ukrainien Petro Porochenko,

soutenu par les oligarques, de couper les vivres à la population de l'est et d'avertir, par avance, le Conseil de l'Europe de « la suspension des droits de l'homme dans la zone de conflit » (!), ne peut que raviver les tensions et les souffrances d'une population gravement éprouvée par des mois de conflit qui ont fait 4000 morts, des milliers de blessés, des centaines de milliers de déplacés. Ce diktat brutal de Kiev est odieux et inacceptable.

Devant les risques d'un véritable embrasement en Ukraine, les forces de paix ne peuvent regarder en silence ce drame qui se joue en Europe même. Elles doivent agir au plus vite pour appeler à l'arrêt des combats et pour une solution négociée.

Le PCF appelle dans l'immédiat la France à s'investir pleinement au sein de l'UE pour une médiation diplomatique avec les « séparatistes » de l'Est et le pouvoir central de Kiev, et avec la Russie.

LE PCF PROPOSE :

- 1/ la création d'une force d'interposition formée par l'OSCE (dont la Russie est membre) qui serait déployée dans le Donbass principalement dans la zone de Donetsk et Lougansk pour geler les combats et établir une ligne de cessez-le-feu suite aux accords de Minsk ;
- 2/ le retour à une négociation à Minsk entre les parties en conflit sous l'égide de la Russie et de l'OSCE ;
- 3/ le déploiement d'une aide humanitaire d'urgence via le CICR ;
- 4/ dans le plus long terme, une réunion d'une conférence internationale en 2015 pour relancer un processus de partenariat de paix, de sécurité et de coopération communes en Europe via l'OSCE, en forme d'Helsinki II, 40 ans après les premiers accords d'Helsinki. Un processus qui permette d'avancer notamment vers un moratoire du déploiement de l'OTAN dans la région et l'interdiction des armes nucléaires tactiques en Europe.

SECTEUR INTERNATIONAL

La tyrannie des experts

Ils forment la nouvelle *nomenklatura* néolibérale qui a largement contribué, ces dernières années, à consolider le pouvoir des classes dominantes. Ils cumulent les postes universitaires, squattent les médias, ne boudent pas les conseils d'administration et hantent les cabinets ministériels. Plongée dans cette caste des zélotes du tout-marché avec le « Cercle des économistes ».

PAR **GÉRARD STREIFF**

Au beau milieu de l'été dernier, le Cercle des économistes tenait ses 14^e rencontres à Aix-en-Provence, en présence de Michel Sapin. Au menu, les mécanismes d'investissement où il fut beaucoup question de dispositifs français inadaptés. Quelques heures plus tard, ouvrant la Conférence sociale, à Paris, François Hollande annonçait pour l'automne des assises de l'investissement « pour adapter nos dispositifs ». Hasard du calendrier, sans doute...

Le « Cercle des économistes », qui siège au 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, à quelques foulées de l'Élysée, a été créé au tout début des années 2000. Il existait déjà sur le marché nombre de cercles et autres clubs où se croisaient idéologues, possédants et gens de médias, dont la fonction était de renforcer la connivence de la caste dominante, sa perpétuelle réadaptation. Ici, il s'agissait d'autre chose, d'un projet pédagogique, propagandiste, d'un formatage idéologique. La fin des années quatre-vingt-dix est une période où la critique antilibérale montait fort, dans la suite des

mouvements sociaux de 1995. Face à cette nouvelle contestation, le projet du Cercle est de relancer la vulgate libérale, la rendre « accessible au plus grand nombre » comme dit la page de présentation de son site sur le Web. Autrement dit, pas question pour ces économistes de rester dans leur tour d'ivoire, le Cercle serait militant ou ne serait pas.

L'organisation regroupe une trentaine d'économistes (liste jointe) ; elle est présidée par Jean-Hervé Lorenzi. Les premières lignes de sa biographie, publique, stipulent : « Titulaire de la chaire Transition démographique, transition économique, de la Fondation du risque ; président du pôle de compétitivité, de finance et innovation ; conseiller du direc-

toire de la compagnie financière Edmond-de-Rotschild ». Ajoutons qu'il est aussi administrateur d'Euler Hermès, du Crédit foncier, de BNP Paribas Cardif, président de l'Observatoire des délais de paiements, membre du conseil de la revue *Risque*, de l'Institut Montparnasse (MGEN), du comité scientifique du Grand Clermont. Et ne parlons pas des fonctions antérieures, une petite dizaine de titres. Lorenzi est à l'image des membres du Cercle : on aime cumuler chez ces gens-là.

DES EXPERTS DU GENRE TRIPODE

On dira qu'ils sont du genre tripode, un pied dans la machine capitaliste, un autre dans la formation universitaire (et ses à-côtés médiatiques), un dernier dans le haut appareil d'État. Autrement dit, on gère, on profite, on endoctrine.

Dans l'appareil d'État, on les trouve à la direction du Trésor (Claire Waysand), au Conseil d'analyse économique auprès du premier ministre (Pierre Cahuc, Lionel Fontagné, Alain Trannoy) ; au Conseil d'orientation des retraites (Jean-Michel Charpin), au Conseil économique du développement durable (Pierre Jacquet), au Conseil d'orientation pour l'emploi de Bercy (Hélène Rey, Jean-Paul Betbèze), bref à des postes clés. Le plus bel exem-

« Restaurer la vulgate libérale et la rendre "accessible au plus grand nombre" . »

ple est celui de Laurence Boone, *managing director* et chef Europe de la banque américaine Merrill Lynch, nommé au printemps dernier, cela fit un tout petit peu de bruit, la conseillère économique de l'Élysée. Ces gens ont aussi leurs entrées en Europe, bien sûr, comme Benoît Coeuré, au directoire de la Banque centrale européenne.

Bref, ces libéraux qui moquent l'État sont très introduits dans la machinerie ; ils ont l'oreille des ministres et disposent bien souvent de plus de pouvoirs qu'eux.

Ces compères trustent aussi des postes universitaires, à Paris-Dauphine notamment (où le Cercle organise un séminaire annuel sur la finance mondiale) mais pas que : Sciences Po, Paris-1, CNAM, HEC, EHESS, Polytechnique. Ils sont à Berlin, à Londres, à Harvard, comme Philippe Aghion, qui joua le rôle de grand gourou lors de l'université d'été du MEDEF. Certains ont la haute main sur les nominations de professeurs : André Cartapanis par exemple préside le jury du concours d'agrégation des profs d'université en sciences économiques. Marxistes s'abstenir...

Cette attention à la formation, cette pression sur le monde de l'éducation, sur les enseignants est forte, assez proche de ce que réalise de son côté l'Institut de l'entreprise (MEDEF). L'objectif visé, la cible prioritaire, pour un Patrick Artus, par exemple (Natixis), ce sont « les 12 000 profs d'éco que compte le pays ».

Les liens des gens du Cercle avec les média sont notoires. Ces experts ont table ouverte dans les radios, télévisions, journaux et autres réseaux sociaux. On les retrouve tous les jours sur Radio Classique, tous les mercredis dans *Les Échos*. Agnès Bénassy-Quéré chronique

à France-Culture, Pastré est à Arte ; ce dernier pige aussi à Fayard. Bertrand Jacquillat est administrateur des PUF. Une belle énergie au service de la pédagogie libérale, qui se déploie en symbiose avec un organe de presse comme *Le Monde*. Ce quotidien, avec le Cercle, en effet, décerne depuis 2000 le « prix du meilleur jeune économiste », machine

« Objectif ? Cibler les 12 000 profs d'éco que compte le pays ! »

à formater la nouvelle génération des économistes français. Le lauréat 2014 est un certain Augustin Lantier (né en 1974) dont la bio sur Wikipédia frise la caricature : fort tropisme américain (MIT, Chicago, New York), créateur de *hedge fund* et chercheur d'une perspicacité limitée : il déclarait en 2007 que « le danger d'une explosion financière, et donc le besoin de régulation, n'est pas si grand qu'on ne le pense » (Lire son texte dans *Les Échos* du 27 juillet 2007 : « Le méga-crach n'aura pas lieu » où ce futur meil-

leur jeune économiste de France 2014 expliquait, dit sa bio, que « *les hedge funds* comme la titrisation réduisaient fortement les mécanismes conduisant à un effondrement boursier ».)

Ces gens du « Cercle » n'étant pas du genre désintéressés, on les retrouve aussi dans les parages de grands groupes ou de banques : Rothschild (Lorenzi), Kering – ex PPR de Pinault (Boone), Natixis, AMF, Total (Artus), BNP-Paribas (Mistral), Bolloré (Roux), SCOR – le groupe d'assurance de Denis Kessler (Trainar), etc. Christian de Boissieu participe à l'Autorité des marchés financiers.

Leurs interventions publiques tiennent plus de la prédication que de l'analyse. Et leur antienne se limite en vérité à une dizaine de couplets : démantèlement du Code du travail, coupes dans les dépenses publiques et sociales, accélération des exonérations fiscales pour le capital, libérer le marché, réformer l'État, *bing bang* social, dédramatiser l'entreprise, moins taxer les plus-values, repousser l'âge de la retraite... Du classique, pas de quoi décrocher le Nobel d'économie avec cette litanie.

Ces nantis, qui naviguent (en première classe) avec la même aisance dans les eaux sarkoziennes ou hollandovallsiennes, se comportent en apôtres d'une société *low cost*. Ils font penser à cette phrase de Joseph Stiglitz, prix Nobel 2001 d'économie, dans le mensuel (2010) : « Les économistes ont fourni le cadre intellectuel utilisé par les régulateurs financiers pour justifier leur inaction. La théorie économique est devenue un monde autosuffisant, une fausse représentation de la réalité. » ■

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES

Philippe Aghion ; Yann Algan ; Patrick Artus ; Agnès Bénassy-Quéré ; Françoise Benhamou ; Jean-Paul Betbèze ; Laurence Boone ; Anton Brender ; André Cartapanis ; Jean-Michel Charpin ; Jean-Marie Chevalier ; Hippolyte d'Albis ; Christian de Boissieu ; Pierre-Yves Geoffard ; Patrice Geoffron ; Bertrand Jacquillat ; Jean-Hervé Lorenzi ; Catherine Lubochinsky ; Jacques Mistral ; Olivier Pastré ; Jean Pisani-Ferry ; Jean-Paul Pollin ; Hélène Rey ; Dominique Roux ; Christian Saint-Etienne ; Christian Stoffaës ; Akiko Suwa-Eisenmann ; David Thesmar ; Philippe Trainar ; Alain Trannoy ; Pierre Cahuc ; Benoît Coeuré ; Lionel Fontagné ; Pierre Jacquet ; Anne Perrot ; Claire Waysand.

« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. » Karl Marx, Friedrich Engels - *L'Idéologie allemande*.

L'idéologie pragmatique

Théorie et idéologie seraient-elles une charge inutile pour l'homme politique ainsi que pour tout professionnel ?

PAR MIGUEL ESPINOZA*

Les pères états-uniens du pragmatisme Charles S. Peirce et William James seraient heureux de constater que les idées nouvelles et marginales qu'ils ont conçues vers la fin du XIX^e siècle sont arrivées à faire partie du sens commun moins d'un siècle plus tard.

LA VALEUR DES IDÉES PRAGMATIQUES

Il est difficile de trouver un meilleur critère de succès pour une idée que son incorporation à l'inconscient collectif. Mais quelle est la valeur des idées pragmatiques ? La popularité est une marque du succès social, non de validité. Le point de départ du pragmatisme est philosophiquement technique et se trouve dans la théorie de la connaissance. Au moment de critiquer les normes cartésiennes subjectives de clarté et de distinction d'une idée, Peirce proposa, en tant que critère de signification d'un concept, une procédure objective : l'efficacité, les effets pratiques. La considération de tous les effets pratiques d'un objet est la conception complète de cet objet. On se rappelle Bacon : « la connaissance, c'est du pouvoir ». Si tous les effets pratiques du vin montrent que c'est du vin, il est absurde de se demander, à un moment donné, s'il peut être le sang du Christ. Mais il est évident que l'opération, manuelle ou symbolique, bien qu'indispensable pour préciser la signification d'un concept — en ce sens, la contribution de Peirce est capitale et indéniable

—, n'épuise pas la signification étant donné qu'avant n'importe quelle opération il faut déjà avoir une idée de ce que l'on va faire. Toute opération présuppose donc une signification. Concernant la vérité, pour le pragmatique, elle n'est autre chose qu'une opinion devenue stable. Mais aucun pragmatique n'a été capable d'expliquer pourquoi les conjectures peuvent converger et se stabiliser. Par contre, le penseur réaliste explique que les recherches sont guidées par une réalité répétitive et, surtout, structurellement stable.

PRAGMATISME ET IDÉOLOGIE

En 2007, le président N. Sarkozy affirma que pour trouver les solutions au problème du chômage et de la croissance, « il est inutile de réinventer le fil à couper le beurre. Toutes ces théories éco-

applique des idées préconçues sur les valeurs.

En écoutant un débat ou une déclaration politique en France ou ailleurs, l'observateur lucide est surpris et contrarié par l'opposition systématique que les représentants de la droite néolibérale dressent entre le pragmatisme qu'ils disent incarner, et l'idéologie attribuée aux sympathisants de la gauche. Une autre constante est l'éloge que les néolibéraux font du pragmatisme en l'associant au progrès et à la modernité, tandis que l'idéologie (non pragmatique) appartiendrait à un passé révolu. On est étonné par l'absence de réaction face à ces erreurs commises parfois par ignorance, mais le plus souvent de façon malintentionnée. La rectification s'impose. *Primo*, il n'y a pas d'alternative entre le pragmatisme et l'idéologie parce que

« Il n'y a pas d'alternative entre le pragmatisme et l'idéologie parce que le pragmatisme est une idéologie. »

nomiques... moi-même parfois je m'y perds. Ce que je veux, c'est que les choses fonctionnent. » Pouvant choisir, personne ne ferait appel à un médecin inefficace. Quoi de plus normal que de rechercher l'efficacité. La désorientation, l'erreur, c'est de considérer l'action efficace comme une fin en soi alors qu'elle n'est qu'un instrument, un moyen dont la valeur dérive de celle de la finalité. Pour beaucoup de personnes l'exigence d'efficacité est devenue un lieu commun fédérateur, une baguette magique qui mettrait les hommes d'accord, ce qui serait impossible tant qu'on

le pragmatisme est une idéologie. *Secundo*, tant qu'il y aura des êtres humains, ni le monde d'aujourd'hui ni aucune période future ne verra la disparition de l'idéologie car celle-ci est indispensable à la vie humaine. Une idéologie est un système d'idées, de croyances, de valeurs et de symboles adopté par une société en vertu duquel ses membres expliquent, évaluent et justifient leurs actions. L'idéologie permet à la société d'apprécier et d'évaluer sa propre position par rapport à d'autres sociétés et finalement par rapport au monde considéré comme un tout. Le fait de par-

tager la même idéologie unifie et fortifie la société, l'aide à défendre ses intérêts et à persévérer dans son existence. Attendu que l'être humain atteint son statut de personne dans la mesure où il est un être social et culturel, il s'ensuit que la personne, aussi pragmatique soit-elle, n'existe pas sans idéologie. La tâche qui s'impose n'est donc nullement l'élimination de l'idéologie. Il s'agit de la rendre aussi explicite que possible en vue de l'accommoder à la critique rationnelle et en vue de distinguer, en connaissance de cause, les composants auxquels on n'est pas disposé à renoncer. Bien qu'une idéologie puisse se propager délibérément, ses valeurs, et plus généralement ses composants, ne sont pas tous consciemment élaborés et adoptés. Ceci explique que toute action, qu'on le veuille ou non, est guidée idéologiquement. Le pragmatique, par contre, veut faire croire que, pour lui, il n'y a pas de finalité rationnellement préétablie pour l'action, raison pour laquelle ses programmes de gouvernement sont assez vides et qu'il prétend essayer de sauver les difficultés sans ordre hiérarchique mais seulement dans l'ordre chronologique d'apparition.

Pour le doctrinaire pragmatique contemporain, dans les affaires humaines, le bien le plus précieux est le succès dans l'action. Il existe chez lui un culte du succès, sans s'arrêter à penser à sa signification, ni à ses causes profondes ni à ses conséquences à long terme. Mais une

qu'un gouvernant ait un intérêt particulier pour l'argent ne signifie pas que tel soit l'intérêt de la plupart de ses gouvernés. Différents groupes de citoyens, avec des valeurs différentes, ont des besoins incompatibles. Problème pour le pragmatique : en vertu de quoi – de quelle idéologie – arbitre-t-il ? Qui décide, et avec quels critères, que telle finalité est

qu'elles ? Il saute aux yeux que, pour décrire et essayer de résoudre les problèmes, les théories, et, plus largement, les idéologies, sont nécessaires. Mais le pragmatique croit pouvoir éviter aussi les théories : l'important « c'est que les choses marchent ».

Les animaux savent, sans le comprendre à la façon humaine, comment agir

« Les pragmatiques croient naïvement que par une sorte de sens commun l'intérêt individuel et l'intérêt collectif sont voués à coïncider. »

plus souhaitable que d'autres ? Qui décide, et avec quels critères, quels sont les obstacles pour atteindre telle ou telle finalité et quelle voie de solution est préférable à d'autres ? Plus profondément encore : qu'est-ce qu'un besoin ? Comment ordonner les besoins dans une hiérarchie ? Comment ne pas voir dans le critère pragmatique de vérité – « ce qui satisfait un besoin » (W. James) – une complaisance souvent égoïste, une tendance à l'auto-indulgence ? Les pragmatiques croient naïvement que, par une sorte de sens commun, l'intérêt individuel et l'intérêt collectif sont voués à coïncider. Mais l'expérience montre que ce n'est pas vrai. Le sens commun étant historique, il est en grande partie un résidu d'idées qui

efficacement. Leur degré de conscience est relatif selon leur espèce, ce qui ne les empêche pas d'être souvent meilleurs que nous dans leurs tâches vitales d'alimentation et de reproduction. C'est ce que l'on voit, par exemple, chez les insectes qui arrivent à survivre à nos tentatives d'extermination chimique. Cela dit, il ne faudrait pas non plus exagérer l'absence de compréhension chez les animaux car, en effet, les animaux supérieurs, ceux qui ont une représentation de leur environnement, ne sont pas aussi pragmatiquement inconscients qu'on voudrait parfois le faire croire.

En somme, ce qui est en jeu en examinant le pragmatisme est la conception de l'être humain, l'avenir de la compréhension et de son degré de conscience. Les conséquences sont intellectuelles et morales. Se présenter comme moderne et pragmatique, comme quelqu'un de convaincu que la théorie et l'idéologie sont une charge inutile pour l'homme politique ainsi que pour tout professionnel, c'est adopter une attitude indigne consistant à se féliciter d'agir sans comprendre. ■

« L'idéologie permet à la société d'apprécier et d'évaluer sa propre position par rapport à d'autres sociétés et finalement par rapport au monde considéré comme un tout. »

chose est estimable, a une valeur, dans la mesure où elle est utile pour satisfaire les besoins de quelqu'un. D'où cette difficulté insurmontable pour le dirigeant pragmatique : comment justifier qu'il représente les besoins de la plupart des citoyens gouvernés. Par exemple, le fait

étaient, autrefois, de découvertes. C'est pourquoi toute personne réfléchie est perplexe devant la facilité avec laquelle les pragmatiques (gouvernants, militaires, etc.) prennent chaque jour des décisions qui affectent la vie de tant de personnes : que savent-ils sur les consé-

*Miguel Espinoza est philosophe. Il est professeur honoraire de philosophie des sciences à l'université de Strasbourg.

Leçon d'histoire : vie et mort d'un gouvernement

À l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Albert Soboul, *La Revue du projet* rend hommage à ce grand historien de la Révolution, en publiant un extrait d'un de ses ouvrages.

PAR ALBERT SOBLOUL*

« La Montagne a triomphé de la Gironde grâce aux sans-culottes parisiens : elle n'entendait pas cependant céder à leur pression. Le problème se posa pour elle, dans les semaines qui suivirent la journée du 2 juin [1793, NDLR], de freiner le mouvement populaire sans pour autant encourager une réaction favorable à la Gironde. Soucieux en effet de rallier cette partie de la bourgeoisie qui dans le conflit avec les Girondins avait gardé la neutralité, les Montagnards entendaient ménager les possédants et les modérés. Il n'entraîna nullement dans leurs vues de réaliser l'ensemble du programme politique et social que les militants populaires du Comité insurrectionnel du 31 mai avaient mis en arrestation : arrestation des Girondins, mais aussi expulsion de la Convention de tous les appelants [ceux des députés qui prônaient l'appel au peuple dans le cadre du procès de Louis XVI plutôt que le jugement par l'Assemblée nationale, NDLR.], formation d'une armée révolutionnaire soldée, chargée d'arrêter les suspects et d'assurer le ravitaillement de Paris, application du maximum des grains et extension de la taxation à toutes les denrées de première nécessité, épuration des armées et des administrations, en particulier par la révocation des nobles... La Montagne s'efforça de rassurer la bourgeoisie en rejetant la terreur, en protégeant la propriété et en maintenant le mouvement populaire dans des bornes étroites : équilibre difficile à réaliser, que ruina en juillet l'aggravation de la crise [...]. La politique modérée et conciliatrice de la Convention montagnarde n'avait pu empêcher l'extension de la guerre civile.

Dans les départements où ils étaient en force, les Girondins se levèrent contre la Convention : la révolte fédéraliste s'étendit tandis que la Vendée redoubla et que de tous côtés les frontières cédaient sous la poussée de la coalition.[...]

LA CRISE POLITIQUE EN JUILLET 1794

La crise politique, en juillet 1794, présente de multiples aspects. Tandis que la dictature jacobine se concentrait et se renforçait entre les mains du Gouvernement révolutionnaire, sa base sociale se rétrécissait sans cesse dans Paris, sa base politique dans la Convention. La division des deux Comités de gouvernement [Comité de salut public et Comité de sûreté générale, NDLR], la désunion dans le Comité de salut public achevèrent de nouer la crise. Dans Paris et dans l'ensemble du pays, l'opinion se lassait de la terreur tandis que le mouvement populaire se détournait du Gouvernement révolutionnaire.

atteinte à son droit de propriété. [...] Le mouvement populaire, depuis le drame de germinal [il s'agit de l'exécution des hébertistes, NDLR], s'est peu à peu détaché du Gouvernement révolutionnaire. Durant le printemps 1794, sous le fauxsemblant des manifestations de loyalisme envers la Convention et les Comités de gouvernement, on constata une irrémédiable dégénérescence de la vie politique sectionnaire, une invincible désaffection de la sans-culotterie parisienne à l'égard du régime. « La Révolution est glacée », note Saint-Just. Les raisons en furent d'ordre à la fois social et politique. Sur le plan politique, les assemblées générales de section ont été mises au pas, les élections des magistrats municipaux et sectionnaires supprimées, auxquelles les sans-culottes tenaient comme manifestation essentielle de leurs droits politiques. Une répression larvée s'est poursuivie contre les militants accusés d'hébertisme : mot comode qui permettait d'atteindre les cadres sectionnaires hostiles à la centralisation jacobine et demeurés atta-

« Le mécontentement ouvrier éclata au moment même où les autorités robespierristes de la Commune de Paris auraient eu besoin de l'appui confiant des masses populaires »

La lassitude de la Terreur était d'autant plus grande que la victoire paraissait ne plus exiger de répression. La bourgeoisie d'affaires supportait mal le contrôle gouvernemental sur l'économie ; elle entendait qu'on en revînt au plus tôt à la liberté totale de production et d'échange que lui a donnée la Révolution de 1789. Elle redoutait aussi qu'il ne fût porté

chés au système de la démocratie populaire. Quelques tentatives d'agitation sectionnaire, vite réprimées, manifestèrent cependant la persistance de l'opposition populaire. En floréal, la section de Marat relança le culte de l'Ami du peuple ; mais le 3 prairial (22 mai 1794), les Comités de gouvernement interdirent les fêtes « partielles ». Fin messidor, ce

fut dans la plupart des sections la campagne des *banquets fraternels*, aussitôt dénoncés et condamnés.

Sur le plan social, la nouvelle orientation de la politique économique mécontentait les consommateurs populaires. La Commune épurée, maintenant dirigée par le robespierriste Payan, réhabilitait le commerce : « Qu'ont produit les criail-

tenant n'interdisait aux particuliers de faire venir des denrées du dehors, en ordonnant l'arrestation de ceux qui entraveraient le commerce, la Commune de Paris favorisa le marché clandestin et ruina la taxation. Elle ménageait ainsi les producteurs et les artisans, mais au détriment des couches les plus pauvres de la sans-culotterie, travailleurs et salariés

application de la loi Le Chapelier. La publication du maximum parisien des salaires, le 5 thermidor (23 juillet 1794), fut le couronnement de cette politique restrictive. Ce tarif, en application stricte de la loi du 29 septembre 1793, imposait aux travailleurs une baisse autoritaire parfois considérable : un tailleur de pierre des chantiers du Panthéon qui gagnait 5 livres en ventôse, ne recevait plus que 3 livres 8 sols. Le mécontentement ouvrier éclata au moment même où les autorités robespierristes de la Commune de Paris auraient eu besoin de l'appui confiant des masses populaires [...].

« Sur le plan politique, les assemblées générales de section ont été mises au pas, les élections des magistrats municipaux et sectionnaires supprimées, auxquelles les sans-culottes tenaient comme manifestation essentielle de leurs droits politiques. »

leries sans cesse renaissantes lancées contre les sangsues du peuple... contre les épiciers ? », demande-t-il le 9 messidor (27 juin 1794). Les denrées de première nécessité étaient taxées ; mais le gouvernement ne les réquisitionnait pas, se contentant de fournir du pain dont la distribution incombait aux autorités municipales. En précisant que rien main-

à qui elle interdisait par ailleurs toute action revendicative. Dès floréal, la poussée des prix des subsistances, consécutive à la publication du nouveau maximum et au relâchement du contrôle, suscita l'agitation ouvrière pour une augmentation des salaires, affectant les divers corps de métier. Elle fut brutalement réprimée par la Commune, en

ROBESPIERRE ET SAINT-JUST PRISONNIERS DE LEURS CONTRADICTIONS

Robespierre, disciple de Rousseau, mais de culture scientifique et économique quasi nulle, avait en horreur le matérialisme des philosophes comme Helvétius. Sa conception spiritualiste de la société et du monde le laissa désarmé devant les contradictions qui s'affirmèrent au printemps 1794. S'il a su donner une justification théorique du Gouvernement révolutionnaire et de la Terreur, Robespierre fut incapable d'une analyse précise des réalités économiques et sociales de son temps. Sans doute, il ne pouvait sous-estimer la balance des forces sociales et négliger le rôle prépondérant de la bourgeoisie dans la lutte contre l'aristocratie et l'Ancien Régime. Mais Robespierre, comme Saint-Just, demeura prisonnier de ses contradictions : ils étaient l'un et l'autre trop conscients des intérêts de la bourgeoisie pour s'attacher totalement la sans-culotterie, mais trop attentifs aux besoins des sans-culottes pour trouver grâce aux yeux de la bourgeoisie.

Le gouvernement révolutionnaire était fondé sur une assise sociale formée d'éléments divers et contradictoires, donc dépourvus de conscience de classe. Les Jacobins, sur qui s'appuyaient les Robespierriens, ne pouvaient lui donner l'armature nécessaire : eux non plus ne constituaient pas une classe, encore moins un parti de classe, strictement discipliné, qui eût été un instrument efficace d'action politique. Le régime de l'an II reposait sur une conception spiritualiste des rapports sociaux et de la démocratie ; les conséquences lui en furent fatales. » ■

*ALBERT SOBOUL

1914. Dans le fracas des mobilisations générales s'effondrent les espoirs de paix et de révolutions sociales. Dans les langes d'Ammi Moussa, en Algérie, voit le jour Albert Soboul qui, par la suite, va éclaircir nos connaissances sur la Révolution française. Issu d'une famille modeste et pupille de la Nation après le décès de son père pendant la Grande Guerre, Albert Soboul (1914-1982) entreprend pourtant de brillantes études. À l'âge de 23 ans, il publie son premier ouvrage aux Éditions sociales, *Saint-Just, ses idées politiques et sociales*, avant d'obtenir l'année suivante, en 1938, l'agrégation d'histoire. Albert Soboul fut l'auteur d'une thèse unanimement qualifiée, en son temps, de magistrale, sur les sans-culottes parisiens de l'an II. Pour cela, il est d'abord présenté comme l'historien de la sans-culotterie, celui qui, enfin, donna corps et vie à cette masse révolutionnaire parisienne, à ce peuple en mouvement qui fut si décisif dans la dynamique du processus révolutionnaire. Mais Albert Soboul fut beaucoup plus encore. Une bibliographie complète de ses travaux compterait 311 titres ! Professeur à l'université de Clermont-Ferrand puis détenteur de la chaire d'histoire de la Révolution française en Sorbonne, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française, président de la Société des études robespierristes et rédacteur en chef des *Annales historiques de la Révolution française*, il est reconnu comme l'un des plus grands historiens de la Révolution. Son remarquable parcours intellectuel est indissociable d'un fort engagement politique dans les rangs du PCF. Ce positionnement le conduisit, non pas à plaquer une théorie sur des faits, mais à se poser les questions qui permettent une analyse fine des réalités historiques à l'œuvre au cours de la Révolution française.

Extraits d'Albert Soboul, *La Révolution française*, Paris, Éditions sociales, 1982, reproduits avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

Les territoires sont des produits sociaux et le processus de production se poursuit. Du global au local les rapports de l'Homme à son milieu sont déterminants pour l'organisation de l'espace, murs, frontières, coopération, habiter, rapports de domination, urbanité... La compréhension des dynamiques socio-spatiales participe de la constitution d'un savoir populaire émancipateur.

Où va l'Irak ?

On ne peut isoler les événements dramatiques que connaît actuellement l'Irak de son histoire. La création d'un pays démocratique et laïque est la condition nécessaire au développement durable de l'Irak de demain.

PAR **PATRICK RIBAU***

BREF RAPPEL HISTORIQUE

Depuis 46 ans, avec l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein et l'établissement de sa dictature, la population irakienne n'a connu que des conflits sanglants, tant sur le plan intérieur (répression des forces démocratiques et progressistes, gazage des Kurdes à Halabja et déportation vers le sud du pays, destructions de villages entiers, massacre des chiites dans les marais, embargo, famine, provoquant des centaines de milliers de victimes) qu'extérieur (guerre Irak/Iran, première et deuxième guerres du Golfe avec l'invasion et l'occupation américaine, l'ingérence des puissances régionales...).

Avec la prise de contrôle de Mossoul, deuxième ville d'Irak située au nord du pays sur les bords du Tigre, le 10 juin 2014 par les forces djihadistes du Daesh « État islamique » (EI), l'Irak replonge dans la barbarie avec le massacre de dizaines de milliers de civils innocents. Les chrétiens de toutes obédiences, les Yézidis, les Turkmènes, les Shabaks (communautés autochtones vivant en Irak depuis plus de 2 000 ans), toutes les minorités ethniques et religieuses sont victimes

de persécutions qui visent à les déraciner et à les contraindre à fuir leurs maisons, leurs villages pour trouver refuge dans les montagnes, au Kurdistan d'Irak, où ils vivent dans des conditions précaires et sanitaires déplorables.

Ainsi, selon l'ONU, la violence terroriste a provoqué le déplacement de plus de 1,6 million d'Irakiens pendant les neuf

premières années de la guerre. La violence a atteint un niveau inégalé, que les services publics ont été laissés à l'abandon, que les niveaux de vie, de santé et d'éducation se sont détériorés, alors que dans le même temps la sécurité n'était pas assurée. Tous ces facteurs n'ont pu que constituer un terreau fertile aux forces islamistes, obscurantistes, terroristes, recevant le renfort des « resca-

« La spéculation, la contrebande, le blanchiment de l'argent de la corruption, les activités parasitaires n'ont cessé de se développer. »

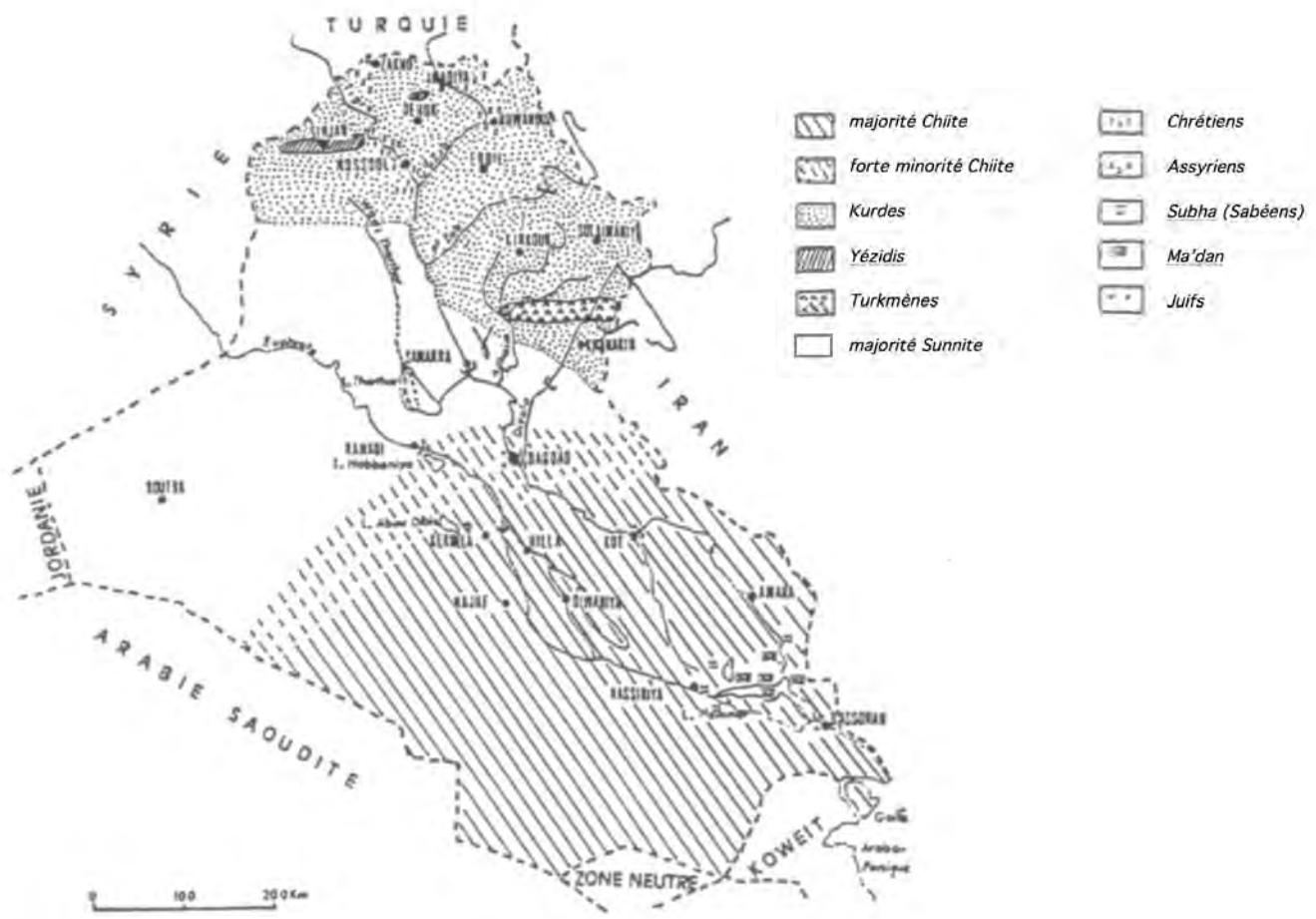
premiers mois de 2014, et rien qu'en août, 850 000 ont dû fuir leurs maisons, provoquant un désastre humanitaire.

CONSTAT SUR LA SITUATION DE L'IRAK

Expliquer la crise actuelle, nous ramène dix années en arrière avec l'occupation américaine, la destruction de l'État, des infrastructures, la volonté des forces politiques chiites de se maintenir à tout prix au pouvoir, la corruption endémique à tous les niveaux, les luttes intestines des différentes factions au pouvoir qui ont accentué la souffrance et la colère de la population, d'autant que le chô-

mage a atteint un niveau inégalé, que les services publics ont été laissés à l'abandon, que les niveaux de vie, de santé et d'éducation se sont détériorés, alors que dans le même temps la sécurité n'était pas assurée. Tous ces facteurs n'ont pu que constituer un terreau fertile aux forces islamistes, obscurantistes, terroristes, recevant le renfort des « resca-

pés baasistes » du régime dictatorial de Saddam Hussein et de l'étranger plongeant l'Irak dans les atrocités d'une guerre civile au bilan particulièrement lourd, les attentats suicides ayant tué plus de 7 000 personnes en 2014 dont 3 000 rien qu'en juillet et en août. Faute de politiques publiques en faveur de la reconstruction et du développement faisant suite aux guerres et aux destructions, l'économie irakienne est devenue rentière, elle dépend quasi exclusivement des revenus du pétrole et importe l'essentiel de l'étranger pour sa consommation intérieure, son secteur productif étant marginalisé. Cette



situation, associée à un partage ethnique et sectaire des pouvoirs, a engendré une nouvelle classe qui s'est enrichie en détournant des sommes pharamineuses d'argent public en provenance de contrats d'État avec la complicité de fonctionnaires influents et corrompus. La spéculation, la contrebande, le blanchiment de l'argent de la corruption, les activités parasites n'ont cessé de se développer. Cette collusion des intérêts entre les forces politiques au pouvoir et les secteurs parasites et de contrebande engendre une économie de marché totalement débridée qui privatise et détruit tout ce qui reste du secteur public, mettant à mal l'immense majorité de la population pour le seul profit d'une poignée d'individus qui s'enrichissent impunément.

DES SOLUTIONS ?

La résolution de la crise que connaît aujourd'hui l'Irak passe par le démantèlement du système de répartition ethnique, religieuse, sectaire du pouvoir. Le changement du président de la République Jalal Talabani par Fouad Massoum le 24 juillet et la nomination le 11 août de Haïdar Al-Abadi, vice-président du parlement, membre de l'Alliance nationale irakienne (ANI) comme premier ministre à la place de Nouri Al-Maliki, titulaire du poste depuis 2006 a favorisé la formation d'un gouvernement d'union nationale sous la pression des

forces démocratiques et de Barack Obama qui posa cette condition pour épauler l'Irak dans sa lutte contre l'État islamique (EI). Le nouveau régime se doit d'affirmer son engagement en faveur d'une véritable démocratie tant sur le plan des institutions politiques et sociales et de mener la reconstruction de l'État sur les mêmes bases. Il se doit de re-

tenir. Bien évidemment, c'est au peuple irakien à décider démocratiquement de son propre destin sans ingérences des puissances étrangères qui cherchent à imposer leurs modèles impérialiste et ultralibéral. S'attaquer aux racines du mal ne passe pas par des interventions militaires de quelque pays que ce soit mais par la

« S'attaquer aux racines du mal, ne passe pas par des interventions militaires de quelque pays que ce soit mais par la recherche de solutions politiques, par l'ouverture d'un dialogue national et régional. »

respecter les droits de l'Homme, politiquement, socialement, garantir l'égalité des droits entre tous les citoyens, la justice sociale, l'indépendance et la souveraineté nationale. La création d'un État civil, d'un pays démocratique et laïque qui repose sur le peuple dans toutes ses composantes sans exclusive est la condition nécessaire au développement durable, économique, social, politique et culturel de l'Irak de demain. L'utilisation des ressources naturelles, notamment le pétrole doit servir exclusivement au bien-être et au progrès social de toute la popula-

recherche de solutions politiques, par l'ouverture d'un dialogue national et régional. Une conférence sous l'égide de l'ONU à laquelle participeraient toutes les nations de la planète sans exclusive, un soutien aux forces démocratiques, permettrait de détruire ces monstres que les États-Unis et leurs alliés ont créés et de mettre fin à la guerre. ■

*Patrick Ribau est géographe. Il est professeur honoraire à l'université Paris-VII-Denis-Diderot et rédacteur en chef de *La Pensée*.

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une question scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » et conscience sans science n'est souvent qu'une impasse.

Les « humanités numériques » ^(2/2)

Comment éditer l'*Encyclopédie* aujourd'hui ?

Nous avons évoqué dans le n° 36 (avril 2014) les enjeux des humanités numériques. Les possibilités et les difficultés de ces défis numériques sont examinées ici sur l'exemple d'une édition « intelligente » de l'*Encyclopédie* Diderot-D'Alembert.

ENTRETIEN AVEC **ALAIN CERNUSCHI, ALEXANDRE GUILBAUD, MARIE LECA-TSIOMIS ET IRÈNE PASSERON***

Dabord, qu'est-ce que l'*Encyclopédie* Diderot-D'Alembert ?

Dans l'édition originale de base, dite de Paris, c'est dix-sept volumes de 1000 pages grand format sur deux colonnes (1751-1765), plus onze volumes de planches (1762-1772), plus cinq de « Suppléments » (1776-1777), plus deux de tables (1780), soit trente-cinq volumes, l'équivalent de 35 000 grandes pages. Mais cette édition n'est pas la seule, il y en a eu, au XVIII^e siècle, sept ou huit principales, qui comportent des variantes importantes, significatives sur le plan politique, religieux ou même scientifique.

Quelle est la part des sciences et techniques dans l'*Encyclopédie* ?

Elle est très importante et souvent de haute qualité, notamment pour les mathématiques et la physique par D'Alembert. Il y a aussi la chimie par Malouin, Venel et d'Holbach, l'histoire naturelle par Daubenton, la médecine par Aumont, Vandenesse, beaucoup « d'arts », c'est-à-dire de techniques et

de métiers, avec des planches expliquées, ce qui est une nouveauté, par Diderot, etc. Certains de ces articles joignent l'état avancé de la science de l'époque à des réflexions philosophiques

« Ces versions électroniques apparaissent statiques. Or l'*Encyclopédie* est un processus vivant s'étalant sur un siècle. »

profondes, comme « Expérimental » ou « Éléments des sciences ». Le fait de lier sciences et arts d'une façon qu'on qualifierait de dialectique est également nouveau.

Qu'est-ce qui est disponible actuellement en version papier ?

On ne trouve dans le commerce que de petits morceaux choisis soit de textes, soit de planches. Il existe bien une réimpression en fac-similé, très grand format, avec quatre pages réduites en une, effectuée il y a une trentaine d'années et coûtant cher, sauf quand on trouve

des volumes dépareillés dans les brochantes. Il y a aussi un marché d'occasion à des prix inimaginables pour les collectionneurs d'éditions anciennes. Il est bien évident que personne n'achèterait aujourd'hui une réédition sur papier. Des versions électroniques, et surtout commentées, dont l'intérêt historique est mis en perspective, que l'on peut s'approprier par différentes navigations, s'imposent.

Existe-t-il des versions électroniques ? Est-ce autre chose que la numérisation d'écrits en mode image ou en mode texte ?

Oui, des éditions ont été numérisées sous forme d'images, on en trouve plusieurs sur Gallica (la bibliothèque numérique de la BNF) et sur Google : ce sont juste des photos des pages des volumes. Il y a aussi des versions dites « en mode texte », c'est-à-dire transcrites sur ordinateur, par exemple ce qu'on appelle *The ARTFL Encyclopédie Project* de l'université de Chicago :

<https://encyclopedia.uchicago.edu/>
Ce groupe y a ajouté un moteur de recherche pour retrouver des mots, des groupes de mots, ainsi que des listes d'auteurs, des bibliographies, des présentations, etc. issus des études entreprises depuis quelques décennies, mais tout cela n'est pas toujours fiable ni bien justifié. Il existe aussi une version « wiki-source » collaborative, où les internautes peuvent corriger eux-mêmes le texte à

partir de l'image lorsqu'il y a des erreurs : la transcription y est beaucoup plus fiable, mais sans commentaires ni présentations :

http://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Encyclop%C3%A9die/1re_%C3%A9dition

Tout cela n'est donc pas satisfaisant ?

Tout à fait. D'abord, ces versions électroniques apparaissent statiques, dominant par article un seul texte d'une seule édition (souvent non originale), aucune variante. Or l'*Encyclopédie* est un processus vivant s'étalant sur un siècle. Au départ, ce n'était que la traduction améliorée d'une encyclopédie anglaise de 1728, la *Cyclopaedia* d'Ephraïm Chambers ; de nombreux articles la reproduisent telle quelle, il faut donc donner cette source et la comparer, montrer les coupures, les ajouts, les bouleversements, parfois ligne à ligne ou mot à mot. Il existe aussi des manuscrits (mais très peu), des travaux préparatoires, des consignes aux auteurs, des correspondances, des critiques, la réception immédiate dans les journaux, etc. Tout cela a des incidences sur les contenus. Rappelons que l'ouvrage est alphabétique et que les volumes de textes sortent au rythme approximatif d'un par an de 1751 à 1757, puis tous les autres en 1765 après la crise et l'interdiction de 1758-1759 pour motifs religieux et idéologiques. Un article comme « Hydrodynamique » (t. VIII) peut répondre à l'article « Fluide » (t. VI) ou le compléter. En outre, nous l'avons dit, il existe d'autres éditions, éventuellement commencées avant que la première ne soit terminée : celles-ci peuvent censurer un article, y ajouter des notes, comme les éditions italiennes de Lucques et Livourne. Elles peuvent, comme l'*Encyclopédie* d'Yverdon (1770-1780), chambouler totalement l'astronomie, la physiologie ou la religion. Elles peuvent intégrer les *Suppléments* et ajouter des modifications, comme les *Encyclopédies* in-4° et in-8° de Neuchâtel, Lyon, Genève, Berne, Lausanne. Tout cela sans compter la refonte par ordre de matières qui s'étend de 1782 à 1832 sous le nom d'*Encyclopédie méthodique*.

Comment une édition électronique peut-elle rendre compte de tout cela ?

D'abord, il est clair qu'une édition papier, forcément assez linéaire, se perdrait dans tout cet écheveau. Lorsqu'on veut rendre compte d'un seul ouvrage de 200 pages ayant existé sous deux éditions assez voisines, et aucun manuscrit, on s'en sort à peu près : en prenant l'une d'entre elles comme « édition de base » et en signalant les variantes en notes de

bas de page et les ajouts ou retranchements avec des polices de caractères différentes. Mais dès que les deux éditions diffèrent par une réorganisation des chapitres ou paragraphes, cela devient difficile. Alors quand on en a une dizaine, avec des brouillons, des copies corrigées, des extraits dans les journaux, etc., cela devient illisible. Il faut donc des outils informatiques, pour mettre en regard à l'écran les passages correspondants de telle et telle édition, utiliser des jeux de couleurs ou de caractères pour montrer les différences, etc.

Est-ce si simple ?

Non, il n'y a pas de logiciels tout faits adaptés à une telle situation. Il faut donc que des chercheurs en informatique et des ingénieurs travaillent en relation étroite avec des spécialistes de l'*Encyclopédie*. Dans le cas le plus simple, un article correspond à un mot en capitales, suivi d'un désignant comme « Physique » ou « Musique » ; suivent le corps du texte, des renvois éparpillés, puis à la fin la signature de l'auteur, mais c'est souvent bien plus compliqué : apparaissent des sous-entrées en petites

« L'*Encyclopédie* est belle et innovante et son édition numérique doit l'être aussi. »

capitales avec des sens différents, des signatures peuvent se chevaucher à l'intérieur des sous-articles, ou être absentes, les typographies peuvent ne pas être respectées, etc. Prenons un exemple : un article comme « Air » (au singulier ou au pluriel) a une entrée principale sans désignant, puis diverses sous-entrées qualifiées de théologie, musique..., il y a des ajouts dans les *Suppléments*, etc. Il faut donc définir intellectuellement et de façon informatique ce qu'on appellera « article », « entrée », « désignant », « signature », etc. Ensuite, si l'on veut donner des outils de travail de qualité, il faudra faire de même pour les noms propres, les ouvrages cités (explicitement, avec des titres exacts ou approchés, implicitement, avec erreurs), les passages reproduits. Il faudra gérer les mots étrangers, y compris en grec ou en hébreu, les tableaux, les formules mathématiques, les petits dessins, les grands tableaux, les partitions de musique, les relations avec les planches. Rien de cela n'est évident d'un point de vue technique.

Peut-on expliquer en termes simples les problèmes informatiques à résoudre ?

Ils sont de plusieurs types : d'abord, comment structurer les informations, les organiser, les hiérarchiser et les lier entre elles pour rendre compte de l'objet *Encyclopédie*, de sa complexité et de son histoire. Ensuite, comment faire appel à des informations extérieures, comme des recherches documentées qui ont permis de comprendre comment les maths, la musique ou le droit étaient présentés dans l'ouvrage. Enfin, comment imaginer un mode d'enrichissement collaboratif de ces informations par une équipe de spécialistes, comment gérer techniquement le fait que ces collaborateurs ne sont pas d'accord entre eux, qu'ils peuvent exprimer des besoins non prévus au départ, etc.

Pourquoi avoir fait appel à l'École Estienne en vue d'établir une charte graphique ?

Pour plusieurs raisons : la première est qu'il ne faut pas rester enfermé dans ses habitudes (de chercheur, en l'occurrence), et que les jeunes graphistes sont toujours pleins d'idées et de points de vue nouveaux, qui nous obligent à reconsidérer notre vision classique de l'édition. La seconde est que l'*Encyclopédie* est belle et innovante et que son édition numérique doit l'être aussi : il faut ici encore, comme dirait Diderot, « changer la façon commune de penser »... ■

***Alexandre Guilbaud** est historien des mathématiques. Il est maître de conférences à l'université Pierre-et-Marie-Curie.

Marie Leca-Tsiomis est professeur émérite de littérature à l'université Paris-Ouest Nanterre-La Défense.

Irène Passeron est chercheuse au CNRS et coordinatrice de l'édition des œuvres complètes de D'Alembert.

Alain Cernuschi est maître d'enseignement et de recherches à l'université de Lausanne.

Propos recueillis par Pierre Crépel.

Réagissez aux articles,
exposez votre point de vue.

Écrivez à revue@pcf.fr

Le poison Zemmour

Le pamphlet d'Éric Zemmour (*Le Suicide français*), intello de plateau télé et polémiste fachistoïde est à la fois un bon coup de marketing (65 % des Français disent en avoir entendu parler) et un symptôme du méli-mélo idéologique où s'installe une partie de l'opinion. Zemmour désigne dans son livre une série « d'ennemis de l'intérieur » (Mai 68, les homos, les immigrés, les féministes, les étrangers...), se lamente sur la « défaite » française et le déclasserement de ses citoyens.

Une enquête Odoxa/*Le Parisien* du 26 octobre montre, selon Gaël Sliman, président de l'Institut, que « les Français n'aiment pas Éric Zemmour mais il suscite la curiosité de tous et séduit les sympathisants de droite et du FN ». Il est vu comme réactionnaire, agressif, misogyne et pas démocrate.

Une majorité de Français ont donc une mauvaise opinion du bonhomme (62 %), et 56 % ne sont pas d'accord avec ses

thèses. Un Français sur deux le perçoit comme raciste et 44 % l'estiment même dangereux.

En y regardant de plus près, on s'aperçoit que si certaines idées de Zemmour font un bide – sur la féminisation de la société qui serait source de déclin –, si l'opinion ne semble pas le suivre sur les vertus de la politique juive de Vichy, son ton vipérin sur l'immigration ne manque pas d'adeptes, avec 50 % d'accord. En fait, sur ce sujet – comme sur presque tous les autres, l'opinion se partage de manière nette entre droite et gauche. Ainsi sur l'immigration, 73 % des sondés de droite l'approuvent, 73 % des sondés de gauche le critiquent.

« Il n'y a pas une zemmourisation de la société française mais une mithridatisation des idées de l'extrême droite vers la droite parlementaire dont les sympathisants (surtout les gaullistes) semblent accepter de plus en plus facilement des thèses qui les auraient choqués il y a une dizaine d'années » note Gaël Sliman.

Éric Zemmour affirme dans son livre que la féminisation de la société a entraîné le déclin de la France. Êtes-vous d'accord avec cette affirmation ?



Il affirme que le régime de Vichy a sauvé des juifs français. Êtes-vous choqué par cette affirmation ?



Il affirme que l'immigration serait l'un des facteurs majeurs expliquant ce déclin qu'il qualifie même de « suicide français ». Êtes-vous d'accord avec cette affirmation ?



Un quart des bénéficiaires du RSA subissent des privations alimentaires

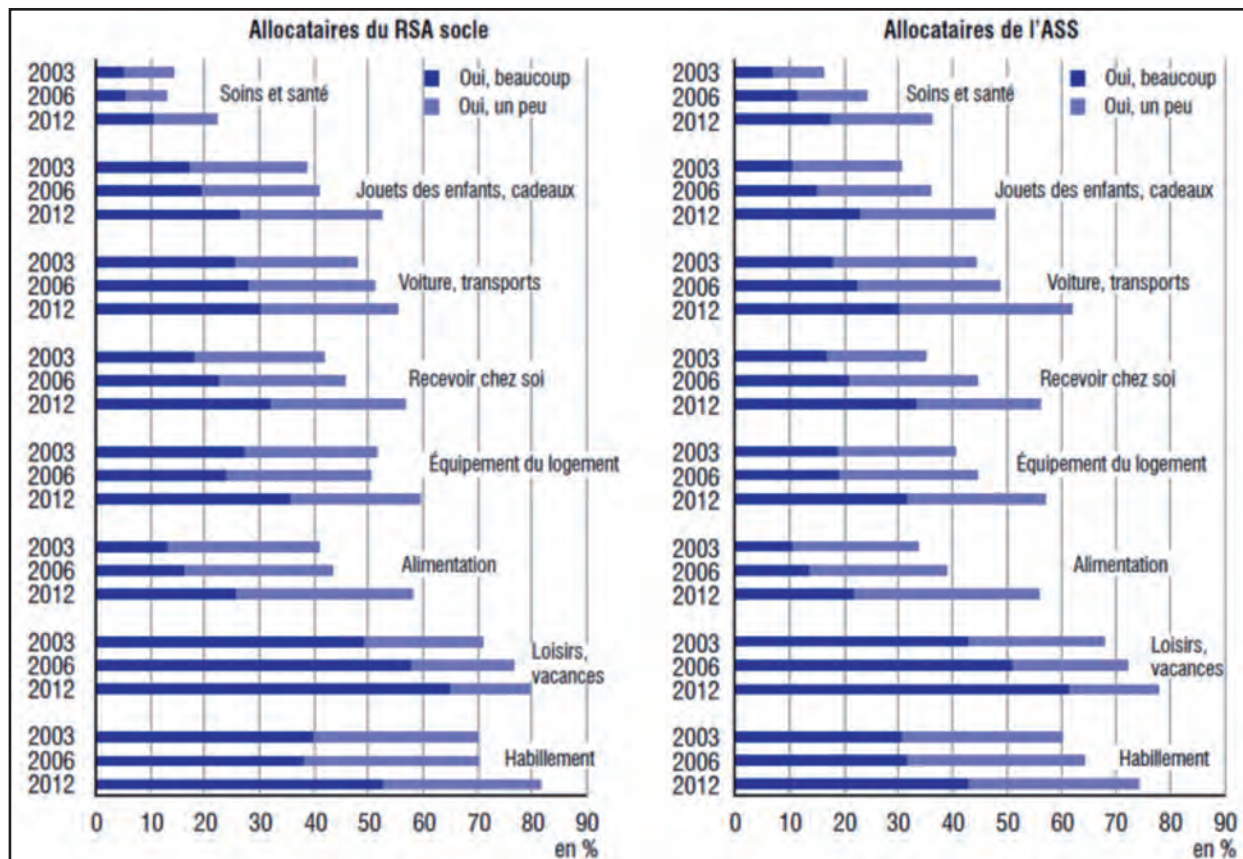
Dans la dernière édition de sa publication annuelle sur la situation sociale de la France, *France portrait social*, l'INSEE consacre un chapitre à la situation des bénéficiaires des minima sociaux, qu'il s'agisse du RSA socle ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), grâce à une enquête spécifique du service statistique du ministère des Affaires sociales. En particulier, les répondants à cette enquête se voient poser la question suivante : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous [...] dû renoncer ou vous priver, par manque d'argent, dans les domaines suivants » : soins et santé, alimentation, etc. ? Les réponses à cette question apportent une nouvelle preuve de la dégradation de la situation sociale de la France depuis la dernière crise.

Ainsi, 26 % des bénéficiaires du RSA socle déclarent s'être privés beaucoup dans le domaine de l'alimentation et 30 % s'être privés un peu. Au total, c'est donc plus de la moitié des bénéficiaires

du RSA qui ont subi des privations alimentaires en 2012. Cela représente une augmentation de près de 20 points depuis 2003 et de 15 points par rapport à 2006. Un des effets de ces difficultés financières est le recours relativement important par ces personnes à l'aide alimentaire : c'est 15 % des foyers au RSA socle et 7 % des titulaires de l'ASS.

Autre domaine où les privations ont fortement augmenté depuis 2003, avec des conséquences non moins importantes que l'alimentation : la santé. La part d'allocataires du RSA ayant dû renoncer beaucoup à des soins de santé pour des raisons financières a ainsi doublé, passant de un sur vingt en 2003 à un sur dix en 2012. L'état de santé moyen de ces bénéficiaires s'est également sensiblement dégradé : 18 % d'entre eux se déclarent désormais en mauvais ou très mauvais état de santé, contre 13 % en 2006.

PART D'ALLOCATAIRES DU RSA SOCLE ET DE L'ASS AYANT DÉCLARÉ AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS UNE PRIVATION, PAR MANQUE D'ARGENT, SELON LA NATURE DE LA PRIVATION



Source : INSEE, DREES, *France portrait social 2014*

Djihadisme : la fabrique infernale de la peur

Quotidiennement, les grands média abordent le sujet, s'emploient à forger les opinions et n'hésitent pas à orienter les réactions du public.

PAR SARAH CHAKRIDA

Alerte : apparition soudaine d'un phénomène médiatique à l'ampleur incontrôlée qui provoque peurs et fantasmes irrationnels...

Non, nous n'allons pas parler du virus Ebola mais du djihadisme. En France, selon les autorités, le nombre de Français impliqués dans les filières djihadistes en Syrie et en Irak est passé, depuis début 2014, de 555 à 932 en cette fin septembre. Trente-six d'entre eux ont été tués, 185 combattants ont quitté le théâtre des opérations et 118 sont de retour en France. Environ 230 personnes auraient des velléités de départ et les chiffres ne cessent d'évoluer. Récemment, une loi antiterroriste a été adoptée par le Sénat. Le projet de loi instaure une interdiction administrative de sortie du territoire et crée un « délit d'entreprise terroriste individuelle » qui sera un nouvel outil contre ceux qui se radicalisent individuellement, le plus souvent sur Internet, et passent à l'action.

UNE PEUR ALIMENTÉE PAR DES FANTASMES

Michael Pritchard, le batteur du groupe de punk-rock américain Green Day a dit un jour : « La peur est cette petite pièce sombre où on développe ses idées noires ». La peur produit et imprime dans notre inconscient des images négatives qui nous ferment les portes de la raison. Ces images créées bloquent notre accès à la clarté et à la réflexion pour laisser place à la panique. Ainsi la peur du musulman, de l'étranger et de l'islamiste s'est insérée insidieusement grâce aux écrans de télévision ressassant sans cesse les mêmes images anxiogènes. Le traite-

ment médiatique partiel des djihadistes tend à faire passer l'image d'une mauvaise influence de la religion musulmane, en minorant le fait que les individus sont des êtres violents avant tout. L'Islam serait seul responsable de la dérive terroriste. Certains imposteurs intellectuels, Éric Zemmour en tête, vont même jusqu'à démontrer que les textes de l'islam prônent la guerre, en oubliant de replacer les éléments du manuscrit dans le contexte de l'époque. Cette répétition constante de l'amalgame possède une force de destruction symbolique si puissante qu'elle a poussé certains musulmans à se désolidariser des actes terroristes à coup de *hashtags* sur Twitter, chose qui paraîtrait invraisemblable pour toute autre « communauté ». Car un djihadiste est un sanguinaire avant d'être un croyant religieux, la mauvaise interprétation de l'islam n'étant là que pour justifier idéologiquement des actes terroristes et malfaisants. Le traitement médiatique oscille trop souvent vers le sensationnalisme et l'émotionnel. Ainsi, France 2 diffusait, durant la semaine du 3 au 7 novembre, le témoignage d'un père français qui a perdu son fils au *djihad*. Gros plan sur son visage défaits par les larmes. La médiatisation de cet événement, qui reste dramatique en soi, approche le problème de manière biaisée en faisant appel au *pathos* mais ne répond pas aux questions rationnelles que chacun se pose face à l'actualité.

RÉCUPÉRATION POLITIQUE DE LA PEUR

Autre conséquence de la peur distillée dans les média : la montée du phénomène djihadiste en France est l'occasion pour l'UMP et le FN d'accréditer la thèse du « choc des civilisations » et de renforcer les dérives identitaires. En témoigne la demande plutôt invraisemblable de deux députés UMP qui récla-

ment la création d'une commission d'enquête sur le cas des Français partis faire le *djihad* et qui toucheraient encore des allocations. Les aides sociales, comme le revenu de solidarité active (RSA), cessent normalement d'être versées à tout citoyen quittant la France plus de quatre mois. Or, comme le rappellent les

« Le traitement médiatique partiel des djihadistes tend à faire passer l'image d'une mauvaise influence de la religion musulmane. »

deux parlementaires, « la CAF doit prouver que cet allocataire a bien quitté son domicile ». Une tâche qui serait trop complexe pour l'organisme, qui ne peut pas « croiser ses fichiers » avec ceux des services de renseignement, seuls à connaître l'identité des djihadistes français. Les deux députés réclament un renforcement des moyens de contrôle dans une démarche volontairement provocatrice. Joint par *L'Express*, Thierry Mariani, cosignataire, reconnaît que l'action est avant tout symbolique : « Ce n'est évidemment pas un problème majeur. Notre action vise surtout à illustrer la dérive des prestations non-contrôlées en France. Le but, c'est de dire attention aux abus ! ». Cette action est révélatrice de l'hystérie collective au sein d'une certaine droite. Autrement dit, les « djihadistes fraudeurs » servent de faire-valoir pour une

critique plus générale du système de distribution des aides sociales. Ou l'art de la récupération politique combiné au jeu des fantasmes. La peur est le produit d'une construction sociale qui induit la

comme étant une justification du « *djihad* du sabre ». L'interprétation belliciste du terme de *djihad* est aujourd'hui reprise par certains courants du salafisme. Le salafisme est un mouvement sunnite qui

marche quand une déconnexion des liens familiaux et amicaux a lieu. Progressivement, le jeune se convertit à l'islam radical et est littéralement endoctriné. Le basculement intervient souvent après un élément déclencheur : décès, divorce, chômage. Le djihadisme est attractif pour des individus en rupture de ban avec la société ou leurs proches, à la recherche de nouveaux référents identitaires, d'aventure ou en détresse psychologique. Selon Aurélie Campana, professeure agrégée de science politique et titulaire de la chaire de recherche du Canada, à l'université Laval, sur les conflits identitaires et le terrorisme à l'université Laval, « les stratégies de communication et de recrutement des groupes djihadistes se sont affinées afin de toucher un public de plus en plus large. L'utilisation d'Internet et surtout des médias sociaux donne une résonance planétaire à leurs messages tout en créant une proximité virtuelle entre ces sympathisants et les groupes islamistes actifs sur les théâtres de conflit ».

LUTTER CONTRE L'INCONNU

Les mesures politiques adoptées sont inefficaces et impuissantes face aux enjeux géostratégiques et politiques posés par le terrorisme islamiste. Des actes de tels mouvements, au vu des méthodes bien particulières qu'ils

« Un djihadiste est un sanguinaire avant d'être un croyant religieux, la mauvaise interprétation de l'islam n'étant là que pour justifier idéologiquement des actes terroristes et malfaisants. »

fabrication d'images-types et l'invention de nouveaux ennemis. Les musulmans de France sont les premiers à pâtir des amalgames, ne serait-ce que par la recrudescence des actes qui les prennent pour cibles : +11,3 % en 2013 par rapport à la même période en 2012 selon l'Observatoire national contre l'islamophobie. De nombreuses voix de musulmans s'élèvent, pour refuser l'amalgame. Car – faites le test – la plupart des musulmans vous diront que la doctrine djihadiste n'a rien à voir avec l'islam qu'ils connaissent.

LE DJIHAD, UN TERME CONTROVERSÉ AU CŒUR DE LA DOCTRINE TERRORISTE

Le terme de *djihad* qui revient sans cesse à la Une de l'info est à manier avec précaution. En arabe, il signifie « l'effort vers un but déterminé ou sur soi-même pour atteindre le perfectionnement moral ou religieux ». L'islam compterait quatre types de *djihad* : « par le cœur », « par la langue », « par la main » et « par l'épée ». Dans le *Coran*, Mahomet annonce que le vrai combattant est celui qui se livre combat à lui-même et qui mène la lutte intérieure, spirituelle, contre ses propres travers. C'est cette forme du *djihad* que l'on nomme le *Grand Djihad* (spirituel). On distingue donc le *Grand Djihad* du *Petit Djihad* (temporel) qui inclut les actions de prosélytisme et le conflit armé incluant aujourd'hui l'assassinat, le meurtre et le terrorisme. Hocine Kerzazi, doctorant en histoire contemporaine montre qu'en matière de proportion, le *djihad* armé est une interprétation étymologique opérée par les prêcheurs « djihadistes » de manière extrêmement minoritaire et injustifiée au regard de la définition qu'en donne le *Coran*. Le *djihad* renvoie à la psychologie islamique où il est dit que les voies sont multiples pour accéder au perfectionnement. Or, c'est en isolant le contexte que certains prédicateurs de la haine l'ont interprété

revendique un retour à « l'islam des origines », fondé sur le *Coran* et la Sunna (les pratiques et les lois religieuses fondées selon le comportement de Mahomet). « C'est une mouvance totalement éclatée qui recouvre une extrême diversité théologique et idéologique », explique le politologue Jean-François Legrain, interrogé par *Le Nouvel Observateur*. À partir du wahhabisme, l'idéologie salafiste officielle de l'Arabie saoudite depuis 1932, trois catégories sont progressivement apparues. Les piétistes se désintéressent du politique, les politiques souhaitent défendre l'identité et les intérêts musulmans dans l'État et les révolutionnaires légitiment le

« La peur est le produit d'une construction sociale qui induit la fabrication d'images-types et l'invention de nouveaux ennemis. »

recours à la violence. C'est dans cette dernière catégorie que s'insère Daesh, groupe salafiste djihadiste. Ainsi, l'islam rigoriste comporte plusieurs nuances qui ont été interprétées différemment au gré des évolutions historiques et géopolitiques.

LE DJIHAD 2.0

Ce qui frappe aujourd'hui, ce sont les nouvelles manières de recrutement au *djihad*. Les jeunes sont enrôlés via Internet à coup de vidéos mensongères et conspirationnistes exacerbant la haine contre « l'Occident ». Les références aux jeux vidéo comme *Call of Duty* sont omniprésentes afin d'attirer un jeune public. Souvent, les sites Internet manipulent les jeunes filles en jouant sur le côté humanitaire et l'aide aux populations opprimées et abandonnées par la communauté internationale. L'emprise

emploi, ne présentent pas les caractéristiques d'une guerre classique. La lutte contre le djihadisme est également compliquée car elle révèle les contradictions d'un droit pénal qui veut punir avant même que le crime, c'est-à-dire l'attentat, ne se produise. L'enjeu consiste à détecter et à interpréter la menace que cette minorité d'individus représente pour la sécurité des États. La réponse est difficile car la tentation est grande de durcir des dispositions existantes. Comme l'histoire récente nous l'a montré aux États-Unis, après les attentats du World Trade Center, de tels réflexes conduisent le plus souvent à deux dérives : la stigmatisation de communautés entières et la création de lois d'exception entravant les libertés publiques de toute une société. ■

De la /des religions...

On attribue à Malraux le fait d'avoir pronostiqué un XXI^e siècle religieux/mystique/spirituel. Il est bien trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra. Mais il est certain qu'en cette année 2014 les ouvrages traitant du fait religieux se multiplient. Florilège.

PAR PATRICK COULON

S'il est des livres qui expriment clairement leur contenu dans leur titre, celui d'Yvon Quiniou est de ceux-là. *Critique de la religion, une imposture morale, intellectuelle et politique* part de l'idée qu'il y a un retour inquiétant du « religieux » dans l'espace public partout dans le monde. Au parlement européen, par exemple une disposition permet aux Églises d'être sollicitées pour la définition des lois. En France, avec la question du mariage pour tous, on a vu des prises de position de l'Église, alors que la disposition ne retire rien au droit des chrétiens. Il dénonce un retour clairement politique et réactionnaire du religieux dans le monde, y compris occidental, qui n'est pas seulement un *recours* à lui comme on a pu le soutenir. Il se traduit par une volonté des Églises d'occuper l'espace public, de fournir la base *morale* du lien social que le libéralisme, par ailleurs, détruit. L'auteur note aussi un retour des religions réactionnaires dans les ex-pays de l'Est, sans parler des situations de barbarie au Moyen-Orient. Pour étayer sa critique de la religion, Yvon Quiniou appelle en renfort les analyses de Spinoza, Hume, Kant, Feuerbach, Marx, Nietzsche et enfin Freud. L'objectif étant de penser le fait religieux comme une production strictement humaine.

RELIGION = RÉACTION ?

Un ouvrage dont la dernière phrase est « il faut inventer une nouvelle politique de la "main tendue" » a toutes les raisons d'attirer l'attention du lecteur de *La Revue du projet* ! C'est pour inciter les tenants de la transformation sociale à penser les religions autrement que porteuses d'idéologie réactionnaire que Stéphane Lavignotte a écrit son court essai. Pour lui, il y a des enjeux importants pour la gauche à penser la question religieuse car il ne faut pas laisser cette question diviser sa base sociale entre « eux » et « nous ». Comme il le souligne, introduite par Marx et Engels, une grille permet de penser la réalité sociale : les classes et leurs luttes dans l'histoire. Cette approche peut être utile pour montrer comment les enjeux de classes traversent les conflits ou les réalités religieuses. Le monde religieux n'est pas monolithique. Certes – et Stéphane Lavignotte n'en disconvient pas – croisades, inquisition, guerres de religion, collusion avec les puissants... le livre noir des religions n'est plus à faire. De nombreux chapitres illustrent comment les religions ont pu être subversives. D'autres montrent les courants porteurs d'aspects progressistes, à l'œuvre aujourd'hui et leurs divers engagements sociaux, féministes, écologistes. L'auteur enfin appelle les forces refusant l'ordre actuel à savoir construire une gauche plus large, plus inclusive des milieux populaires, des croyants (y compris musulmans),

des personnes issues du monde associatif ou du mouvement social avec une certaine obligation à revoir les modes de militance, de discussion, les fonctionnements trop tournés vers l'interne et les jeux de pouvoir...

GÉOGRAPHIE DU CATHOLICISME

À partir de 51 vagues d'enquêtes cumulées dans plus de 13 000 communes, le sondeur Jérôme Fourquet et le démographe Hervé Le Bras mettent au jour cinquante ans d'évolution de l'électorat catholique quant à leur appartenance et leur pratique religieuse.

S'agissant de la Seine-Saint-Denis, on constate que la pratique y est bien plus forte que sa composition sociale ne le laissait supposer. On peut y voir un cas de la stimulation qui naît de la confrontation entre différentes religions, que ce soit avec le protestantisme ou avec l'islam qui ne s'articulent toutefois, tous deux, qu'autour de quelques pôles. Le fait religieux marquant de ces cinquante dernières années demeure le déclin spectaculaire du catholicisme, qui prend place au début des années 1960, à la veille de Vatican II. Ce phénomène se traduit par une moindre fréquentation des messes, une diminution du nombre de baptisés ou encore une perte de la tradition de l'inhumation. D'un point de vue sociologique, le profil des catholiques pratiquants présente plusieurs particularités : ce sont majoritairement des femmes et des personnes dont la catégorie socioprofessionnelle se situe dans les plus aisées, avec une forte représentation des retraités et des agriculteurs.

Il convient de relever une corrélation entre la pratique religieuse et le comportement électoral : ainsi, là où la pratique *était* forte il y a cinquante ans, le changement l'est aussi ; on assiste alors à un rapprochement plus ou moins fort des zones de tradition catholique vers la gauche. Un élément vient cependant perturber l'équation : dans les zones où le catholicisme était moins répandu et a moins décliné, le Front national vient capter une partie des voix de la gauche.

ISLAM ET CAPITALISME

On ne peut que se réjouir de l'initiative prise par les Éditions Démopolis de rééditer un grand classique devenu introuvable : *Islam et Capitalisme* (1966). Cela permet d'accéder à un texte aussi important selon la maison d'édition que *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* de Max Weber. L'auteur Maxime Rodinson (1915–2004), historien et sociologue marxiste, est spécialiste de l'islam et des civilisations arabes. On lui doit également la publication de *Mahomet* (1961).

Du développement tardif du capitalisme au Moyen-Orient aux succès de l'Arabie saoudite ou du Qatar, quel est le rôle de l'islam dans l'évolution des rapports économiques et

sociaux ? De l'analyse approfondie des textes sacrés à l'étude historique et sociologique, Maxime Rodinson nous donne à comprendre l'échec du nationalisme arabe et le relatif succès des Frères musulmans dans des sociétés bousculées par la dynamique du capitalisme contemporain.

En 1966, à la parution d'*Islam et capitalisme*, la dévalorisation de l'islam ne jouait pas le même rôle que de nos jours, et la question de l'incompatibilité de l'islam avec la modernité capitaliste était envisagée par rapport à la problématique du développement et de la sortie du sous-développement dans les pays du Tiers-monde. L'islam était utilisé comme catégorie explicative pour en faire, selon les intervenants, un inhibiteur au développement économique, une religion prônant une forme de socialisme ou, au contraire, une religion favorable à l'expansion économique marchande et capitaliste.

Les conclusions de l'auteur sont claires : si le *Coran* et les textes relevant de la tradition post-coranique (la Sunna) ne prônent pas le « capitalisme » qui n'existait et ne pouvait pas exister à l'époque, ils ne sont en rien incompatibles avec ce dernier. Contrairement aux préjugés, le *Coran* n'est pas le livre d'une religion fataliste et obscurantiste poussant à la passivité et à la routine. Pourtant les pays de l'Islam n'ont pas entamé d'eux-mêmes la transition vers le capitalisme et les secteurs capitalistiques n'ont jamais dominé l'ensemble des formations sociales. Il n'est du pouvoir d'aucune idéologie de modeler entièrement une société car les hommes et les classes sociales restent des acteurs qui en dernière instance décident en s'appropriant, escamotant ou transformant les idées, selon les besoins de l'heure.

HAINE DE LA RELIGION ?

Devant la montée dans une partie de la gauche d'un discours qui débute par la défense de la laïcité et dévisse vers l'antireligion (au nom d'un Marx mal lu), Pierre Tévanian convoque l'auteur de *Capital* ainsi que d'autres marxistes (dont Lénine) pour affirmer qu'un des apports du mouvement révolutionnaire au combat progressiste est d'avoir pointé les limites du combat antireligieux issu de la tradition des Lumières, en le dénonçant comme un écueil. Il expose que Marx et d'autres ont même théorisé et pratiqué l'alliance entre « celui qui croit au Ciel et celui qui n'y croit pas ». En fait le point nodal du développement est issu de *l'Introduction à la critique de la Philosophie du droit* de Hegel. « La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions »

La religion n'est pas l'ennemi. Elle ne peut être traitée comme tel puisqu'elle n'est pas la cause de la misère. L'espérance religieuse n'est pas nécessairement l'attente passive d'une justice qui viendra d'elle-même de l'au-delà. Elle peut aussi devenir la matrice d'un combat actif pour la justice ici bas. Il y a des croyants de droite et d'autres de gauche, un usage bourgeois et conservateur de la religion (Dieu veut qu'on accepte son sort) ou un usage révolutionnaire (Dieu veut qu'on se révolte), des usages racistes (Dieu bénit l'esclavage) antiracistes (l'esclavage viole la loi divine) sexistes ou antisexistes (Dieu nous a voulus égaux *versus* Dieu nous a voulus inégaux). Bref ce n'est pas la religion qui fait l'homme mais l'homme qui fait la religion.

Quant au danger de pratiquer le combat antireligieux, l'auteur cite entre autres Lénine : « La bourgeoisie réaction-

naire s'est partout appliquée [...] à attiser les haines religieuses, pour attirer dans cette direction l'attention des masses et les détourner des questions politiques et économiques véritablement importantes et capitales. »

INTOLÉRANCE ?

Le fondateur de Médiapart est en colère. Ce courroux a été déclenché un matin de juin 2014 lorsqu'il a entendu sur les ondes de la principale radio publique française « Il y a un problème de l'islam en France » En vrai, c'est d'avoir entendu pour une énième fois ce refrain qui, sans entrave, met la France en guerre contre une religion, l'acclimatant au préjugé, l'accoutumant à l'indifférence, bref l'habituant au pire qui l'a décidé à écrire. Il évoque le rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Celui-ci note une « flambée de violence » et dans cette flambée, la montée de l'intolérance antimusulmane et la polarisation contre l'islam. Si on compare notre époque à celle de l'avant-guerre, on pourrait dire qu'aujourd'hui, le musulman, suivi de près par le Maghrébin, a remplacé le juif dans les représentations et la construction d'un bouc émissaire. Edwy Plenel demande à ce que l'on hausse la voix en défense des musulmans mais aussi de toutes les autres minorités que cette accoutumance à la détestation de l'Autre met en danger, expose et fragilise. Les crimes antisémites, les agressions négrophobes, les violences anti-Roms, etc. Il accuse Sarkozy d'être particulièrement responsable de ce climat qui a ouvert la boîte de Pandore et dont se délecte l'extrême droite. Un climat moisi par cette vieille rhétorique : l'identité contre l'égalité. Il est vrai que quand les opprimés se font la guerre au nom de l'origine, les oppresseurs ont la paix pour faire des affaires !

PERTE DE VITESSE ?

En France, mais plus largement en Europe, la religion n'est plus au fondement de l'ordre politique, social, culturel ou moral comme c'est encore le cas dans de nombreux pays du monde. Croisant histoire, théologie et philosophie, l'ouvrage de Jean-Marie Ploux prêtre de la Mission de France retrace les grandes lignes de la pensée chrétienne en Occident en examinant essentiellement les carrefours décisifs où le chemin de la pensée a bifurqué comme les débuts du christianisme, l'établissement de la religion comme religion d'État, l'émergence de la modernité, l'autonomie du sujet, la non-rencontre avec l'homme moderne, Vatican II et ses nouvelles perspectives... ■

BIBLIOGRAPHIE :

- Jean-Marie Ploux, *Une autre histoire de la pensée chrétienne*, Les Éditions de l'Atelier.
- Edwy Plenel, *Pour les musulmans*, La Découverte.
- Yvon Quiniou, *Critique de la religion*, La ville brûle.
- Maxime Rodinson, *Islam & Capitalisme*, Démopolis.
- Jérôme Fourquet, Hervé Le Bras, *La religion dévoilée. Une nouvelle géographie du catholicisme*, Fondation Jean Jaures.
- Pierre Tévanian, *La haine de la religion*, La Découverte.
- Stéphane Lavignotte, *Les religions sont-elles réactionnaires ?* Éditions Textuel.

Maiakovski Vers et prose

Le Temps des cerises, 2013



PRÉSENTATION PAR ELSA TRIOLET

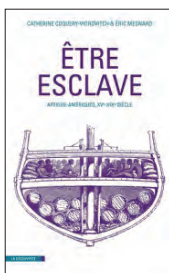
PAR JULIE-JEANNE CHEVALIER

Cette réédition, attendue, ne se situe pas tout à fait sur le même plan que la belle édition bilingue des *Poèmes* par Claude Frioux. Dotée d'un appareillage critique modeste (mais suffisant pour le lecteur non spécialiste), elle a le grand avantage d'embrasser toute l'œuvre : les poèmes bien sûr, mais aussi les écrits autobiographiques (*Ma vie*, texte aphoristique et fort suggestif qui ouvre le recueil), de nombreux textes de critique ou plutôt de théorie littéraire (*Comment faire des vers ?*), la pièce *Les Bains*, dans laquelle il est permis de voir l'accomplissement ultime et le testament de l'auteur, ici en texte intégral, ainsi que des écrits sur le cinéma et le théâtre. Choix forcément un peu arbitraire, comme le reconnaît Elsa elle-même, puisque les douze volumes de l'œuvre sont réduits ici à quelque quatre cents pages. Choix qui ne rend pas, ne pouvait pas rendre compte du travail de propagande effectué de 1919 à 1922 pour la « Rosta » (agence télégraphique russe), ni ses centaines de légendes pour les affiches distribuées au front ou à l'arrière, ni ses affiches de propagande, si drôles, pour le commerce d'État, ni ses vers satiriques...

Pourtant, on a envie de dire que l'essentiel est là. Et cela d'abord parce que la personnalité même d'Elsa Triolet, à la fois traductrice de l'œuvre et amie intime de l'homme, donne à l'ensemble une très forte unité. On se méfie en général, et à juste titre, des présentations faites par des proches, si volontiers idéalisées. Rien de tel ici : Elsa décrit avec humour et simplicité l'arrivée dans son milieu bourgeois du grand jeune homme pauvre et révolté, à la voix tonitruante, capable des pires excès et aussi de délicatesses inouïes, polémiste féroce et capable de donner une expression proprement cosmique, mais aussi tragique, à son amour pour Lili : « Ceci est peut-être / Le dernier amour du monde... »

Surtout, au-delà de l'homme, cette anthologie permet de ressaisir Maïakovski en son temps, se battant sur un double front : contre une culture académique finissante, mais aussi contre le néo-conformisme de ceux qui allaient bientôt promouvoir un art officiel. Mais il est également, au-delà de tout contexte, un des plus forts créateurs d'images qu'on ait vu. À la fois iconoclaste et constructeur, celui qui a dit avant d'autres « il est temps de rallumer les étoiles » s'avère, à la lecture de cette anthologie, plus actuel que jamais.

Être esclave. Afrique-Amérique, XV^e-XIX^e siècle



La Découverte, 2013

CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH, ÉRIC MESNARD

PAR SÉVERINE CHARRET

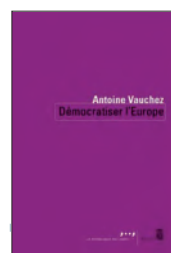
Dans leur ouvrage, les auteurs ambitionnent une histoire de la traite dégagée du poids de la victimisation, de la repentance, au-delà du seul commerce triangulaire. Le livre se déroule selon un plan chronologique. De l'esclavage dans les sociétés africaines antiques au commerce atlantique

en passant par les traites portugaises de l'Afrique vers l'Europe du Sud et surtout l'Amérique, les auteurs décrivent la mise en place des routes, des réseaux, des partenaires.

Tout en rappelant que les sévices et la terreur étaient à la base du système esclavagiste, ils mettent en évidence les différences qui existaient selon le travail, la relation au maître mais aussi selon les espaces, en distinguant notamment les îles à sucre des colonies britanniques continentales et des États-Unis. Sont également étudiées les formes de résistance des esclaves avec une place particulière pour le marronnage mais aussi l'arme du témoignage dans le combat pour l'abolition. Dans ce dernier, le rôle de la Révolution haïtienne et de son influence sont largement analysés. Enfin, les auteurs évoquent l'intensification de l'esclavage interne à l'Afrique après l'abolition de la traite atlantique. Ils soulignent aussi que la fin de l'esclavage n'a pas signifié la fin de l'infériorisation des Noirs, d'autant plus qu'au XIX^e siècle se développèrent des théories racistes visant à la justifier par la biologie.

Les héritages de cette histoire se sont donc fait sentir bien au-delà des abolitions. Ils posent aujourd'hui la question de la mémoire, liée par certains aux réparations, de la ségrégation et des inégalités, notamment dans l'accès à la terre dans plusieurs pays d'Amérique latine, d'une certaine hypocrisie des colonisateurs européens qui, après avoir stimulé l'esclavagisme des sociétés africaines, en ont fait un argument justifiant leurs conquêtes. Reste également – et c'est un des apports importants du livre – la créolisation, à savoir un métissage culturel né de la rencontre entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique.

Le principal mérite du livre est cependant d'avoir dépassé la vision eurocentrée du commerce triangulaire, à la fois géographiquement par l'étude des traites internes à l'Afrique ou du commerce en droiture, chronologiquement en replaçant ces traites, qui se sont greffées sur des réseaux déjà existants et dont les effets se font sentir bien au-delà des abolitions, dans un temps long et thématiquement en sortant des seuls circuits économiques pour mettre au cœur de l'étude les acteurs, en particulier Africains et métisses, qu'ils fussent esclaves ou négriers. C'est en montrant la richesse et la complexité des échanges noués entre l'Afrique et l'Amérique, en incarnant cette histoire de l'esclavage dans des récits de vie que Catherine Coquery-Vidrovitch et Éric Mesnard ont réussi leur « travail de déconstruction des lectures mémorielles ».



Démocratiser l'Europe

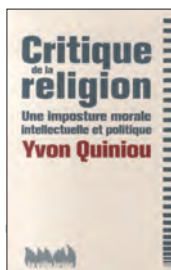
Seuil-La République des idées, 2014

ANTOINE VAUCHEZ

PAR IGOR MARTINACHE

S'il est une opinion largement partagée à l'égard de l'Union européenne, c'est celle de son « déficit démocratique ». Le constat n'est pour autant pas nouveau, puisqu'il fut formulé dès 1979, au moment même où les parlementaires européens étaient pour la première fois élus directement par les populations. Et pourtant, depuis lors, le fossé entre ces dernières et les décisions prises en leur nom au plan continental n'a cessé de se creuser, ainsi que l'a illustré avec éclat le traitement de la crise financière depuis 2009 où certains gouvernements se sont vu littéralement dicter leurs politiques par des institutions censées être leurs mandataires, la fameuse *troïka* composée de la Commission, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI, en tête. Directeur de

recherche au CNRS et auteur de travaux remarquables mettant notamment en évidence le coup de force de certains juristes dans l'imposition d'un droit supranational s'imposant aux États, Antoine Vauchez livre ici un petit essai où il invite à rompre avec l'idée selon laquelle le gouvernement de l'Union européenne pourrait être démocratisé en transposant simplement à cette échelle le schéma institutionnel en vigueur dans les États-nations. C'est en effet faire fi, explique-t-il, de l'influence éminemment politique prise par les institutions dites « indépendantes », la Commission, mais aussi la BCE et la Cour de justice des communautés européennes, qui se parent derrière le voile de la « technique » et de « l'expertise » qui contribue à les légitimer. Plutôt que de faire table rase de plus de 60 ans de construction institutionnelle, il s'agit, selon l'auteur, de commencer par arracher ces « indépendantes » à leur « sommeil dogmatique », comme l'a qualifié Alain Supiot, obsédé par le seul marché unique, en se dotant d'un certain nombre de leviers politiques, comme l'approfondissement du mécanisme d'alerte parlementaire instauré timidement par le traité de Lisbonne, mais aussi intellectuels, en renforçant l'information et la capacité critique des populations et communautés savantes, sans oublier d'instaurer des critères de représentativité pour la nomination des membres de ces « indépendantes » (femmes, syndicalistes, etc.). L'Union européenne conserverait ainsi bel et bien un « potentiel démocratique » selon Antoine Vauchez, et si certains ne partagent pas forcément son optimisme, ils ne pourront cependant nier qu'il apporte un point de vue aussi original qu'intéressant à un débat enlisé.



Critique de la religion, une imposture morale, intellectuelle et politique

La ville brûle, 2014

YVON QUINIOU

PAR JEAN-MICHEL GALANO

En ces temps de guerre idéologique, où les partisans d'une « France toute catholique » et autres adversaires de la laïcité ne désarment, il est sans doute bon que paraisse ce livre décomplexé. Pour autant, il est à craindre que réduire le phénomène religieux au pouvoir temporel des religions constituées rétrécisse domageablement le problème.

L'auteur a choisi de traiter « la religion » comme un tout. Il se retrouve ainsi de plain-pied avec la pensée des Lumières. Cette concentration de l'analyse lui permet de mettre en évidence une structure essentielle de la pensée religieuse : « une révélation divine s'autorisant de sa seule certitude intime et s'inscrivant dans un texte prétendument sacré... le message (religieux) se présente comme ayant sa source dans une instance radicalement supérieure et extérieure à la raison humaine, porteuse d'une Vérité absolue devant laquelle l'esprit humain devrait s'incliner... ». Il peut dès lors pointer la « contradiction absolue » entre le lien religieux de soumission et l'adhésion intellectuelle fondée sur la raison, médiation interne par laquelle chaque individu s'égalise à l'humanité. Et souligner que la connaissance scientifique est la mise en jeu de cette norme elle-même, d'où son dynamisme et son ouverture.

L'intérêt pédagogique de ce livre est qu'il présente diverses critiques radicales de la religion. Il les donne à penser comme convergentes. Et c'est là que les choses se gâtent :

oui, la vérité de la religion est extérieure à la religion elle-même. Celle-ci est-elle pour autant une « imposture ? » Cette dénonciation ne risque-t-elle pas d'être récupérée à son tour ? La critique de Feuerbach, « athée de Sa Majesté » a été totalement intégrée par Karl Barth à l'apologétique protestante ; Freud réduit la religion à une indéfendable symptomatologie névrotique, quant à Nietzsche, n'est-il pas resté captif des « ombres de Dieu » ?

Faute d'envisager dans toute son extension la religion en tant que phénomène anthropologique fondamental corrélié au travail, au langage et à la socialisation, l'auteur s'en tient à une dénonciation aussi véhémement dans son principe qu'éclectique dans ses contenus, et oublie ces résurgences ou rémanences du phénomène religieux que sont la sacralisation du pouvoir, les différentes formes de fétichisation, les figures modernes de la superstition et de l'idéalisation, combats pourtant essentiels pour un rationalisme moderne. Il y faudra, il est vrai, plus d'un ouvrage.



Europe

novembre-décembre 2014

PAR VINCENT METZGER

Ce mois-ci *Europe* nous invite en Espagne, ce qui implique contradiction et, s'agissant de Maria Zambrano, héroïne de ce numéro, usage de l'oxymore.

Tension entre le passé et le futur dès les premières pages dans le beau texte de la philosophe sur les ruines ; elles sont aussi bien le lieu de « l'absence, l'absence pure » et celui de « l'espérance libérée, soudain mise à découvert ». C'est aussi la tension vive à l'intérieur de cette Espagne que Maria Zambrano a parcourue avec les Missions pédagogiques du gouvernement républicain, « protoplasme hispanique, marqué de mille empreintes, mais également bouillonnant de nouveaux germes ». Et les exemples sont multiples, conduisant à cette exigence « il faudrait un nouvel usage de la raison, plus complexe et plus délicat, qui porterait en lui sa critique constante ».

Peut-être comprend-on alors que parmi les figures féminines qui hantent son œuvre, Maria Zambrano fasse une place de choix à Antigone, et Laurence Breyse-Chanet consacre une belle étude à *La Tombe d'Antigone*, œuvre de longue gestation et proche de son auteur, écrite pendant les années d'exil : entre Paris (elle avait traversé la frontière en compagnie de Machado), La Havane, Rome et ce hameau du Jura, La Pièce, où elle a survécu jusqu'à la mort de sa sœur avant de revenir, après 1980 seulement, à Madrid. On ne s'étonnera pas de voir apparaître Walter Benjamin, à côté des écrivains espagnols, ou d'Amérique latine avec une place particulière accordée à José Lezama Lima. Mais on lira avec plus de surprise peut-être et de plaisir aussi, le rapprochement fait, grâce pour une part à Louis Massignou et Henry Corbin, avec la mystique iranienne. Vient ensuite un dossier rendant justice à la prose allègre et riche de Frederick Tristan. Et ceci pour *Dieu, L'Univers et Madame Berthe* (comment résister à un titre de Tristan ?) : « D'histoires d'amour en rencontres historiques, d'apparitions incongrues en disparitions inexplicables, de mariage heureux en revers de fortune, le narrateur perdu dans ce labyrinthe aussi prometteur que délirant explore l'immense continent des possibles soudain découvert devant une maison anodine ».

Puisqu'il n'est pas possible de nommer toutes les *Chroniques* qui ponctuent chaque numéro, arrêtons-nous cette fois sur l'événement que constitue la publication en français de *L'Œuvre poétique* de Giorgio Caproni.

Le projet communiste de demain ne saurait se passer des élaborations théoriques que Marx et d'autres avec lui nous ont transmises. Sans dogme mais de manière constructive, La Revue du projet propose des éclairages contemporains sur ces textes en en présentant l'histoire et l'actualité.

L'histoire et ses fantômes

Si, comme l'affirme Marx, c'est la vie qui détermine la conscience et non l'inverse, comment comprendre que certaines idées paraissent survivre au contexte qui les a fait naître et que l'histoire puisse pour ainsi dire se répéter ?

PAR **FLORIAN GULLI ET JEAN QUÉTIER**

Au-delà de la boutade, en parlant de répétition, Marx reprend un thème développé par le philosophe Hegel (1770-1831) et par l'écrivain Heine (1797-1856). Il trouve chez le premier l'idée de répétition historique et chez le second celle du passage de la tragédie à la farce. Convoquant ces schémas interprétatifs, il s'emploie, à chaud, à élaborer sa propre compréhension du coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851.

LA RÉPÉTITION HISTORIQUE.

Le 18 Brumaire de l'an VIII, c'est-à-dire le 9 novembre 1799, Bonaparte (1769-1821) renversait le Directoire, devenait premier consul et bientôt empereur. Une cinquantaine d'années plus tard, le 2 décembre 1851, Marx assiste à « la deuxième édition du 18 Brumaire », au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte (1808-1873), le neveu du précédent, peu après son élection au suffrage universel. La succession de ces deux événements semble donner raison au philosophe Hegel, qui affirme, dans les *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, que l'histoire se répète. La république romaine par exemple serait morte deux fois ; d'abord vidée de sa substance par l'autoritarisme de César puis remplacée quelques années plus tard par l'Empire.

Marx reprend l'idée de Hegel en la corrigeant : l'histoire se répète, mais la répétition est toujours ratée. Les deux Napoléon accèdent au pouvoir par un coup d'État, ils deviennent tous les deux empereurs, mais au-delà de cette similitude, le premier diffère profondément du second. Le destin de Napoléon I^{er} est tragique ; celui de Napoléon III comique. En effet, Napoléon I^{er}, mais aussi Danton et Robespierre, sont des personnages tragiques. Ils sont des forces historiques agissantes, des « colosses », qui meurent en accomplissant un destin

grandiose. Les uns et les autres participent à leur manière à la disparition du monde féodal et à l'établissement d'une nouvelle formation sociale, la société bourgeoise. La conquête napoléonienne par exemple balaya partout en Europe les petites aristocraties locales, vestiges

de l'Ancien régime.

En comparaison, Napoléon III, Caussidière et Louis Blanc, sont des personnages de farce. Ces individus n'incarnent plus la contradiction d'une époque, la lutte entre un ancien monde en train de sombrer et un nouveau qui émerge. Leur destinée indi-

« Hegel¹ fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et les grands personnages de l'histoire mondiale surgissent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce. Caussidière² pour Danton³, Louis Blanc⁴ pour Robespierre⁵, la Montagne de 1848 à 1851⁶ pour la Montagne de 1793 à 1795⁷, le neveu pour l'oncle. Et même caricature dans les circonstances où paraît la deuxième édition du 18 Brumaire.

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas de leur propre chef, ni dans des circonstances qu'ils ont eux-mêmes choisies, mais bien dans des circonstances qu'ils trouvent immédiatement déjà là, des circonstances qui leur sont données et transmises. La tradition de toutes les générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se bouleverser eux-mêmes et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément dans de telles époques de crise révolutionnaire qu'ils appellent craintivement les esprits du passé à leur rescousse, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour jouer une nouvelle scène de l'histoire mondiale sous ce déguisement respectable et avec ce langage d'emprunt. C'est ainsi que Luther prit le masque de l'apôtre Paul, que la Révolution de 1789 à 1814 se drapa successivement dans le costume de la République romaine, puis dans celui de l'Empire romain, et que la révolution de 1848 ne sut rien faire de mieux que de parodier tantôt 1789, tantôt la tradition révolutionnaire de 1793 à 1795. C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retranscrit toujours dans sa langue maternelle, mais il ne se sera approprié l'esprit de cette nouvelle langue et ne sera en mesure de s'en servir pour créer librement que lorsqu'il saura se mouvoir dans celle-ci sans réminiscence, en oubliant en elle sa langue d'origine. »

Karl Marx,

Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte, Éditions sociales, Paris, 1984, p. 69 sq.

Traduction de Gérard Cornillet (modifiée)

LE 18 BRUMAIRE, ESSAI D'HISTOIRE IMMÉDIATE

Après le bouillonnement révolutionnaire de 1848, les années qui suivent sont celles du reflux. Marx s'exile à Londres en 1849 et peine à poursuivre la publication de la *Nouvelle Gazette Rhénane*, le journal qu'il avait fondé à Cologne l'année précédente. Le début des années 1850 est alors l'occasion pour Marx d'analyser la séquence sociale et politique que l'Europe, et notamment la France, vient de connaître. Les *Luttes de classes en France* puis *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, rédigés entre 1850 et 1852, constituent ainsi un essai d'histoire « à chaud », une tentative d'application de la méthode matérialiste aux événements qui ont secoué la France entre la proclamation de la deuxième République le 24 février 1848 et le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851.

viduelle n'accomplit aucun progrès historique. À l'heure des révolutions, le printemps des peuples de 1848, leur vie publique est pur anachronisme. « La seconde édition du 18 Brumaire » ne doit donc pas être comprise comme la manifestation de la nécessité de l'Empire pour la France en ce milieu du XIX^e siècle. La répétition comique d'un épisode historique signifie bien plutôt sa mort définitive. Elle va permettre aux hommes d'abandonner la nostalgie qu'ils pouvaient encore éprouver à son égard. S'il y avait, en France, une nostalgie de l'Empire après la mort de Napoléon I^{er}, il y en aura moins après le règne de Napoléon III. Le comique du neveu aura permis aux hommes de commencer à s'affranchir de ce passé encombrant. Parler de répétition historique ne signifie pas que les hommes se contentent de subir une histoire se faisant sans eux. Les hommes sont actifs, ils « font leur propre histoire » ; les révolutions politiques par exemple n'adviennent jamais automatiquement. Cette histoire, néanmoins, les hommes ne la commencent pas ; elle a un poids, des tendances lourdes, une certaine inertie. S'il y a néanmoins de la liberté, c'est parce qu'il existe au présent des marges de manœuvre. Mais cette liberté est relative, elle ne peut se déployer que dans des circonstances « données et transmises ». Ces circonstances désignent les rapports de classes au sein desquels les individus agissent, mais Marx inclut dans ce texte, parmi les circonstances dont les hommes héritent et qui pèsent sur leur action, les représentations politiques traditionnelles.

LA POLITIQUE, ENTRE « LANGAGE D'EMPRUNT » ET « NOUVELLE LANGUE »

Le 18 Brumaire est souvent présenté comme un texte qui viendrait nuancer la théorie de l'histoire développée

dans *L'Idéologie allemande*. Alors que, dans ce dernier ouvrage, Marx et Engels auraient tout simplement dénié toute histoire propre aux représentations politiques, comprises comme productions idéologiques émanant des rapports matériels qui régissent la vie des hommes, *Le 18 Brumaire* redonnerait à la sphère politique une forme d'autonomie^a. En réalité, plus qu'ils ne s'opposent, il nous semble que les deux textes se complètent. Marx n'affirme pas ici que les représentations politiques sont complètement indépendantes et déliées des rapports de production, il essaye bien plutôt de montrer que certaines représentations politiques peuvent survivre aux rapports sociaux qui les ont vu naître. Elles ne surgissent donc pas de nulle part, elles ont bien été produites par un contexte socio-économique déterminé, mais elles peuvent subsister alors même que ce contexte a changé : c'est ce qu'on appelle la tradition. En l'occurrence, dans *Le 18 Brumaire*, Marx cherche à comprendre comment Louis-Napoléon Bonaparte a pu trouver une base sociale pour être élu président de la République et a pu réussir à faire accepter son coup d'État, alors même que la période en question était révolutionnaire. L'intérêt de son analyse est justement qu'elle ne s'en tient pas à l'énoncé de l'existence d'un « mythe » bonapartiste, celui d'un exécutif fort, entretenant un rapport direct avec le peuple, se plaçant au-dessus des différentes classes sociales. Elle montre également comment ce discours qui joue sur la nostalgie du Premier Empire entre en résonance avec les préoccupations de la petite paysannerie parcellaire, cette classe de petits exploitants agricoles, devenus propriétaires sous la Révolution française. Comme le dit Marx un peu plus loin : « La tradition historique a fait naître dans l'esprit des paysans français la

croyance miraculeuse qu'un homme portant le nom de Napoléon leur rendrait toute leur splendeur ». Croyance qui se révèle toutefois illusoire car, pour Marx, c'est dans la propriété parcellaire elle-même qu'il faut chercher la source des malheurs de la paysannerie (appauvrissement, endettement, etc.) : une forme de propriété précisément consolidée par l'action de Napoléon I^{er}.

L'analyse proposée par Marx permet donc de comprendre pourquoi les différents acteurs de l'histoire ne raisonnent pas exclusivement en des termes propres à la situation qui leur est contemporaine. La métaphore de la langue que Marx développe dans ce texte permet d'ailleurs d'envisager comment ces différents facteurs se combinent dans une période de changement social. Dans un contexte dans lequel elle n'est plus adéquate, la langue maternelle de la tradition devient une langue d'emprunt qui met du temps à laisser place à la nouvelle langue, celle qui traduit correctement les intérêts des différentes classes. ■

Notes de *La Revue du projet*

(1) - Georg Wilhelm Friedrich Hegel (1770-1831) est un des principaux représentants de l'idéalisme allemand. Avec lui, l'histoire devient un objet véritablement philosophique.

(2) - Louis-Marc Caussidière (1808-1861) participe à la révolution de 1848. Il est nommé préfet de police par le gouvernement provisoire, mais après l'échec des journées de juin, il se réfugie aux États-Unis.

(3) - Georges Danton (1759-1794), figure de la Révolution française, associée à la défense de la « patrie en danger » menacée par l'alliance des monarchies européennes contre la République. Il meurt guillotiné.

(4) - Louis Blanc (1813-1882), membre du gouvernement provisoire en 1848, contraint lui aussi de s'exiler après les journées de juin 1848.

(5) - Maximilien Robespierre (1758-1794), figure de la Révolution française associée à la Terreur, membre du comité de salut public. Il meurt guillotiné.

(6) - Groupe républicain à l'Assemblée nationale constituante de 1848. La répression va s'abattre sur lui après les journées en juin 1849, contraignant de nombreux députés à la fuite.

(7) - « La Montagne » est le nom du groupe parlementaire mené par Danton et Robespierre. Favorable à la République, le groupe doit son nom à sa position dans l'Assemblée : tout en haut, sur les bancs les plus élevés.

(8) - Sur ce point, nous renvoyons au commentaire développé dans le numéro 40 de *La Revue du projet*.

CHAQUE MOIS UN THÈME QUI VOUS CONCERNE POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN PROJET D'ÉMANCIPATION HUMAINE



En ligne sur : <http://projet.pcf.fr>

CITOYENNES, CITOYENS... PARTICIPEZ !

« BEAUCOUP METTENT DE L'ÉNERGIE À RÉSISTER, IL EN FAUT TOUT AUTANT QUI SE MÊLENT DU DÉBAT POLITIQUE ! »

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Nous voulons nous appuyer sur l'expérience professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences. *La Revue du projet* est un outil au service de cette ambition.

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS CONTACT AVEC VOUS. OU ÉCRIVEZ-NOUS PAR COURRIEL À : revue@pcf.fr

Nom : Prénom :

Adresse postale :

Portable : Adresse électronique :

Profession :

Centre d'intérêt et/ou compétences :

LA REVUE DU PROJET
BULLETIN D'ABONNEMENT

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL (À L'ORDRE DE LA REVUE DU PROJET. REMPLIR BULLETIN CI-DESSOUS).

Durée 1 an/10 numéros

BULLETIN D'ABONNEMENT ANNUEL

- Je règle par chèque bancaire ou postal (France uniquement) à l'ordre de «La Revue du Projet»
 Standard : 56 € Chômeurs/étudiants : 40 € Souscription : 72 €

SERVICE ABONNEMENT - i-Abo/La Revue du projet - 11, rue Gustave-Madiot - 91070 BONDOUFLE
Tél. : 01 60 86 03 31 - Fax : 01 55 04 94 01 - Mail : larevueduprojet@i-abo.fr

À envoyer à l'adresse ci-dessus.

Nom & prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse électronique Mobile(*)

(*) informations utilisées uniquement dans le cadre de l'abonnement

Date : Signature :

RÈGLEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (REEMPLIR FORMULAIRE CI-DESSOUS).

BULLETIN D'ABONNEMENT PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE (4 fois/an)

Association Paul-Langevin

Administration & abonnements : 6, avenue Mathurin-Moreau 75167 Paris cedex 19 - Tél. : 01 40 40 12 34

N° de compte : La Banque postale 5269700R020

LA REVUE DU PROJET REVUE POLITIQUE MENSUELLE DU PCF

Je coche le prélèvement souhaité et remplis les cases ci-dessous à l'aide d'un RIB

- Standard : 4 X 14 € = 56 € Chômeurs/étudiants : 4 X 10 € = 40 € Souscription : 4 X 18 € = 72 €

Les prélèvements seront effectués le mois suivant le renouvellement de l'abonnement.

L'abonnement est renouvelé automatiquement, sauf avis contraire de l'abonné.

Remplir et signer la demande et l'autorisation de prélèvement, renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB), postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).

DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT

La présente demande est valable jusqu'à l'annulation de ma part à notifier en temps voulu au créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

Les informations contenues dans la présente demande ne seront utilisées que pour les seules nécessités de la gestion et pourront donner lieu à exercice du droit individuel d'accès auprès du créancier à l'adresse ci-dessus, dans les conditions prévues par la délibération n°80 du 11/04/1980 de la Commission Informatique et libertés.

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous. En cas de litige, sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

DÉBITEUR			
Nom :			
Adresse :			
.....			

Code établissement	Code guichet	Numéro du compte	Clé RIB

Date : Signature :

N° national d'émetteur :
530622

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER	
Association Paul-Langevin	
6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 PARIS CEDEX 19	

DÉSIGNATION DE L'ÉTABLISSEMENT TENEUR DU COMPTE À DÉBITER	
Nom :	
Adresse :	
.....	

Prière de renvoyer les deux parties de cet imprimé au créancier, sans les séparer, en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) postal (RIP) ou de caisse d'épargne (RICE).



Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Responsable national
du projet



Isabelle De Almeida
Responsable nationale
adjointe du projet



Marc Brynhole



Olivier Dartigolles



Jean-Luc Gibelin



Isabelle Lorand



Alain Obadia



Véronique Sandoval



AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT

Xavier Compain
xcompain@pcf.fr



ÉDUCATION

Marine Roussillon
marine.roussillon@wanadoo.fr



**RÉPUBLIQUE, DÉMOCRATIE
ET INSTITUTIONS**

Pierre Dharréville
pdharreville@bdr13.pcf.fr



CULTURE

Alain Hayot
ahayot@wanadoo.fr



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR -
RECHERCHE**

Anne Mesliand
amesliand@orange.fr



SANTÉ, PROTECTION SOCIALE

Jean-Luc Gibelin
jean-luc.gibelin@orange.fr



DROITS ET LIBERTÉS

Fabienne Haloui
fabienne.haloui@wanadoo.fr



JEUNESSE

Isabelle De Almeida
idealmeida@pcf.fr



SPORT

Nicolas Bonnet
nbonnet@pcf.fr



DROITS DES FEMMES ET FÉMINISME

Laurence Cohen
cohenperdrix@gmail.com



**PRODUCTION, INDUSTRIE
ET SERVICES**

Alain Obadia
alain.obadia@orange.fr



TRAVAIL, EMPLOI

Véronique Sandoval
sandoval_ve@yahoo.fr



ÉCOLOGIE

Hervé Bramy
hbramycg93@wanadoo.fr



PROJET EUROPÉEN

Patrick Le Hyaric
plehyaric@humanite.fr



**VILLE, RURALITÉ, AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

Isabelle Lorand
ilorand@pcf.fr



ÉCONOMIE ET FINANCES

Yves Dimicoli
ydimicoli@pcf.fr



**ÉCONOMIE
POLITIQUE**
Frédéric Rauch
frauch@pcf.fr



Progressistes
Science, Travail & Environnement
Amar Bellal
bellal.amar@gmail.com



**LA REVUE DU
PROJET**
**Guillaume
Roubaud-Quashie**
gquashie@pcf.fr



**espaces
Marx**
explorer, construire, innover
Patrice Cohen-Seat
pcohen-seat@pcf.fr



Lem
Michel Laurent
Lieu d'études sur le mouvement
des idées et des connaissances
mlaurent@pcf.fr



**Guillaume
Roubaud-Quashie**
Rédacteur en chef



Caroline Bardot
Rédactrice en chef
adjointe



Hélène Bidard
Rédactrice en chef
adjointe



Davy Castel
Rédacteur en chef
adjoint



Clément Garcia
Vice-rédacteur en chef



Igor Martinache
Rédacteur en chef
adjoint



Léo Purguette
Vice-rédacteur en chef
Travail de secteurs



Jean Quéfier
Vice-rédacteur en chef
Lectrices & lecteurs



Gérard Streiff
Vice-rédacteur en chef
Combat d'idées
Sondages



Noëlle Mansoux
Secrétaire
de rédaction



**Marine
Roussillon**
Critiques



Maxime Cochard
Critiques



Côme Simien
Histoire



Florian Gulli
Mouvement réel
Dans le texte



Nicolas Dutent
Mouvement réel
Regard



Francis Combes
Poésies



Franck Delorieu
Poésies



Corinne Luxembourg
Production
de territoires



Séverine Charret
Production
de territoires



Étienne Chosson
Regard



Anthony Maranghi
Revue des média
Communication



Alain Vermeersch
Revue des média



Pierre Crépel
Sciences



Michaël Orand
Statistiques



Alexandre Fleuret
Vidéo



Vincent Bordas
Relecture



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Parti communiste français